

ÉCOLE DE POLITIQUE APPLIQUÉE
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

CONTESTATION DE LA MONDIALISATION FINANCIÈRE ET MOBILISATION DE LA
NÉBULEUSE ALTERMONDIALISTE : ÉVOLUTION DES STRATÉGIES MILITANTES
DEPUIS LE MOUVEMENT SOCIAL OCCUPY

Par
ELENA WALDISPUEHL

Travail présenté à
M. Hugo LOISEAU, Mme Eugénie DOSTIE-GOULET et M. Mathieu ARÈS

Dans le cadre du cours
GEP 850
Mémoire

Sherbrooke
MAI 2015

Composition du jury

*Contestation de la mondialisation néolibérale et mobilisation de la nébuleuse altermondialiste :
évolution des stratégies militantes depuis le mouvement social Occupy*

Elena Waldispuehl

Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Hugo Loiseau, directeur de recherche
Eugénie Dostie-Goulet, lectrice du mémoire
Mathieu Arès, évaluateur du mémoire

École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke

Résumé

Contestation de la mondialisation néolibérale et mobilisation de la nébuleuse altermondialiste : évolution des stratégies militantes depuis le mouvement social Occupy

Par Elena Waldispuehl

Selon l'approche du processus politique, les conséquences politiques, sociales et économiques de la crise financière et économique de 2008 introduisent une structure des opportunités politiques favorable à l'émergence et au développement des mouvements sociaux. En vertu d'une conjoncture d'austérité et de l'accroissement des inégalités sociales, une mosaïque de résistances s'est mobilisée dans l'environnement politique à l'instar du mouvement Occupy pour constituer le plus important cycle de mobilisation transnationale. Ce dernier se juxtapose vraisemblablement à celui de la nébuleuse altermondialiste contre la mondialisation financière ainsi que le mode de gouvernance néolibéral.

Le mouvement Occupy s'oppose aux acteurs traditionnels du système politique en ayant pour principale revendication l'autonomisation de sa base militante afin de constituer un « ballon d'oxygène » pour la démocratie. En permettant une prise de conscience tout en dynamisant la participation citoyenne par le biais d'une occupation de l'espace public, l'apport du mouvement est son ambition sociale, militante et politique d'incarner symboliquement une « insurrection des consciences » et une « communauté de résistance » contre les inégalités sociales, qui mettent en péril le bien commun.

Mots clés : mouvements sociaux, contestation politique, crise économique et financière, nébuleuse altermondialiste, Occupy, processus politique

Remerciements

La rédaction d'un mémoire est une aventure en soi, on se perd, on se retrouve, on s'exaspère et ensuite on trouve véritablement son chemin. Cette expérience fut d'une richesse inattendue, et ce, sur plusieurs plans. Ces remerciements se veulent l'étape ultime de tout processus de recherche, qui serait impossible sans la contribution de nombreuses personnes qui, dans leur génie de tous les jours, ont fait la différence d'une manière ou d'une autre. Pour tout cela et plus encore, je vous remercie de m'avoir accompagné dans mes obsessions théoriques, mes mélancolies militantes, mes utopies analystes et ma fougue bibliographique !

Tout d'abord, je tiens à remercier ma famille et Selma pour leurs encouragements et d'avoir toujours cru en moi même lorsque la recherche piétinait en raison des nombreuses difficultés induites par toute recherche sur le terrain. Il s'agit des plus complexes processus de recherche, mais également des plus enrichissants sur le plan humain. Je remercie mon meilleur ami et mon frère jumeau cosmique, Charles-Alexis Desgagné, de me faire rire depuis tant d'années déjà, de partager ma passion pour les dinosaures et de m'accompagner dans ce périple épique autour du monde après une pause bien méritée ! Je remercie plus particulièrement Annie pour toute son aide au cours de cette année de rédaction mouvementée entre les mobilisations étudiantes et l'engagement social et politique. Je te remercie également d'avoir été là dans les moments les plus difficiles de la dernière année où dans la tourmente tu m'as encouragé à persévérer et à me réaliser en dépit de tout. Je remercie sincèrement Laurence pour son écoute et sa patience à l'égard de toutes mes inquiétudes à faire de ce mémoire une réussite, mais surtout merci d'être qui tu es tout simplement. Je remercie également personnellement sa sœur Gabrielle Chartier qui, sans son expertise du « champ hippie montréalais », je n'aurais jamais pu établir un lien de confiance avec les militants et militantes et ainsi collecter l'information primordiale à la réalisation de ce mémoire. Un merci spécial aux militants et militantes ayant participé à la recherche, sans vous cela n'aurait pas été possible. Je salue d'ailleurs votre engagement et votre persévérance à mettre en œuvre un « autre monde » rendu possible avec tous vos efforts et sacrifices pour déconstruire pierre par pierre les murs de l'intolérance et de l'injustice.

Je remercie également l'ensemble des personnes ayant marqué mon expérience à l'Université de Sherbrooke pour en faire les plus belles années de ma vie. Ainsi, mes cinq années en Estrie furent pour moi un véritable bonheur ponctué de rencontres merveilleuses et de défis multiples. Sans rentrer dans une liste exhaustive des personnes ayant contribué à mon épanouissement personnel et étudiant, je tiens à remercier sincèrement les gangs qui ont rendu ma vie plus belle à commencer par le conseil exécutif du RECSEP et du REMDUS, l'équipe de soccer féminine du Vert & Or et plus particulièrement mes Zamboureux et Zamboureuses, qui ont fait du Mali l'expérience de toute une vie !

Finalement, je veux remercier du plus profond de mon cœur mon directeur de recherche, soit le professeur Hugo Loiseau, pour l'ensemble de son œuvre. Ton dévouement, ton intelligence et ta rigueur m'ont permis de dépasser mes limites et à me mettre réellement au défi afin d'atteindre le modèle d'excellence que tu représentes pour moi. Ce fut un réel plaisir que de travailler avec toi, et ce, depuis mon expérience terrain dans la brousse malienne ! Je salue la docteure Eugénie Dostie-Goulet pour avoir accepté l'idée d'être ma lectrice de mémoire. Dans les faits, elle fut beaucoup plus que cela en étant l'envers et l'endroit dans les moments les plus critiques de la recherche et même lors de mes errements conceptuels et personnels. Je te remercie pour tes critiques pertinentes, ton écoute et tes précieux conseils quant à l'orientation de cette recherche sur les mouvements sociaux. Tu es également un modèle de réussite et de cohérence avec tes convictions politiques et militantes. Je tiens également à remercier le professeur Jean-Herman Guay pour sa précieuse collaboration à la réalisation de l'analyse de contenu par sa connaissance sans faille du logiciel R; et par le fait même de m'avoir appris à ouvrir mes horizons aux méthodes quantitatives ! Je souligne son travail remarquable quant à la plate-forme numérique Perspective Monde pour laquelle il fut un réel honneur de m'investir pour sa défense.

Je remercie également le Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) et le Fonds de recherche du Québec – Société et Culture (FRQSC) pour leur contribution financière et leur confiance à la réalisation de cette recherche.

Elena

(Bibi, Makono Ballo, Poulish et tous les autres surnoms si gentiment octroyés !)

Tables des acronymes

| | |
|--------|---|
| AMI | : Accord multilatéral sur les investissements |
| ATTAC | : Association pour la taxation des transactions financières et l'action citoyenne |
| BAPE | : Bureau d'audiences publiques sur l'environnement |
| CLASSE | : Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante |
| CNUCED | : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement |
| CSN | : Confédération des syndicats nationaux |
| FEM | : Forum économique mondial |
| FSM | : Forum social mondial |
| LGBTQA | : Lesbienne, gay, bisexuel, transgenre, autre et alliés |
| MESRQ | : Mouvement des étudiants et étudiantes socialement responsables du Québec |
| OCDE | : Organisation de coopération et de développement économique |
| OMC | : Organisation mondiale du Commerce |
| ONG | : Organisation non gouvernementale |
| OWS | : Occupy Wall Street |
| PLQ | : Parti libéral du Québec |
| SOP | : Structure d'opportunités politiques |
| SQ | : Sûreté du Québec |
| SPVM | : Service de police de la Ville de Montréal |
| UQAM | : Université du Québec à Montréal |
| UPAC | : Unité permanente anticorruption |

Table des figures

| | |
|---|-----------|
| FIGURE 2.1 : Schématisation de la politique du conflit de Tilly et Tarrow | 40 |
| FIGURE 2.2 : Schématisation du losange de l'action politique de Dufour | 43 |
| FIGURE 3.1 : Schéma des différents comités de travail du réseau Occupons Montréal | 70 |
| FIGURE 4.1 : Graphique du nombre de mots recensés dans les textes du corpus étudié | 87 |
| FIGURE 4.2 : Nuage de mots: manifeste de la Puerta del Sol | 88 |
| FIGURE 4.3 : Nuage de mots : manifeste de Democracia Real Ya | 89 |
| FIGURE 4.4 : Nuage de mots : manifeste d'Occupy Wall Street | 89 |
| FIGURE 4.5 : Nuage de mots: manifeste d'Occupons Montréal | 90 |
| FIGURE 4.6 : Nuage de mots : charte du Forum social mondial | 91 |
| FIGURE 4.7 : Analyse factorielle en PCA des manifestes du corpus | 92 |
| FIGURE 4.8 : Cercle de corrélations de l'analyse factorielle de type PCA | 93 |

Tables des matières

| | |
|--|------------|
| COMPOSITION DU JURY | II |
| RESUME..... | III |
| REMERCIEMENTS..... | IV |
| TABLES DES ACRONYMES | VI |
| TABLE DES FIGURES..... | VII |
| INTRODUCTION | 1 |
| CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE..... | 9 |
| 1.1 PROBLEMATIQUE | 9 |
| 1.1.1 L'ALTERMONDIALISME : AU-DELA DE L'ANTIGLOBALISATION ET DE L'ANTICAPITALISME..... | 9 |
| 1.1.2 LES GERMES DE LA NEBULEUSE ALTERMONDIALISTE DU CHIAPAS A SEATTLE..... | 12 |
| 1.1.3 LA CRISE ECONOMIQUE DE 2008 : PERSPECTIVE D'UN NOUVEAU CYCLE DE MOBILISATION | 15 |
| 1.1.4 LE MOUVEMENT OCCUPY : DE L'INDIGNATION A DE NOUVELLES PRATIQUES MILITANTES | 17 |
| 1.2 REVUE DE LITTERATURE | 20 |
| 1.2.1 LA MOBILISATION DES RESSOURCES | 21 |
| 1.2.2 LA STRUCTURE D'OPPORTUNITES POLITIQUES | 24 |
| 1.2.3 LE CADRAGE DES MOUVEMENTS SOCIAUX..... | 27 |
| 1.2.4 L'ALTERMONDIALISME ET LA TRANSNATIONALISATION DE L'ACTION COLLECTIVE | 30 |
| 1.3 QUESTION ET HYPOTHESE DE RECHERCHE..... | 34 |
| 1.4 METHODE DE RECHERCHE | 35 |
| 1.4.1 CONCEPTS ET INDICATEURS..... | 35 |
| 1.4.2 STRATEGIE DE RECHERCHE..... | 37 |
| 1.4.2.1 DEVIS DE RECHERCHE | 38 |
| 1.4.2.2 VALIDITE INTERNE ET EXTERNE | 38 |
| CHAPITRE II : CONTESTATION ET RESISTANCE DE LA NEBULEUSE OCCUPY : PRINCIPES ET MECANISMES DE MOBILISATION DU RESEAU DE MONTREAL .. | 40 |
| INTRODUCTION | 40 |
| 2.1 LE QUEBEC COMME ESPACE DE CONTESTATION : CONTEXTE SOCIOPOLITIQUE | 44 |
| 2.1.1 GOUVERNANCE DU PLQ : SCANDALES DE CORRUPTION ET CRISE DE CONFIANCE ENVERS LES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES DU QUEBEC | 45 |
| 2.1.2 PHENOMENE DE CONTAGION ET D'EXTERNALISATION DE LA POLITIQUE DU CONFLIT : L'EMERGENCE DU RESEAU OCCUPONS MONTREAL APRES CELUI D'OCCUPY WALL STREET | 52 |
| 2.2 IDENTITE COLLECTIVE DU MOUVEMENT OCCUPY : ENTRE EMOTION ET RATIONALITE | 54 |
| 2.2.1 LE MANIFESTE DES 99% : LES REVENDICATIONS..... | 57 |

| | |
|---|------------|
| CHAPITRE III : LE REPERTOIRE D’ACTIONS DU RESEAU..... | 62 |
| INTRODUCTION | 62 |
| 3.1 ASSEMBLEES GENERALES ET PRINCIPES DE DEMOCRATIE DIRECTE..... | 63 |
| 3.1.1 LE PROCESSUS DECISIONNEL | 64 |
| 3.1.2 LA DIVISION DU TRAVAIL EN COMITES..... | 68 |
| 3.1.3 LA GESTION DES RESSOURCES DU MOUVEMENT..... | 72 |
| 3.2. L’ACTION COLLECTIVE DU <i>SIT-IN</i> : ENTRE OCCUPATION REELLE ET VIRTUELLE | 72 |
| 3.2.1 L’OCCUPATION PAR LE RESEAU DE MONTREAL : LE CAMPMENT ET LE VIVRE ENSEMBLE | 73 |
| 3.2.2 LE CYBERESPACE ET LE CYCLE DE MOBILISATION DE 2011..... | 77 |
| CHAPITRE IV : INTERCONNECTIONS ENTRE LES BASES MILITANTES DE L’ALTERMONDIALISME ET LA CAMPAGNE DU MOUVEMENT OCCUPY | 84 |
| INTRODUCTION | 84 |
| 4.1 LES STRATEGIES DISCURSIVES DE CES MOUVEMENTS TRANSNATIONAUX | 86 |
| 4.1.1 INTRODUCTION DE MANIFESTE ET DE REVENDICATIONS A CARACTERE UNIVERSEL | 87 |
| 4.1.2 ANALYSE DE CONTENU : MANIFESTE DES RESEAUX DU MOUVEMENT OCCUPY ET DU FSM | 89 |
| 4.2. REPERTOIRE D’ACTIONS COLLECTIVES ET STRUCTURE ORGANISATIONNELLE | 96 |
| 4.3 FRONT COMMUN DE RESISTANCE : LA BASE MILITANTE COMME POINT DE CONVERGENCE..... | 99 |
| CONCLUSION..... | 105 |
| BIBLIOGRAPHIE..... | 117 |
| ANNEXE I : Arborescence des concepts et indicateurs de la recherche | 131 |
| ANNEXE II : Manifeste et charte des mouvements sociaux étudiés | 132 |
| ANNEXE III : Certification d’éthique..... | 139 |
| ANNEXE IV : Formulaire d’information et de consentement | 140 |
| ANNEXE V : Questionnaire d’entrevue avec les militants et militantes | 145 |

Introduction

Dans l'environnement politique des sociétés occidentales contemporaines, différents groupes de la société civile s'organisent et se mobilisent afin de critiquer les mécanismes traditionnels de la démocratie représentative ou encore pour faire valoir leurs revendications sectorielles ou globales. Ces acteurs politiques disposent d'une rationalité limitée et, par plusieurs modes d'actions politiques, tentent de maximiser leur pouvoir politique afin d'engranger des gains relatifs dans un environnement politique et social où les ressources disponibles sont toujours limitées et ultimement revendiquées par plusieurs groupes aux visées parfois antagoniques. En l'occurrence, la société civile regroupe nombre de mouvements sociaux et groupes de pression éclatés dont le niveau d'organisation varie en fonction de leur capacité à mobiliser des ressources. L'objectif intrinsèque de toute entreprise de mobilisation des ressources est pour un groupe social donné de rendre effectives ses revendications pour ainsi obtenir des gains ou instituer le changement social partiel ou global pour ce qui est des mouvements sociaux.

La sociologie des mouvements sociaux représente un sous-champ distinct des sciences sociales en raison d'une littérature scientifique riche, bien qu'il n'existe aucun consensus quant à la délimitation de cet objet de recherche¹. De façon globale, les mouvements sociaux peuvent être définis selon leur *modus operandi* de telle sorte que le répertoire d'actions collectives est fondamental à toute politique du conflit en sociologie politique des mouvements sociaux. Partant d'une arène sociale strictement exclusive aux mouvements sociaux², ces derniers constituent des laboratoires vivants pour de nouvelles pratiques démocratiques et sociales dans la mesure où leur résistance tend à assurer ou renouveler le progrès social³. Certes, le type de régime dans lequel s'insère un quelconque mouvement social est déterminant quant à ses capacités mobilisatrices de telle sorte que les citoyens et citoyennes doivent en faire une lecture appropriée pour rendre

¹ O. FILLIEULE. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *Politique et Sociétés*, vol. 28, no. 1, 2009, p. 15.

² O. FILLIEULE. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. », [...], p. 15.

³ D. MOUCHARD. « Les mouvements sociaux, laboratoires de la démocratie », *La vie des idées.fr*, 7 septembre 2010, 12 p.

effectives leurs revendications⁴. De là, deux réactions sont observables : se soumettre au régime ou se mobiliser et contester pour résister de manière discrète ou ouverte⁵. À la lumière de cette mobilisation d'une frange plus ou moins circonscrite de sa société civile, un État peut également développer plusieurs attitudes en réaction à l'émergence de tels mouvements, soit en adoptant une stratégie de répression de ces différentes formes de contestation ou encourager directement ou indirectement des contre-mouvements pouvant précipiter la démobilisation des premiers. En général, « le temps de la mobilisation est un temps clos, puisque le conflit dans l'espace public doit connaître une fin, que cette dernière consacre la victoire des citoyens, leur fatigue et leur démobilisation ou le compromis entre les protagonistes »⁶.

La contestation politique est centrale en tant que mode d'action en étant les prémices constitutives de toute entreprise de mobilisation. La contestation est à la fois le moyen et la fin dudit processus. Elle représente l'une des locomotives de la mobilisation à condition d'être jumelée à une action collective qui, quant à elle, doit être intégrée et comprise dans un contexte politique donné. Il subsiste un éventail large des différentes formes de conflit qui, somme toute, reposent sur des mécanismes et des processus similaires au travers des mouvements sociaux, des révolutions, des grèves générales, du nationalisme et de la démocratisation⁷. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'étude des mécanismes de contestation et de mobilisation du mouvement Occupy. Ce mouvement tente d'instaurer le changement social en s'indignant contre la montée des inégalités sociales et les déficits démocratiques, qu'il désamorce par la pratique de la démocratie directe. Ce mémoire préconise l'approche du processus politique pour expliquer l'émergence du mouvement Occupy et son déclin tout aussi rapide en dépit d'une occupation de lieux symboliquement résonnants en déployant leurs tentes dans les quartiers financiers des plus grandes métropoles. La spontanéité de cette mobilisation demeure un aspect incontournable dans toute tentative explicative de « retracer l'accumulation des ressources des acteurs, leurs cadres d'action collective et, surtout, leur interaction avec la structure des opportunités politiques »⁸.

⁴ S. SAVARD et J. BOIVIN (dir.), *De la représentation à la manifestation*, Éditions du Septentrion, Québec, 2014, p. 434.

⁵ Cité dans S. SAVARD et J. BOIVIN (2014) ; J. C. SCOTT. *La domination et les arts de la résistance*, Éditions Amsterdam, Paris, 1992.

⁶ Cité dans S. SAVARD et J. BOIVIN, p. 435, (2014) ; G. SIMMEL. *Le conflit*, Circé et Poche, Paris, 1995.

⁷ D. MCADAM, S. TARROW et C. TILLY, *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press, 2001 p. 4.

⁸ M. ANCELOVICI. « Esquisse d'une théorie de la contestation : Bourdieu et le modèle du processus politique », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, no. 2, 2009, p. 39.

Sociologie des mouvements sociaux : contestation et changement social

La contestation politique renverrait, selon le sens commun, à une déclinaison péjorative en étant perçue comme « une attitude de dénigrement systématique des institutions, d'opposition forcenée aux [a]utorités »⁹. De plus, « la résistance des citoyens n'est guère appréciée de l'ordre disciplinaire et de l'autorité constituée » si bien « qu'il n'est pas surprenant que, à la prise de parole publique des citoyens réunis en groupes de pression [ou mouvements sociaux], toute une rhétorique de délégitimation lui soit opposée »¹⁰. Or, la contestation demeure primordiale pour l'ensemble des démocraties libérales puisqu'elle permet paradoxalement le règlement pacifique des conflits à condition qu'il subsiste des espaces de dialogue entre les différentes structures de la société civile et de la société politique. Les régimes pluralistes doivent favoriser les principes et les mécanismes de contestation pour renforcer les échanges entre les émetteurs de revendications et l'État dans une perspective utilitariste de consensus social et d'identification des intérêts communs du plus grand nombre. Les mécanismes de contestation ne sont pas exclusifs aux mouvements sociaux de gauche. La contestation est un mode d'action politique qui transcende le continuum des attitudes politiques, bien que plus utilisé par les nouveaux mouvements sociaux de gauche à l'instar de Mai 68 ou du Freedom Summer. Il demeure que les relations dynamiques et intersubjectives entre les activistes et l'appareil étatique doivent favoriser un certain équilibre puisque « une « société [sans contestation] se sclérose et dépérit ; à l'inverse, si les contestations se multiplient, elle se bloque et risque le collapse ou l'explosion »¹¹.

Les institutions dans les régimes démocratiques ont pour objectif d'absorber l'ensemble des intérêts contradictoires des acteurs du corps social afin de conduire un projet de société majoritaire tout en rejetant *a contrario* les projets de société minoritaire¹². Cette fonction institutionnelle fait en sorte que les émetteurs de revendications –et donc de certains projets sociétaux minoritaires– doivent accepter l'articulation populaire du bien commun, qui peut aller dans le sens contraire de leurs intérêts globaux et sectoriels : « le pluralisme politique est non viable si la règle de la majorité n'est pas reconnue de tous »¹³. Depuis les années 1960 avec le mouvement des droits civiques aux États-Unis notamment, les modes d'action protestataire se

⁹ L. EXTERMANN. « La criminalisation de la contestation politique : un échec du libéralisme », *Déviance et société*, vol. 2, no. 2, 1978, p. 200.

¹⁰ S. SAVARD et J. BOIVIN (dir.), *De la représentation à la manifestation*, [...], p. 437.

¹¹ L. EXTERMANN. « La criminalisation de la contestation politique : un échec du libéralisme », [...], p. 207.

¹² L. EXTERMANN. « La criminalisation de la contestation politique : un échec du libéralisme », [...], p. 206.

¹³ L. EXTERMANN. « La criminalisation de la contestation politique : un échec du libéralisme », [...], p. 206.

sont institutionnalisés en vertu d'une plus grande propension à utiliser de manière régulière la grève, le boycottage, l'occupation de locaux et la manifestation au sein des démocraties libérales¹⁴ où la mobilisation est plus importante que dans les régimes autoritaires¹⁵.

Cette extension « naturelle » du répertoire se fait en concomitance avec les moyens de participation conventionnelle comme le fait de voter dans les États développés ainsi que l'utilisation des leviers juridiques comme l'a démontré largement le mouvement LGBT¹⁶. Ainsi, « la dimension de la participation non conventionnelle s'est ajoutée à la dimension conventionnelle orientée vers le vote, lequel ne s'était lui-même pleinement établi dans ces pays qu'autour des années 1920-1930 »¹⁷. Le répertoire d'actions varie en fonction du fait qu'il s'agit d'un régime démocratique ou non, alors que l'action collective par excellence du XXe siècle est la manifestation peu importe le régime¹⁸. Le choix de tout répertoire d'actions par les mouvements sociaux de contestation ne se fait pas « “sur catalogue”, en raison de sa seule rationalité ou séduction » comme le souligne Neveu, car ce dernier se produit sous des contraintes en fonction des ressources disponibles, des préférences et stratégies militantes, des facteurs identitaires et du rapport de force avec les autorités¹⁹. Considérant cette différenciation du répertoire selon le contexte politique et la perception de la menace, comment expliquer que le répertoire semble très proche, voire identique, entre les révolutions du printemps arabe et les mobilisations contestatrices du mouvement Occupy en dépit d'une configuration politique aux antipodes ? Est-ce que ces mouvements de résistance porteront le *sit-in* comme l'action collective par excellence du XXIe siècle en vertu des nouveaux médias de communications ? Ces questions demeurent ouvertes quant à ces mouvements configurant le cycle de mobilisation de 2010-2012.

Le creuset protestataire de la gauche globale : résistance et indignation

Les institutions de Bretton Woods, organisations garantes de l'ordre mondial néolibéral, représentent des « récifs de corail » auxquels s'agglutinent les mouvements sociaux, les groupes

¹⁴ O. FILLIEULE et D. TARTAKOWSKY. *La manifestation*, Les Presses de Science po, 2^{ème} édition, 2013, p. 58.

¹⁵ C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution*, Les Presses Sciences Po., Paris, 2008, p. 117.

¹⁶ O. FILLIEULE et D. TARTAKOWSKY. *La manifestation*, [...], p. 58.

¹⁷ Cité dans FILLIEULE et TARTAKOWSKY (2013) ; M. KAASE. « Direct Political Participation in the EC Countries in the Late Eighties », dans M. K. JENNINGS et J. W. VAN DETH (dir.), *Continuities in Political Action : A Longitudinal Study of Political Orientations in Three Western Democracies*, De Gruyter, 1990, p. 77.

¹⁸ C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit*, [...], p. 30.

¹⁹ E. NEVEU. « Répertoires d'action des mobilisations », dans A. COHEN, B. LACROIX et P. RIUTORT (dir.), *Nouveau Manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 503.

de pression et les ONG pour afficher leurs revendications²⁰. Le construit politique du Consensus de Washington est l'objet d'une forte protestation autant au Nord qu'au Sud. Cette critique est largement reprise par la nébuleuse altermondialiste, qui s'affiche comme le principal mouvement de résistance contre la mondialisation que ce dernier qualifie de néolibérale. Il subsiste plusieurs espaces de contestation et plusieurs mondialisations de telle sorte que le mouvement altermondialiste représente le creuset de cette résistance multiple contre les conséquences plurielles d'un monde de plus en plus mondialisé²¹. Tentant de « donner un sens aux mondes multiples dans lesquels ils évoluent »²², les réseaux de la nébuleuse altermondialiste constituent un espace de convergence des différentes formes de résistance contre les effets de la mondialisation à l'instar de la détérioration de l'environnement, la montée des inégalités sociales, les crises financières, etc.

Depuis les années 2000, le mouvement altermondialiste représente le principal acteur contestataire à l'échelle internationale contre les différentes expressions d'injustices sociales soulevées et produites par la mondialisation financière. Or, le cycle de mobilisation de 2010-2012 tend à remettre en cause cette mainmise de l'altermondialisme comme force de résistance et incarnation de la multitude. Les conséquences de la crise économique de 2008 (austérité, récession, chômage et appauvrissement) ont introduit de nouveaux modes de contestation dans l'environnement politique. Le mouvement Occupy et celui du 15-M (*Democracia Real Ya*) s'inscrivent dans cette mouvance. Ce retour de la rue dans les débats quant à la pérennité du système néolibéral survient pendant une crise économique aussi dévastatrice que celle de 1929 de telle sorte que c'est l'ensemble de la structure financière, politique et sociale qui est remise en question. Ainsi, la conjoncture économique et politique introduit une fenêtre d'opportunités politiques favorable à la contestation de mouvements sociaux spontanés à l'échelle mondiale.

Ce mémoire s'inscrit dans une conjoncture internationale et nationale d'effervescence pour ce qui est de l'émergence et du développement de mouvements sociaux en raison de plusieurs conflits politiques distincts. En effet, il y a eu de manière rapprochée, voire successive, l'apparition de

²⁰ J. SMITH. « Globalization and transnational social movement organizations » dans *Social Movements and Organization Theory* de DAVIS, G. F., MCADAM, D., SCOTT, W. R. et ZALD, M. N. (dir.) Cambridge University Press, Cambridge, 2005, pp. 226-249.

²¹ Cité dans P. DUFOUR. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2013, p. 11. ; J. JENSON et B. DE SOUSA SANTOS. *Globalizing Institutions. Case Studies in Regulation and Innovation*, Hampshire, Royaume-Uni, Ashgate, 2000, pp. 53-79.

²² P. DUFOUR. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, [...], p. 11.

mouvements sociaux de protestation dès 2010 avec le printemps arabe, qui se veut en quelque sorte le symbole militant le plus résonnant quant aux principes de résistance et de révolution. Il subsiste plusieurs caractéristiques communes dans ces différents mouvements sociaux en raison de la diffusion d'un répertoire d'actions collectives similaire pour l'ensemble des réseaux et des mouvements de cette mouvance transnationale de contestation. L'occupation de l'espace public est le point d'ancrage de ces mouvements en leur permettant de constituer leur identité collective par cette action de protestation exigeant une mobilisation des ressources efficace. Le répertoire d'action de ces mouvements insiste d'ailleurs sur l'intégration d'une structure organisationnelle horizontale comme dénominateur commun afin de constituer en lui-même un contre-modèle à l'organisation sociale et politique dominante qu'est celle de la démocratie représentative. Le mouvement Occupy et le mouvement du 15-M se distinguent par leur intégration des principes de la démocratie directe par une structure formelle et informelle non hiérarchique, l'absence de porte-parole et de discours officiels ainsi que l'introduction d'alternatives pragmatiques pour ce qui est de leur cadrage respectif²³. Selon Nez, cette «“politique à long terme”, construite sur l'autonomie favorise le développement de pratiques concrètes de solidarité sociale dans un esprit d'autogestion, par exemple l'organisation de repas et de soupes populaires, la création de réseaux de troc ou l'occupation d'immeubles vacants pour loger les individus dans le besoin »²⁴, alors que pour Flesher Fominaya « ce type de fonctionnement au sein des mouvements s'accompagne, sur le volet externe, de la revendication d'une indépendance face aux partis politiques et aux autres groupes sociaux institutionnalisés »²⁵.

Les axes du discours de ces mouvements se ressemblent également en plusieurs points : 1) ils dénoncent les abus des élites politiques et financières ainsi que la concentration de la richesse mondiale et 2) il s'agit d'une critique plus ou moins radicale des institutions libérales et représentatives qui encourageraient les dictats du marché. Dans cette optique, le mouvement Occupy et celui du 15-M n'ont pas pour ennemi commun le néolibéralisme, le capitalisme ou la

²³ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, Collège Dawson, Montréal, 22 octobre 2014, Entrevue, (160 minutes); E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 10 octobre 2014, Entrevue, (120 minutes); E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, Domicile du participant, Montréal, 6 octobre 2014, Entrevue, (105 minutes); E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 2*, Domicile du participant, Montréal, 6 octobre 2014, Entrevue, (90 minutes).

²⁴ R. SARRASIN. « La politique dans la rue en contexte d'austérité. Des Indignés à Occupy », Colloque du dialogue transnationale Canada-Europe, février 2013, Université de Montréal, p. 3.

²⁵ R. SARRASIN. « La politique dans la rue en contexte d'austérité. Des Indignés à Occupy », [...], p. 3.

mondialisation à proprement dit (en tout cas pour ce qui est des militants et militantes progressistes) contrairement à l'altermondialisme. Néanmoins, la mobilisation de ces mouvements s'articule autour des enjeux d'austérité et de récession sociale étant eux-mêmes intégrés dans une dynamique de mondialisation accélérée. Ainsi, le mouvement Occupy constitue une convergence de luttes parfois contradictoires, une mosaïque de résistance et un front de gauche éclaté qui, par une insurrection des consciences, dénonce la précarité sociale, politique et économique dans le sillage de la mondialisation.

Au Québec, il y eut premièrement une mobilisation citoyenne contre l'exploration et l'exploitation des gaz de schistes en 2010, ce qui a permis d'intégrer de manière plus globale différents enjeux du mouvement écologiste tout en permettant un recadrage du débat public avec notamment l'intégration d'un moratoire commandé par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)²⁶. Sur fond d'allusions de corruption et de collusion dans le domaine de la construction et du financement occulte des partis politiques, le mouvement Occupy développa des réseaux à Québec et à Montréal entre octobre et novembre 2011. Puis, la résistance autochtone au Canada et au Québec se recentre autour du mouvement Idle No More pour contester les conséquences de la loi omnibus C-45 quant à la gestion des territoires amérindiens. Ensuite, le printemps 2012 introduit une crise sociale sans précédent au Québec en raison de la mobilisation du mouvement étudiant dénonçant la hausse des frais de scolarité par une grève générale illimitée. Il s'agit de la plus importante mobilisation au Québec depuis plusieurs années où une reprise du discours militant porté par la nébuleuse altermondialiste est observable pour ce qui est du rejet de la marchandisation du savoir et l'ambition d'une société plus égalitaire. Cette conjoncture sociale et politique ayant favorisée ce cycle de mobilisation renforce la pertinence surtout dans la perspective que Montréal accueillera le Forum social mondial à l'été 2016. C'est la première fois que cette instance se déplace en Occident puisqu'habituellement cet exercice militant se fait uniquement au Sud pour dénoncer l'asymétrie Nord-Sud. Dans cette perspective, le choix de Montréal pour la tenue de ce contre-sommet international est d'autant plus sociologiquement intéressant considérant les traditions et trajectoires militantes du Québec, qui se

²⁶ P. DUFOUR, C. A. ROTHMAYR et L. BHERER. *Luttes contre l'exploitation des gaz de schistes au Québec : quand un enjeu environnemental brasse les cartes du jeu politique*, Mouvements, 6 décembre 2011, [En ligne], <http://mouvements.info/luttes-contre-l'exploitation-des-gaz-de-schistes-au-quebec-quand-un-enjeu-environnemental-brasse-les-cartes-du-jeu-politique/> (page consultée le 6 avril 2015)

démarque du reste de l'Amérique du Nord par une série de mesures politiques renforçant le rôle de l'État-Providence et une visée progressiste de l'organisation sociale et politique. En somme, l'objet de ce mémoire est le réseau de Montréal de la nébuleuse Occupy, son répertoire d'actions et ses liens avec l'altermondialisme.

Division des chapitres

Pour analyser cet objet de recherche, le chapitre 1 expose la problématique et les approches théoriques générales ou spécifiques permettant de pallier la lacune analytique et visant directement à répondre à la question de recherche pour ainsi vérifier l'hypothèse de recherche. De plus, le cadre méthodologique comme la stratégie de recherche, les instruments de collecte de l'information et le devis de recherche sont exposés.

La contestation est une action politique développée par nombre de mouvements sociaux sous différentes formes et représentations. Le chapitre 2 vise à analyser le processus d'émergence du mouvement Occupy et l'environnement politique de ce dernier. D'ailleurs, toute action collective doit être analysée par rapport au contexte historique à propos duquel cette dernière se développe.

Le chapitre 3 a pour but de répondre au premier objectif de recherche et donc de présenter le répertoire d'actions collectives du réseau de Montréal de la nébuleuse Occupy en insistant sur le rapport à l'espace du mouvement en raison de la prééminence du *sit-in* comme action directe.

Le chapitre 4 tente de montrer que le mouvement Occupy n'est pas seulement un mouvement spontané de protestation, mais plutôt un mouvement social ayant des ramifications avec l'altermondialisme que ce soit sur le plan de sa base militante, des principes de sa campagne ou encore de sa structure organisationnelle s'appuyant sur la logique réticulaire.

La conclusion représente la dernière section de ce mémoire en permettant de répondre à l'ensemble des questions soulevées et plus précisément par la validation ou l'invalidation de l'hypothèse. Les nombreuses limites seront exposées en raison d'une phase terrain relativement ardue pour ce qui est de la collecte de l'information d'un objet de recherche très difficile à cerner et en continuel changement. Une ouverture termine cette section quant à la position réflexive et située de la chercheuse ainsi que son rapport à l'objet de recherche et son analyse. L'objectivation méthodologique montre une limite quant au partage de valeurs et référents identitaires, ce qui rend plus difficile la critique et tend à reproduire certains schèmes militants.

Chapitre I : Cadre théorique

1.1 Problématique

La contestation politique brigüée par les mouvements sociaux appartenant à la nébuleuse altermondialiste représente l'une des principales forces en opposition au néolibéralisme depuis les années 1990. Cette convergence est en quelque sorte le renouveau de la gauche globale et de l'extrême gauche en réponse à une libéralisation sans précédent de l'économie mondiale engendrée par le phénomène de la mondialisation et l'avènement du néolibéralisme comme paradigme hégémonique¹. Premièrement, l'altermondialisme représente une idéologie alternative de gauche se définissant au-delà de l'anticapitalisme et d'un rejet unilatéral de la mondialisation en présentant des stratégies discursives et des pratiques fort différentes. Deuxièmement, il importe de présenter les germes de l'altermondialisme en tant que mouvement social. Troisièmement, la crise économique de 2008 semble donner de nouveaux arguments à la contestation des politiques néolibérales tout en permettant un nouveau cycle de mobilisation.

1.1.1 L'altermondialisme : au-delà de l'antiglobalisation et de l'anticapitalisme

La contestation politique contre le néolibéralisme est marquée par de nouvelles pratiques et de nouvelles formes de mobilisation. De ce fait, la globalisation, le néolibéralisme et les politiques de financiarisation de l'économie sont critiqués par une mouvance internationale éclatée que tente de s'approprier la nébuleuse altermondialiste². Cette mouvance rassemble une pluralité de groupes de pression et de mouvements sociaux rejetant la mondialisation néolibérale au profit d'un modèle alternatif de régulation économique³. L'altermondialisme en tant que mouvement social représente en quelque sorte le renouveau de la gauche globale en opérant une nouvelle construction sociale et politique de la contestation. Cette mouvance constitue « une lutte globale contre toute forme de domination et d'oppression »⁴. Par ailleurs, « [l']altermondialisme existe de par ses actions, ses pratiques, ses organisations et ses discours. [...] Ce mouvement est une force critique, ainsi que le vecteur d'une multitude d'idéaux, d'espoir et de projets d'émancipation souvent contradictoire »⁵. De plus, la contestation altermondialiste est double en portant à la fois

¹ F. DUPUIS-DÉRI. *L'altermondialisme*, Les Éditions du Boréal, Montréal, 2009, p. 31.

² J. JACOB. *L'antimondialisation : aspects méconnus d'une nébuleuse*, Berge éditeurs, Paris, 2006, 223 p.

³ L. CARMEL « Les réseaux de l'antimondialisation », *Critique internationale*, no. 13, 2004, p. 156.

⁴ P. VIVERET et G. WASSERMAN (dir.). *Où va le mouvement altermondialiste ? ... et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*, La Découverte, Paris, 2003, 127 p.

⁵ F. DUPUIS-DÉRI. *L'altermondialisme*, [...], pp. 13-14.

sur des enjeux nationaux et internationaux afin d'opérer un changement social transnational. L'altermondialisme ne se définit pas comme un mouvement social structuré, mais plutôt comme une nébuleuse organisée en réseau regroupant une pluralité de groupes de la société civile. Pour être considéré altermondialiste, un mouvement social doit respecter une tripartite de composantes constitutives, qui sont construites comme des slogans rassembleurs : 1) « un autre monde est possible », 2) « le monde n'est pas une marchandise » 3) « agir local, penser global »⁶. L'altermondialisme incarne « le plus large spectre de la gauche » et le creuset de la contestation transnationale du mode de gouvernance néolibéral⁷.

Quant à l'idéologie néolibérale, celle-ci a bénéficié d'une visibilité notoire puisque les tenants de la Société du Mont-Pèlerin sont pour la plupart d'éminents professeurs d'économie dans de prestigieuses universités occidentales. Les quatre fondateurs de la Société, soit Friedrich Hayek, Milton Friedman, George Stigler et Maurice Allais, sont tous des récipiendaires du prix Nobel d'économie entre les années 1970 et 1980⁸. Ils sont d'ailleurs à l'origine de la création du Forum économique mondial à Davos (FEM) en 1971. Certes, l'idéologie néolibérale est cristallisée avec les élections de Reagan et Thatcher qui conduisent cette dernière au statut de paradigme dominant. Le construit *a posteriori* du Consensus de Washington a permis au néolibéralisme de devenir le principal mode de régulation économique en vertu des plans d'ajustements structurels dans une conjoncture géopolitique particulière pendant la Guerre froide, mais aussi après 1990-2001 jusqu'aux attentats terroristes de New York ayant conduit à une nouvelle ère de gouvernance insistant sur la sécurisation de l'espace public⁹. Néanmoins, c'est la transition unipolaire suscitée par l'implosion de l'URSS, qui permet à la mondialisation néolibérale d'entrer dans sa phase de maturité¹⁰. La mondialisation néolibérale signifie alors « l'avènement d'un marché global et la levée de toutes entraves étatiques aux flux de capitaux et de marchandises, elle incarne une nouvelle phase du capitalisme dont il convient d'interroger l'issue »¹¹, c'est du

⁶ E. FOUGIER, *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Éditions Ellipses, Paris, 2006, p. 9.

⁷ A. CALLINICOS et al. « Que pensent les marxistes de l'altermondialisme? », *Actuel Marx*, no. 44, 2008, p. 12.

⁸ R. CANET. « Introduction. Du néolibéralisme à l'altermondialisme », dans P. BEAUDET, R. CANET et M.-J. MASSICOTTE (dir.), *L'altermondialisme : Forums sociaux, résistance et nouvelle culture politique*, Les Éditions Écosociété, Montréal, 2010, p. 11.

⁹ J. COUSSY. « États africains, programmes d'ajustement et consensus de Washington », *L'Économie politique*, vol. 4, no. 32, 2006, pp. 29-40.

¹⁰ R. CANET. « Introduction. Du néolibéralisme à l'altermondialisme », [...], p. 13.

¹¹ R. CANET et J. DUCHASTEL (dir.), *La régulation néolibérale : crise ou ajustement ?*, Éditions Athéna, Montréal, 2004, p. 9.

moins ce que sous-tend l'idéologie altermondialiste depuis les années 1990. L'altermondialisme est donc à la fois un mouvement social et une idéologie politique en soi, qui s'oppose au néolibéralisme comme mode de gouvernance en soutenant que ce paradigme hégémonique constitue un tremplin pour la montée des inégalités sociales. L'altermondialisme en tant que mouvement social tend également à se distancier d'une critique radicale du capitalisme financier en préférant l'articulation d'alternatives économiques par de nouvelles pratiques et formes de mobilisation pour défendre les intérêts communs des groupes sociaux de cette nébuleuse. Ce courant idéologique est traversé par une certaine polysémie et même une pluralité d'interprétations de la part des intellectuels de la nébuleuse, qui prônent une diversité absolue : Klein fait allusion à une vision différente de la mondialisation, George allègue qu'il s'agit d'un mouvement pour la justice globale, Whitaker soutient que l'altermondialisme est une nouvelle culture politique portée par le Forum social mondial (FSM) et Ramonet soutient qu'il s'agit du socialisme du XXI^e siècle¹².

Le discours altermondialiste se construit autour de quatre thèmes fondamentaux : l'annulation de la dette des pays en développement, la réforme des institutions financières internationales et l'arrêt des plans d'ajustement structurel, la soumission des mouvements de capitaux à court terme dans un impôt spécial ainsi que la fixation de modalités restrictives pour le commerce mondial afin de soutenir le développement¹³. De nombreux mouvements sociaux associés à la mouvance reprochent au système néolibéral la normalisation de la corruption causant une certaine crise de légitimité des institutions garantes du droit et de la démocratie. Ainsi, « [l]a lutte contre la corruption passe par la réappropriation de l'espace public et de la souveraineté populaire »¹⁴ réitère le discours altermondialiste. Par exemple, le mouvement Occupy oriente sa contestation à l'égard des formes plurielles de corruption au sein du système politique tout en dénonçant les dérives du système financier en marge des effets délétères de la crise économique de 2008 sur les conditions de vie. La nébuleuse altermondialiste souhaite par son répertoire d'actions collectives diffuser de nouvelles pratiques démocratiques pour pallier la « crise » de la démocratie

¹² M.-J. MASSICOTTE. « Confronter la mondialisation néolibérale », dans P. BEAUDET, R. CANET et M.-J. MASSICOTTE (dir.), *L'altermondialisme : Forums sociaux, résistance et nouvelle culture politique*, Les Éditions Écosociété, Montréal, 2010, p. 23.

¹³ L. CAMEL. « Les réseaux de l'antimondialisation », [...], p.157.

¹⁴ G. MASSIAH. « La corruption au cœur du néolibéralisme », *Revue internationale et stratégique*, no. 85, 2012, p.106.

représentative¹⁵. En ce sens, plusieurs actions directes altermondialistes sont introduites afin de se réapproprier l'espace public et la démocratie. Certains groupes sociaux assoient leur mobilisation sur des actions menant à leur inclusion dans le processus décisionnel à l'instar d'ATTAC, alors que d'autres rejettent catégoriquement l'ensemble du système politique comme Reclaim the Street en reprochant le réformisme des précédents¹⁶. Les mouvements s'identifiant à cette nébuleuse se définissent en tant qu'étendard d'une lutte concertée contre la reproduction des inégalités afin que la société civile puisse résoudre ce déficit démocratique¹⁷. La tendance structurelle de ce mouvement est de se cantonner à un rôle d'organisation anti-pouvoir en évacuant toutes possibilités de devenir des acteurs politiques institutionnalisés, ce qui irait à l'encontre de leur nature même¹⁸.

1.1.2 Les germes de la nébuleuse altermondialiste du Chiapas à Seattle

La mouvance altermondialiste comporte une pléiade de mouvements sociaux qui se définissent comme un contre-pouvoir à celui du néolibéralisme en imitant le discours de la pensée gramscienne où le combat idéologique contre l'hégémonie culturelle est essentiel¹⁹. Ainsi, la nature de la mouvance altermondialiste est de prétendre à une nouvelle équilibration du système international entre les différents groupes sociaux afin de lutter contre l'exclusion sociale et les effets négatifs de la mondialisation sur les conditions humaines. Dans ce sens, le tout premier germe de l'altermondialisme se situe dans la révolte des zapatistes dans la région du Chiapas au Mexique. Il s'agit d'une insurrection autochtone à l'encontre de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange de l'ALENA dans l'une des régions les plus pauvres du Mexique²⁰. Ainsi, la révolte apparaît comme un symbole puissant au sein de la mouvance altermondialiste où la figure du sous-commandant Marcos galvanise une lutte – pacifique au départ – prolétarisée et anarchisante depuis les événements du Chiapas. Cette résistance a remis à l'avant-plan par une forte médiatisation les mobilisations autochtones et paysannes. Autrement dit, l'un des principaux éléments constitutifs de l'altermondialisme est cette idée de révolte organisée de la société civile contre les acteurs politiques du centre de l'économie mondiale dans une remise en question des

¹⁵ M. MAECKELBERGH, *The will of the many : how the alterglobalisation movement is changing the face of democracy*, Pluto Press, 2009, 284 p.

¹⁶ É. FÉRON. « Les altermondialistes dans le mouvement social européen : entre participation et retrait », *Critique internationale*, no. 27, 2005, p. 174.

¹⁷ É. FÉRON. « Les altermondialistes dans le mouvement social européen », [...], p. 172.

¹⁸ E. FOUGIER. « L'altermondialisme entre deux pièges », *L'Économie politique*, no. 25, p. 63.

¹⁹ D. PLIHON « L'altermondialisme, version moderne de l'anticapitalisme », *Actuel Marx*, no. 44, 2008, p.31.

²⁰ R. CANET. « Introduction. Du néolibéralisme à l'altermondialisme », [...], p. 14.

structures politiques, sociales et économiques induites depuis les années 1970. Selon les militants et militantes altermondialistes, ces structures « injustes » produites par le capitalisme néolibéral profitent uniquement à une minorité de privilégiés s'enrichissant davantage depuis la financiarisation de l'économie. Certains militants et militantes néomarxistes font ainsi un rapprochement entre un nouvel arrimage de l'internationalisation de la lutte des classes et l'émergence d'une contestation altermondialiste. Par conséquent, il y aurait une réémergence de la conscience de classes et de sa lutte inhérente²¹.

Le deuxième germe de l'altermondialisme survient lors de la « bataille de Seattle », qui représente un symbole constitutif de résistance pour le mouvement lui-même ainsi que son principal point d'émergence et de développement en tant que mouvement transnational de contestation de l'ordre mondial. Il s'agissait de la troisième conférence ministérielle du sommet de l'OMC en 1999 en marge des négociations du Cycle du millénaire²². Lors de cette rencontre réunissant les chefs d'État les plus puissants du système international, plusieurs groupes de la société civile se sont mobilisés pour afficher leur opposition à la tenue d'un tel sommet²³. Quelque 40 000 activistes et plus d'un millier d'ONG ont participé aux événements de contestation à Seattle tablant ainsi l'avènement d'un nouveau cycle de mobilisation transnationale²⁴. Les manifestants et manifestantes présents ont bloqué les accès routiers permettant d'accéder au site de la conférence multilatérale faisant en sorte qu'il était impossible aux dignitaires d'assister à la rencontre. Cette stratégie de blocage de la part des activistes bénéficia d'un succès inespéré jusqu'à ce que les autorités policières entament une importante répression contre les manifestants et manifestantes²⁵. En définitive, le sommet de Seattle fut un échec politique et *a contrario* un succès inespéré pour l'ensemble des participants et participantes à cet exercice de contestation marqué par la violence de part et autre²⁶. Depuis, tous les sommets internationaux sont marqués par la violence politique en raison de plusieurs facteurs, dont un certain profilage politique et sécuritaire des élites, le rassemblement de certains contestataires opportunistes pour effectuer saccage et désordre et plus encore.

²¹ G. E. LELANDAIS. « Éditorial. Altermondialisme(s) oublié(s) », *Cultures et Conflits*, no. 70, 2008, p.11.

²² M.-J. MASSICOTTE. « Confronter la mondialisation néolibérale », [...], p. 30.

²³ F. DUPUIS-DÉRI. *L'altermondialisme*, [...], p. 95.

²⁴ J.-B. VELUT. « Rapport d'étape sur l'altermondialisme américain », *Politique américaine*, no. 15, 2009, p. 97.

²⁵ F. DUPUIS-DÉRI. *L'altermondialisme*, [...], p. 96.

²⁶ F. DUPUIS-DÉRI. *L'altermondialisme*, p. 96.

Par ailleurs, les attentats du 11 septembre 2001 ont amplifié une ambition politique de protéger et dominer l'espace public pour rompre ainsi sa démocratisation au nom du principe de la sécurité dans une conjoncture de plus en plus sécuritaire. Le processus de sécurisation de l'espace public se reflète, dès lors, au moment de l'organisation de sommets internationaux. Ces derniers sont souvent le lieu d'une convergence de la contestation altermondialiste à l'instar des sommets de Seattle, de Québec, de Gênes, etc. Depuis, nulle rencontre au sommet ne se déroule sans que des actions soient menées pour exprimer cette critique radicale du système politico-économique. Or, les stratégies de contestation du mouvement encouragent inversement une plus grande sécurisation des sommets internationaux où la gestion policière est « plus ouvertement coercitive et exclusiviste »²⁷. Les militants et militantes tentent de maximiser la visibilité de leurs revendications en organisant d'importantes manifestations lors de ces sommets, qui sont de plus en plus le lieu d'une surenchère sécuritaire menant à des affrontements systématiques entre policiers et activistes en raison de la présence de casseurs. Cet éclatement de la violence permet paradoxalement une plus grande visibilité de la contestation du mouvement altermondialiste²⁸.

Selon Gagliano, les événements très médiatisés entourant le sommet de Seattle ont fait en sorte que « l'impact des médias déterminé par [ce] contre-sommet a généré l'espoir d'une mondialisation par le peuple », ce qui expliquerait l'enthousiasme entourant le processus de mobilisation de l'altermondialisme²⁹. Dans l'imaginaire collectif, l'altermondialisme est souvent représenté par des groupuscules plus ou moins radicaux qui privilégient des actions collectives dites violentes lors des manifestations parallèles aux sommets internationaux. Cette image médiatique négative pourrait découler directement des incidents violents survenus lors de la rencontre de l'OMC à Seattle. Or, l'usage de la violence est marginal, bien que les médias de masse semblent insister sur cette dernière. Les mouvements sociaux altermondialistes ont multiplié leurs stratégies d'action en employant une pluralité de formes d'actions collectives non violentes, soit très rarement des formes de « contestation perturbatrice » pouvant conduire à une

²⁷ O. FILLIEULE. « La police des foules », dans X. CRETTEZ et L. MUCCHIELLI (dir.), *Les violences politiques en Europe*, La Découverte « Recherches », 2010, p. 213.

²⁸ M. KING. « D'une gestion policière réactive à la gestion des manifestants ? La police et les manifestations anti-mondialisation au Canada », *Culture et conflits*, no. 56, 2004, p. 212.

²⁹ G. GAGLIANO. « Réseaux sociaux, altermondialistes et contre-sommet », *Sécurité globale*, vol. 4, no. 18, 2011, p. 137.

escalade de violence à l'instar des émeutes³⁰. Toutefois, la nébuleuse altermondialiste ne fait pas exception dans la mesure où certains groupuscules de cette dernière ont recours à la violence politique pour porter leur contestation. Cette reprise de la violence politique est paradoxalement symbolique se voulant une réponse à la violence de l'injustice.

1.1.3 La crise économique de 2008 : perspective d'un nouveau cycle de mobilisation

La crise économique de 2008 a particulièrement été difficile pour les États industrialisés du Nord à l'instar de l'hégémon que sont les États-Unis ainsi que ses alliés de l'Union européenne, qui ont subi un ralentissement important de leurs économies respectives. Cette crise financière et économique se rapproche des effets dévastateurs de 1929 en se présentant d'ailleurs comme la première crise véritablement mondiale du système économique³¹. La récession globalisée s'amorce en 2007 aux États-Unis par une crise bancaire propulsée par des défauts de paiements répétés des ménages américains quant à leurs taux hypothécaires à haut risque (*subprimes*). Les effets de cette crise de la globalisation financière sont réels et manifestent les risques élevés imputés au néolibéralisme, qui est caractérisé par une forte financiarisation de l'économie.

Cette crise met un terme à une forte croissance économique mondiale se situant en moyenne à 3,8 % entre 1990 et 2007³². Cette croissance est engendrée par les mécanismes du capitalisme international au plan productif et financier, qui furent marqués par une fréquence de crises inégalée comme la crise mexicaine de 1994-1995, la crise asiatique de 1997-1998, la crise russe et la faillite du fonds LTCM en 1998 ainsi que celles de l'Argentine et du Brésil³³. Outre cette fréquence répétée des périls et risques produits par le capitalisme financier, la crise économique de 2008 représente la plus importante crise économique mondiale de l'ère contemporaine en ayant des répercussions systémiques graves sur l'ensemble des États du système international. Par exemple, le produit intérieur brut (PIB) des 30 plus grandes puissances économiques de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a diminué de 6%, alors que le taux de chômage dans ces mêmes États a augmenté de manière effarante en se situant à près de 60% en raison d'une diminution considérable de la production industrielle, du commerce

³⁰ D. DELLA PORTA. « 13. Mouvements sociaux et violence politique », [...], p. 273.

³¹ L. JOSPIN. « CHAPITRE 1. Les premières leçons de la crise », dans LISÉE, J.-F. et É. MONTPETIT (dir.), *Imaginer l'après-crise*, Les Éditions du Boréal, Montréal, 2009, p. 21.

³² C. MATHIEU et H. STERDYNIK. « La globalisation financière en crise », *Revue de l'OFCE*, no. 110, 2009, p. 111.

³³ C. MATHIEU et H. STERDYNIK. « La globalisation financière en crise », [...], p. 111.

international et la chute de 50% des marchés boursiers mondiaux³⁴. Cette récession inédite s'expliquerait en partie en raison d'un profond déséquilibre entre la sphère financière et l'économie réelle³⁵. Par conséquent, la crise économique de 2008 est en quelque sorte comparée aux impacts systémiques recensés lors de la débâcle financière de 1929 et de son krach boursier en raison de la faillite de grandes banques occidentales ponctuées par la présence de plusieurs indicateurs d'un ralentissement brutal de l'économie mondiale³⁶.

Les banques centrales ainsi que les États ont mobilisé leurs propres ressources pour opérer le sauvetage des nombreux établissements financiers enlisés dans la crise économique en raison de plusieurs dysfonctionnements du système ouvertement critiqués par de nombreux acteurs internes et externes³⁷. La déréglementation néolibérale présente plusieurs risques et conséquences quant à la régulation du système économique pouvant ainsi constituer un élément déclencheur quant à l'indignation de plusieurs groupes de la société civile. Un rapport onusien montre que ces dysfonctionnements sont accompagnés d'une augmentation marquée des inégalités sociales faisant en sorte que la rémunération excessive de certains acteurs à l'aune de la crise aurait grandement contribué à renforcer la crise financière elle-même³⁸. Ce rapport fait état d'une « concentration excessive des revenus » provoquant une crise mondiale « en raison des incitations perverses ainsi adressées aux groupes à très hauts revenus et du fort endettement des autres groupes de revenus »³⁹. Il semble donc que les conséquences de la crise économique de 2008 constituent un tremplin aux différentes formes de mobilisation de la société civile contre les effets du néolibéralisme. La structure d'opportunités politiques en marge des conséquences collatérales de cette crise économique et sociale comme les plans d'austérité ou le chômage semble plutôt favorable au processus de mobilisation des ressources et, par conséquent, favorise l'émergence de nouveaux mouvements sociaux comme l'illustre le cycle de mobilisation transnationale de 2010-2011.

³⁴ D. MCNALLY. « Crise, austérité et résistances », dans *La crise et la gauche* de L. PANITCH, G. ALBO et V. CHIBBIER (dir.), M éditeur, Montréal, 2012, pp. 52-53.

³⁵ L. JOSPIN. « CHAPITRE 1. Les premières leçons de la crise », [...], p. 22.

³⁶ M. DAI, « La grande crise systémique de 2008 : Causes, conséquences et mesures de politique », *Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe*, no. 19, 2008, [En ligne] <http://opee.u-strasbg.fr/spip.php?article34> (page consultée le 15 janvier 2014)

³⁷ L. JOSPIN. « CHAPITRE 1. Les premières leçons de la crise », [...], p. 27.

³⁸ UNCTAD. *Trade and Development Report, 2012 : Policies for Inclusive and Balanced Growth*, United Nations, Genève, 2012, 175 p.

³⁹ CNUCED. *Pour la CNUCED, l'accroissement des inégalités n'étant pas une fatalité, les économies bénéficieraient d'une répartition plus équitable des revenus* : communiqué de presse, Genève, 31 septembre 2012.

1.1.4 Le mouvement Occupy : de l'indignation à de nouvelles pratiques militantes

Depuis la crise économique de 2008, la contestation de la mondialisation néolibérale a pris une nouvelle forme : le phénomène Occupy en Amériques et dans plusieurs métropoles anglo-saxonnes et le mouvement du 15-M en Espagne. Le nom symbolique de ce mouvement social, soit les Indignés, renvoie au titre du livre de Stéphane Hessel⁴⁰, qui est porteur d'une réaffirmation de la révolte et de l'indignation pouvant conduire à un nouveau cycle de mobilisation contre le néolibéralisme⁴¹. Par ailleurs, il subsiste des ramifications importantes entre le phénomène Occupy et les événements entourant le printemps arabe dans la mesure où les militants et militantes d'Occupy Wall Street (OWS) et des Indignés de la place Catalunya à Barcelone surnommèrent leur site d'occupation le campement Tahir en référence au soulèvement de la société civile égyptienne contre le président Moubarak⁴². L'idée même de la résistance et de l'indignation représente les émotions au cœur de ce processus de mobilisation d'une part considérable de la société civile dans nombre d'États, et ce, pour des raisons de politiques internes relativement différentes. En définitive, ce sont plutôt les stratégies d'actions qui ont été assez similaires pour ces mouvements en insistant sur l'importance de l'occupation de l'espace public comme acte de désobéissance civile afin de souligner cette indignation contre la montée des inégalités sociales.

Premièrement, le mouvement du 15-M, dont le nom fait référence à la date du 15 mai où se sont rassemblés pour la première fois les militants et militantes à Madrid, trouve ses origines dans la mobilisation de plusieurs groupes d'affinités et dans le cyberspace pour réclamer plus de justice sociale en occupant l'espace public de la Puerta del Sol⁴³. L'objectif de ce mouvement est de combler le déficit démocratique par une nouvelle configuration de l'organisation sociale et politique tout en réclamant des réformes électorales comme le témoigne le slogan « *Democracia real ya* ». L'impact du mouvement serait la transformation des valeurs de la société⁴⁴. La sociologie politique des activistes de ce mouvement montre qu'il s'agit principalement de jeunes scolarisés « qui ne sont pas des marginaux au sens d'une marginalité sociale revendiquée, même

⁴⁰ S. HESSEL. *Indignez-vous*, Indigène, Paris, 2010, 14 p.

⁴¹ J. LADSOUS. « De l'indignation à la marche », *Vie sociale et traitements*, no. 113, 2012, p. 5.

⁴² M. CASTELLS. *Networks of Outrage and Hope. Social Movements in the Internet Age*, Polity Press, Cambridge, 2012, p. 21.

⁴³ S. KOLLER. « Espagne : les mains fragiles des indignés », [...], p. 165.

⁴⁴ M. CASTELLS. *Networks of Outrage and Hope*, [...], pp. 110-155.

si leur insertion professionnelle peut être problématique »⁴⁵. Ces jeunes ayant vécu des expériences plurielles de chômage se mobilisent par l'intermédiaire des nouvelles technologies afin d'illustrer leur « indignation » par rapport au système politico-économique⁴⁶. Par ailleurs, les problèmes socioéconomiques s'imposeraient comme les principales menaces systémiques quant à la stabilité de l'ordre mondial selon une déclaration du FEM en réaction à ce mouvement social⁴⁷.

Deuxièmement, un mouvement similaire d'indignation se développa à New York sous la bannière Occupy. Selon Chomsky, le phénomène Occupy représente le paroxysme de l'action collective ainsi qu'un moment très significatif pour l'histoire américaine en permettant l'introduction de nouvelles pratiques dans le répertoire d'actions de la nébuleuse altermondialiste⁴⁸. Dans ce sens, Klein affirma dans un discours prononcé aux occupants et occupantes du Zuccotti Park que le mouvement Occupy représentait « actuellement la chose la plus importante au monde »⁴⁹. Le mouvement Occupy s'inspire fortement du répertoire d'actions collectives présenté par le mouvement des Indignés en Espagne avant de se transposer dans plusieurs métropoles occidentales et non occidentales⁵⁰. Le réseau d'OWS s'inscrit dans un contexte socioéconomique aux États-Unis où les riches voient leur part de revenus augmenter, tandis que de plus en plus d'Américains et Américaines s'appauvrissent en ayant parfois des chutes brutales de revenus⁵¹. Par ailleurs, les mobilisations des défavorisés sont plutôt spontanées tout comme le mouvement Occupy⁵², ce qui peut expliquer sa rapide et importante entreprise de mobilisation des ressources.

Afin d'arrimer le savoir-faire militant, le réseau de New York a également organisé un campement pré-OWS dénommé Bloombergville en raison du nom du maire de l'époque. Il s'agissait d'une action collective de dormir légalement sur les trottoirs en vertu des politiques d'itinérance de la ville⁵³. Cette organisation plus petite a permis aux militants et militantes de

⁴⁵ S. KOLLER. « Espagne : les mains fragiles des indignés », [...], p. 165.

⁴⁶ E. FOUGIER. « De l'altermondialisme aux « Indignés », [...], p. 34.

⁴⁷ E. DESROSIERS. « Menaces sur la stabilité du monde », *Le Devoir*, 7 janvier 2014, p. A 7.

⁴⁸ N. CHOMSKY. Occupy : Occupied Media Pamphlet Series, Zuccotti Park Press, New York, 2012, p. 24.

⁴⁹ N. KLEIN et al. *#INDIGNÉS ! D'Athènes à Wall Street, échos d'une insurrection des consciences*, Éditions la Découverte, « Hors collection Zone », 2012, 200 pages.

⁵⁰ S. KOLLER. « Espagne : les mains fragiles des indignés », *Études*, tome 416, 2012, p. 163.

⁵¹ C. SAUVIAT. « Occupy Wall Street. Un mouvement social inédit aux États-Unis », *Institut de recherche économiques et sociales*, no. 1, 2011, pp. 14-15.

⁵² F. F. PIVEN et R. CLOWARD. *Poor People's Movements*, Random House, New York, 1977, 383 p.

⁵³ N. HAERINGER. « OWS : une question de savoir-faire », *Mouvements*, vol. 1, no. 69, p. 159.

définir et coordonner leur répertoire d'actions en vue d'une plus importante campagne de désobéissance civile et d'occupation de l'espace. Certes, le campement d'OWS au Zuccoti Park dura près de deux mois en 2011 en raison de la tolérance affichée par les propriétaires de ce parc privé. Le choix du site est également délibéré dans la mesure où les militants et militantes ont pris en considération le corpus légal tout comme lors de l'exercice de Bloombergville. OWS a cristallisé la création d'alliances tout en renforçant les liens avec les syndicats, les milieux étudiants et communautaires, mais aucun parti politique afin d'éviter tout risque d'instrumentalisation du mouvement à des fins électoralistes pour marquer ainsi une rupture avec la gauche partisane traditionnelle⁵⁴. À l'instar de l'altermondialisme, OWS s'organise de manière horizontale en rassemblant plusieurs générations de militants et militantes, bien qu'il subsiste une sous-représentation des Afro-américains⁵⁵.

Les militants et militantes d'Occupy souhaitent promouvoir un système de démocratie réelle passant par une « révolution éthique » afin de renverser les pôles de puissance⁵⁶. Certaines actions d'Occupy sont associées à la branche radicale et autonome du mouvement en adoptant un « langage stéréotypé de l'extrême gauche anticapitaliste »⁵⁷. Il demeure que le phénomène Occupy rassemble en terme de mobilisation d'importantes ressources comme en font foi les manifestations du 15 octobre 2011 dans plus de 80 pays en plus des quelque 1500 camps à l'échelle internationale⁵⁸. Les conséquences et les causes des crises financières constituent donc un creuset pour les revendications des mouvements contestataires et valident les hypothèses altermondialistes⁵⁹. Occupy est l'occasion d'un nouveau cycle d'examen de la gauche et de son combat contre la mondialisation néolibérale⁶⁰. Occupy s'oppose à toute forme de mondialisation par le haut où les gouvernements sont au service des marchés et rejette les acteurs politiques ayant des structures verticales comme les partis politiques et les syndicats⁶¹.

L'occupation de lieux symboliques n'est pas l'apanage d'Occupy, elle est également la stratégie

⁵⁴ C. AGUITON et N. HAERINGER. « S'occuper de la gauche ou l'ignorer ? », *Mouvements*, vol. 1, no. 69, p. 116.

⁵⁵ C. SAUVIAT. « Occupy Wall Street. Un mouvement social inédit », [...], p. 8.

⁵⁶ E. FOUGIER. « De l'altermondialisme aux « Indignés », [...], p. 34.

⁵⁷ S. KOLLER. « Espagne : les mains fragiles des indignés », [...], p. 163-164.

⁵⁸ E. FOUGIER. « De l'altermondialisme aux « Indignés », [...], p. 34.

⁵⁹ N. HAERINGER. « Dix ans de Forum social mondial : quelques enseignements et quelques pistes pour repenser l'espace altermondialiste », *Mouvements*, vol. 3, no. 63, 2010, p. 15.

⁶⁰ A. SALLEH. « Rio + 20 et l'économie verte : les technocrates, les méta-industriels, le Forum social mondial et Occupy », *Mouvements*, no. 70, 2012, p. 85.

⁶¹ A. SALLEH. « Rio + 20 et l'économie verte », [...], p. 96.

d'action collective la plus utilisée par la mouvance altermondialiste⁶². Le phénomène Occupy peut ainsi être rapporté à la nébuleuse altermondialiste pour ce qui est de ses stratégies discursives et d'actions⁶³. Cette expérience de *sit-in* dans l'espace public illustre que les pratiques de désobéissance civile peuvent modifier les rapports de pouvoir. Bien que le mouvement soit marginalisé, il demeure que ce dernier plaide pour de nouvelles formes de démocratie en permettant de construire de nouvelles solidarités transnationales tout en permettant à la société civile de se mobiliser en dehors de la sphère politique⁶⁴.

Au travers de la contestation brigüée par le mouvement Occupy, force est de constater que la mouvance altermondialiste n'est plus le seul mouvement à critiquer le modèle néolibéral⁶⁵. La pertinence sociale de cet objet de recherche se situe sur le plan de l'intégration de nouveaux acteurs contestataires dans l'environnement politique⁶⁶. Ainsi, les nombreuses manifestations transnationales de 2011 illustrent un nouveau cycle de mobilisation complémentaire à celui de l'altermondialisme. Le problème pratique de recherche est que les abus produits par certains acteurs politico-économiques ont favorisé l'émergence d'une crise économique mondiale ayant des répercussions importantes sur l'organisation sociale et politique. Celles-ci motivent une reprise de la contestation du capitalisme financier par le biais de l'indignation d'une frange considérable de la société civile contre les élites du système politique et économique. En d'autres termes, les conséquences de cette crise économique permettent l'émergence et le développement de nouveaux mouvements sociaux comme Occupy. Il importe de s'interroger quant à l'impact de ce nouveau chapitre de mobilisation contre les diktats du néolibéralisme par l'entremise de mouvements transnationaux comme le 15-M et Occupy.

1.2 Revue de littérature

Les mouvements sociaux sont analysés par une pluralité de théories qui expliquent leur genèse, leur mode de fonctionnement, leur recherche d'appartenance ainsi que l'identification de leurs revendications dans un environnement politique marqué par des ressources limitées. Les théories des mouvements sociaux se définissent comme une mosaïque aux approches plurielles et

⁶² E. FOUGIER. « De l'altermondialisme aux « Indignés », [...], p. 34.

⁶³ E. FOUGIER. « De l'altermondialisme aux « Indignés », [...], p. 33.

⁶⁴ C. EMEREN. « Occupy, un mouvement social du XXI^e siècle », *Cités*, vol. 2, no. 54, 2013, p. 111.

⁶⁵ E. FOUGIER. « De l'altermondialisme aux « Indignés », [...], p. 32.

⁶⁶ S. KOLLER. « Espagne : les mains fragiles des indignés », [...], p. 163.

complémentaires⁶⁷. Cette littérature scientifique est marquée par une croissance considérable des recherches empiriques depuis les années 1970. Cela s'explique en partie par l'introduction de nouveaux mouvements sociaux. Par ailleurs, les anciens mouvements sociaux – ouvrier et syndical – sont liés à l'idée de révolution, alors que les nouveaux le sont à l'idée de démocratie⁶⁸. Dès lors, les mouvements sociaux se caractérisent dans la littérature scientifique par leur organisation non institutionnelle autour d'un imaginaire collectif remettant en cause « l'autorité, les détenteurs du pouvoir, les croyances et les pratiques culturelles dominantes »⁶⁹ dans un processus de « conduites conflictuelles à propos des enjeux structurels de domination, d'inégalité et d'oppression caractéristiques de nos sociétés industrielles »⁷⁰. Premièrement, cette revue de littérature présente les principales théories de la mobilisation des ressources. Deuxièmement, il est question des structures d'opportunités politiques dans la politique du conflit. Troisièmement, la théorisation quant à l'analyse des cadres est présentée. Finalement, il importe de préciser comment un répertoire d'action peut devenir transnational.

1.2.1 La mobilisation des ressources

Les premiers postulats quant aux mouvements sociaux reposaient sur le caractère irrationnel des foules comme le soutenait Le Bon⁷¹. Par conséquent, les actions collectives étaient motivées par une réaction émotionnelle évacuant ainsi toute réflexion politique. Ensuite, les recherches se sont plutôt concentrées sur le caractère rationnel de la mobilisation. La problématique globale de la mobilisation est la notion ayant permis le développement de la discipline par le biais d'une théorisation très féconde permettant l'introduction de nouveaux instruments conceptuels pour appréhender le réel pendant les années 1960, soit une période de changements importants pour les mouvements sociaux⁷². Olson est l'un des précurseurs de ce courant avec ses recherches sur l'action collective⁷³. Ce dernier ne traite pas explicitement des mouvements sociaux, mais a

⁶⁷ D. GOLSORKHI. et al. « Mouvements sociaux, organisations et stratégies », *Revue française de gestion*, no. 217, 2011, p. 80.

⁶⁸ A. TOURAINE. « Au-delà d'une société du travail et des mouvements sociaux ? », *Sociologie et sociétés*, vol. 23, no. 2, 1991, p. 10.

⁶⁹ D. GOLSORKHI et al. « Mouvements sociaux, organisations et stratégies », [...], p. 80.

⁷⁰ L. MAHEU. « Nouveaux mouvements sociaux, mouvement syndical et démocratie », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 4, no. 1, 1991, p. 122.

⁷¹ A. L. FARRO. *Les mouvements sociaux. Diversité, action collective et globalisation*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2000, 260 p.

⁷² F. CHAZEL. « Mobilisation des ressources », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'Olivier FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, p. 365.

⁷³ M. OLSON. *The Logic of Collective action. Public Goods and the Theory of Groups*, Harvard University Press, Cambridge, 1966, 186 p.

largement influencé maintes théories subséquentes⁷⁴. Le paradoxe d'Olson est avant tout le produit d'une défense rationnelle et commune d'intérêts d'un groupe d'acteurs individuels agissant de manière collective pour faire prévaloir leurs intérêts⁷⁵. Ce dernier soutient que tout acte de mobilisation repose sur un effort rationnel de maximisation des coûts et bénéfices selon une approche économique. Selon Olson, la mobilisation ne constituerait pas le seul moyen pouvant mener à l'obtention de bénéfices immédiats puisque cette dernière exige des ressources importantes en temps⁷⁶. L'important investissement personnel exigé par la mobilisation et le militantisme aurait tendance à encourager le phénomène des passagers clandestins puisqu'il est plus avantageux de ne pas se mobiliser et de profiter des changements engendrés par l'effort d'autrui. Il s'agit d'un paradoxe dans la mesure où bien qu'un calcul rationnel de coûts et bénéfices soit opéré, certains individus engagent néanmoins des ressources dans le processus de mobilisation en dépit d'un résultat maximisant les coûts au détriment des bénéfices. Ce phénomène montre une certaine part d'irrationalité dans la mobilisation.

Cette analyse serait axée sur une axiomatic utilitariste évacuant des dimensions essentielles telles que les croyances, l'idéologie, la solidarité, l'urgence, la nécessité, la conscience de classe ou encore l'engagement à contribuer à un changement social⁷⁷. Olson explicite les limites de son paradoxe en insistant sur le particularisme des groupes d'affinité tout en précisant que celui-ci s'applique exclusivement à des biens collectifs⁷⁸. L'approche d'Olson a été l'objet d'un grand nombre de critiques et de nouvelles perspectives comme celle d'Oberschall, qui insiste sur le degré d'organisation interne d'une collectivité mobilisable. Son modèle explique comment les collectivités tentent de retrouver des forces relais en dépit de leur extériorité des centres de pouvoir, ce qui diminue leurs possibilités d'acheminer leurs revendications et de se mobiliser⁷⁹. La mobilisation demeurerait tout de même possible en vertu de la dynamique contestataire⁸⁰.

Quant à Zald et McCarthy, ceux-ci contournent le paradoxe olsonien en présentant la mobilisation comme la « dynamique et la tactique d'émergence, de la croissance, du déclin et du

⁷⁴ D. GOLSORKHI et al. « Mouvements sociaux, organisations et stratégies », [...], p. 80.

⁷⁵ M. OLSON. *The Logic of Collective action. Public Goods and the Theory of Groups*, [...], pp. 27-28.

⁷⁶ A. L. FARRO. *Les mouvements sociaux*. [...], p. 68.

⁷⁷ B. FIREMAN et W. A. GAMSON. « Utilitarian Logic in the Resource Mobilization Perspective » dans *The Dynamics of Social Movements* de M. N. ZALD et J. MCCARTHY (dir.), Winthrop, Cambridge, 1979, pp. 8-44.

⁷⁸ E. NEVEU. *Sociologie des mouvements sociaux*, [...], p. 45.

⁷⁹ A. OBERSCHALL, *Social Conflict and Social Movements*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1973, 371 p.

⁸⁰ F. CHAZEL. « Mobilisation des ressources », [...], p. 366.

changement des mouvements sociaux »⁸¹. De multiples facteurs expliquent la genèse et le développement des mouvements sociaux dans le cadre de la dynamique de la mobilisation. Cette dernière est possible par trois dimensions : 1) un support social par l'intégration d'une pluralité de militants et militantes partageant des objectifs et des valeurs communes, 2) la diversification des ressources disponibles à des fins de mobilisation, 3) et finalement l'engagement d'acteurs parallèles au mouvement pouvant participer au mouvement ou *a contrario* participer à son implosion à l'instar des contre-mouvements⁸². Un mouvement social se décline comme un ensemble d'opinions et de comportements dans une population afin de tendre vers le changement de certains éléments de la structure sociale⁸³. Un mouvement social est tangible par ses actions collectives afin de retrouver plus de pouvoir politique et d'inscrire le changement social⁸⁴, bien que ce dernier ne peut que passer par l'État en vertu de cette approche théorique dominante⁸⁵.

La notion centrale de cette approche théorique est le fait que les mouvements sociaux sont systématiquement intégrés à une organisation. De ce fait, le concept « d'organisation de mouvements sociaux » renvoie au besoin fonctionnel des mouvements qui passe nécessairement par la mobilisation de ressources coordonnée par une organisation⁸⁶. Cela permet d'appréhender de quelle manière les organisations « ciblent et tentent de remettre en cause des normes, des institutions et des pratiques, souvent dominantes » pour optimiser les possibilités de mobilisation⁸⁷. Cette théorie se concentre sur les mécanismes internes de l'action collective permettant la mobilisation, ce qui constitue l'une des principales critiques. Il importe d'expliquer les facteurs émanant de l'environnement politique afin de déterminer l'origine du mouvement⁸⁸. En l'occurrence, le processus de mobilisation fait donc face à de nombreux facteurs endogènes pouvant favoriser ou encore restreindre un cycle de mobilisation. Ce qui explique la prochaine approche théorique, qui est également comprise dans l'angle analytique du processus politique.

⁸¹ J. D. MCCARTHY et M. N. ZALD. « Resource Mobilisation and Social Movements : A Partial Theory », *The American Journal of Sociology*, vol. 82, no. 6, 1977, pp. 1212-1241.

⁸² J. D. MCCARTHY et M. N. ZALD. « Resource Mobilisation and Social Movements », [...], pp. 1216-1217.

⁸³ J. D. MCCARTHY et M. N. ZALD. « Resource Mobilisation and Social Movements », [...], pp. 1217-1218.

⁸⁴ D. LAPEYRONNIE. « Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ? », *Revue française de sociologie*, vol. 29, 1988, pp. 593-619.

⁸⁵ P. DUFOUR et R. GOYER. « Analyse de la transnationalisation de l'action collective : proposition pour une géographie des solidarités transnationales », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, no. 2, 2009, p. 113.

⁸⁶ J. D. MCCARTHY et M. N. ZALD. « Resource Mobilisation and Social Movements », [...], pp. 1218.

⁸⁷ D. GOLSORKHI et al. « Mouvements sociaux, organisations et stratégies », [...], p. 82.

⁸⁸ A. L. FARRO. *Les mouvements sociaux*. [...], p. 18.

1.2.2 La structure d'opportunités politiques

Une autre approche théorique fondamentale dans la littérature scientifique des mouvements sociaux est celle de la structure d'opportunités politiques (SOP). Cette dernière s'appuie en partie sur le paradoxe d'Olson, mais tend plutôt à expliquer le processus de mobilisation en vertu d'une approche plus systémique en considérant les caractéristiques de tout environnement politique. Une structure d'opportunités politiques rend compte des possibilités positives ou négatives quant au processus d'émergence et de développement des mouvements sociaux en vertu des caractéristiques de l'environnement politique⁸⁹. Les systèmes politiques et plus précisément le processus politique influencent donc le degré de mobilisation d'un mouvement en fonction de plusieurs facteurs très diversifiés sur le plan politique, économique, social, culturel, institutionnel, etc. La SOP est une notion provenant essentiellement de McAdam, qui fit notamment des études quant au mouvement des droits civiques aux États-Unis⁹⁰. Les déterminants d'une ouverture possible de la SOP ne peuvent être définis à première vue puisque « n'importe quel évènement ou processus social d'ampleur contribuant à saper les calculs et prévisions sur lesquels est structuré le pouvoir politique occasionne un changement des opportunités politiques »⁹¹. Cette analyse structurelle ne peut être qu'effective que dans une perspective *a posteriori*.

Pour sa part, Tarrow propose de subdiviser la SOP en quatre éléments : le degré d'ouverture ou de fermeture des institutions politiques, la stabilité ou l'instabilité des alliances politiques, la présence ou l'absence de forces relais et l'existence de conflits et de divisions entre les élites⁹². Ce serait donc ces principaux éléments qui détermineraient une SOP favorable ou encore défavorable à l'émergence et au développement des nouveaux mouvements sociaux. Dans un même ordre d'idées, Kriesi détermine une tripartite de variables décomposant la SOP : la structure formelle de l'État, les procédures informelles et stratégies dominantes des acteurs politiques dominant quant à d'éventuels *challengers*, et la configuration du pouvoir dans le système des partis⁹³. Selon ce dernier, les mouvements sociaux ont davantage de possibilités

⁸⁹ O. FILLIEULE et L. MATHIEU. « Structures des opportunités politiques » dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'O. FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, pp. 531-532.

⁹⁰ D. MCADAM. *Freedom Summer*, Oxford University Press, New York, 1988, 333 p.

⁹¹ D. MCADAM. *Political Process and the Development of Black Insurgency :1930-1970*, University of Chicago Press, Chicago, 1982, p. 41.

⁹² S. TARROW, *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1994, 251 p.

⁹³ H. KRIESI, R. KOOPMANS, J.-W. DUYVENDACK et M. GIUGNI. « New Social Movements in Western Europe », *European Journal of Political Research*, no. 22, 1992, pp. 219-244.

d'émerger ou au contraire de se dissoudre si l'appareil étatique en vigueur favorise les interactions multiples entre la société civile et la société politique. De plus, la déclinaison du pouvoir et de sa configuration entre les principaux acteurs politiques peut favoriser un mouvement au détriment d'un autre surtout avec l'introduction de contre-mouvement pouvant être plus ouvertement soutenu par les autorités décisionnelles. En dépit du caractère politique de l'environnement où s'investissent les mouvements sociaux, il est impossible de les observer *a priori* comme des structures politiques en raison de leur immense diversité.

Par ailleurs, Tilly soutient que la majorité des actions collectives se développent en dehors du processus de contestation, alors que ce dernier tend également à être davantage à l'extérieur du champ politique⁹⁴. Les revendications d'un mouvement social s'inscrivent donc dans le système politique seulement lorsque celles-ci sont acheminées et traitées par des agents du gouvernement. Cette interprétation se rapproche de celle de Kingdon, qui allègue qu'un problème public s'établit lorsque « les gens commencent à penser que quelque chose peut être fait pour changer la situation »⁹⁵. Par conséquent, l'émergence d'une politique publique est inhérente « au couplage du courant des problèmes et du courant de la politique, eux-mêmes couplés chacun au courant des solutions »⁹⁶, bien qu'une politique publique ne peut être effective que lorsqu'une instance gouvernementale introduit ledit problème dans l'ordre du jour. La contestation ne se limite pas aux champs où les agents décisionnels sont les destinataires ou les auteurs des protestations, mais « il suffit que le gouvernement soit concerné en tant que régulateur ou instance de surveillance » pour qu'elle devienne politique⁹⁷.

Selon Tilly et Tarrow, l'émergence et le développement des mouvements sociaux sont plus probables lorsqu'il s'agit d'un État démocratique ou en phase de démocratisation⁹⁸. De plus, les menaces sont également différentes selon la SOP puisque la mobilisation est motivée lorsque les acteurs sociaux perçoivent cette dernière comme une menace⁹⁹. Donc, « la plupart des gens qui se

⁹⁴ C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution*, Les Presses Sciences Po., Paris, 2008, pp. 6-7.

⁹⁵ J. W., KINGDON, *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Little Brown and Co., Boston, 1984, p. 114.

⁹⁶ V. LEMIEUX, *L'étude des politiques publiques. Les acteurs et leur pouvoir*, 2^e édition, Les Presses de l'Université Laval, 2002 p. 73.

⁹⁷ H. KRIESI. « Les mouvements sociaux et le système politique : quelques remarques sur les limites de l'approche du processus politique », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, no. 2, 2009, p. 22.

⁹⁸ C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit*, [...], p. 119.

⁹⁹ C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit*, [...], p. 107.

lancent dans la politique du conflit considèrent qu'ils ne font que se défendre contre quelque chose qui menace leurs intérêts, leurs valeurs et leur identité »¹⁰⁰. Ce sont les régimes ainsi que les institutions qui influencent le degré de tolérance et d'ouverture vis-à-vis certaines revendications, manifestations et identités des mouvements sociaux¹⁰¹. Les régimes politiques déterminent les limites quant aux formes tolérées de la revendication surtout dans la mesure où les régimes diffèrent sur le plan de « l'étanchéité et du tracé »¹⁰². Les mouvements sociaux tendent donc à se concentrer davantage dans les démocraties libérales. Dans une autre perspective, « les opportunités politiques dépendent aussi de la capacité d'un système politique à développer des politiques publiques et à apporter des réponses aux mouvements sociaux »¹⁰³.

Les menaces et les opportunités politiques n'émergent pas toujours d'ambition de changement objectif, elles sont plutôt conduites par une interprétation définissant les intérêts à défendre par les contestataires en marge de leur propre perception de ladite menace¹⁰⁴. Les répertoires d'actions ne sont pas les mêmes dans la mesure où il s'agit d'un État démocratique ou non¹⁰⁵. Le principal point d'ancrage des mouvements sociaux est celui d'un répertoire d'action configuré selon les prérogatives du réel. Le répertoire d'actions renvoie ainsi au « stock limité de moyens d'action à la disposition des groupes contestataires, à chaque époque et dans chaque lieu »¹⁰⁶. Un répertoire peut se décliner en plusieurs formes d'actions sur l'échelle du radicalisme politique.

Coulouarn et Jossin fixent trois catégories de rapports entre les contestataires et les représentants de la loi et l'ordre¹⁰⁷. Premièrement, les manifestants peuvent avoir recours à des actions légales et non violentes comme la signature de pétition qui sont des « actions démonstratives ». Deuxièmement, les contestataires peuvent utiliser des moyens illégaux non violents à l'instar des squats ou de l'occupation à l'image d'Occupy pour présenter une « action confrontative ». Finalement, le troisième type regroupe des actions illégales et violentes en privilégiant la destruction des biens matériels et le sabotage. Par exemple, la majorité des actions protestataires

¹⁰⁰ C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit*, [...], p. 107.

¹⁰¹ C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit*, [...], pp. 110-112.

¹⁰² C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit*, [...], p. 119.

¹⁰³ E. NEVEU. *Sociologie des mouvements sociaux*, [...], p. 87.

¹⁰⁴ D. MCADAM, S. TARROW et C. TILLY. *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press, 2001, 387 p.

¹⁰⁵ C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit*, [...], p. 30.

¹⁰⁶ C. PÉCHU. « Répertoire d'action », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'O. FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, p. 454.

¹⁰⁷ E. FOUGIER, *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, [...], p. 235.

menées par les groupes altermondialistes se retrouvent dans la première et la seconde catégorie de cette typologie du répertoire d'action.

En définitive, les recherches mettant en exergue la SOP sont traversées par deux approches. L'approche diachronique tente d'expliquer les évolutions d'un même mouvement ou d'un ensemble de mouvements selon la fluctuation des conjonctures politiques où émergent ces mouvements¹⁰⁸. L'approche synchronique compare plutôt les formes et les modes d'opération de plusieurs mouvements similaires dans des États différents afin de déterminer l'influence des caractéristiques internes de la SOP nationale dans laquelle ceux-ci émergent¹⁰⁹. L'approche diachronique est utilisée comme cadre théorique pour comprendre et expliquer le cycle de mobilisation de 2011 entre autres. Certes, il subsiste des critiques comme « la définition de l'État comme entité indivise et le présupposé d'étanchéité entre champ politique et espace des protestations politiques, la manière dont les structures étatiques interagissent avec les mouvements protestataires »¹¹⁰. La mobilisation ne peut pas s'expliquer que par des facteurs exogènes, ce que tente de pallier l'analyse des cadres en intégrant la notion d'identité collective.

1.2.3 Le cadrage des mouvements sociaux

Les travaux s'affiliant au courant du processus politique tendent à définir le rôle essentiel de la perception d'une menace sans pourtant être capables de fournir des instruments conceptuels afin de mesurer les processus interprétatifs¹¹¹. L'analyse des cadres permet d'atténuer cette faiblesse en reposant sur deux éléments : une dynamique conflictuelle et une capacité d'agir des acteurs d'un mouvement¹¹². Le processus de construction de sens effectué par les mouvements sociaux pour ce qui est de l'objet de contestation entre autres fut écarté jusqu'à l'émergence de l'analyse des cadres pour ainsi se distancier des courants dominants de la mobilisation des ressources et du processus politique¹¹³. Cette approche, qui embrasse d'ailleurs la dimension subjective et idéale de la participation politique, propose de nouvelles avenues afin de prendre en compte l'identité

¹⁰⁸ O. FILLIEULE et L. MATHIEU. « Structures des opportunités politiques », [...], p. 532.

¹⁰⁹ O. FILLIEULE et L. MATHIEU. « Structures des opportunités politiques », [...], p. 533.

¹¹⁰ O. FILLIEULE et L. MATHIEU. « Structures des opportunités politiques », [...], pp. 533-534.

¹¹¹ J.-B. CONTAMIN. « Analyse des cadre », [...], p. 39.

¹¹² R. D. BENFORD et D. A. SNOW. « Processus de cadrage des mouvements sociaux », [...], p. 224.

¹¹³ J.-B. CONTAMIN. « Analyse des cadres », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'Olivier FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, p. 38.

collective des acteurs d'un groupe par le biais d'une analyse essentiellement cognitive¹¹⁴. Selon Benford et Snow, « les acteurs des mouvements sociaux sont considérés comme des agents signifiants activement engagés dans des activités de production et de reconduction du sens auprès des autres membres, des adversaires, ainsi que de leurs auditoires ou des observateurs »¹¹⁵ afin de nourrir le processus de protestation exigeant un nombre important de ressources. Certes, « les cadres de l'action collective ne se réduisent pas à un agrégat d'attitudes et de perceptions individuelles, mais sont aussi l'aboutissement de la négociation d'un sens partagé »¹¹⁶.

Le cadrage permet de comprendre de quelle manière les mouvements sociaux opèrent le processus fondamental qu'est la construction de sens afin de déterminer le « cadre » de leurs actions collectives en conformité avec leur interprétation du réel. La notion de « cadre » est introduite par les travaux de Goffman qui soutient qu'un cadre correspond à un « schème d'interprétation » permettant aux individus de « localiser, percevoir, identifier et étiqueter »¹¹⁷. Autrement dit, il s'agit d'une construction de sens induite par un processus cognitif en marge d'une interprétation du réel configurée tant par des facteurs structurels que politiques. Les mouvements sociaux doivent absolument se rattacher aux cadres de l'action collective afin de s'assurer que celle-ci puisse remplir sa fonction interprétative en « simplifiant et en condensant des aspects du monde externe de manière à mobiliser des adhérents et membres potentiels [pour] obtenir le soutien de leurs auditoires et démobiliser [leurs] adversaires »¹¹⁸. Les cadres de l'action collective sont en fait des ensembles de croyances motivant certaines interprétations du monde en étant orientés vers les stratégies d'action permettant de circonscrire la campagne de tout mouvement social. Une campagne se décline comme un effort collectif considérable pour nourrir une revendication donnée sans se réduire au particularisme¹¹⁹. Autrement dit, une campagne est le lieu abstrait où se développe la protestation afin de mettre en exergue les sujets de ladite revendication, les objets de revendication ainsi que le public rendant possible la transmission de

¹¹⁴ R. D. BENFORD et D. A. SNOW. « Processus de cadrage des mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, vol. 3, no. 99, 2012, p. 223

¹¹⁵ R. D. BENFORD et D. A. SNOW. « Processus de cadrage des mouvements sociaux », [...], p. 223.

¹¹⁶ W. A. GAMSON, *Talking Politics*, Cambridge University Press, New York, 1992, p. 111.

¹¹⁷ E. GOFFMAN. *Frame Analysis: An Essay on the Organization of the Experience*, Harper Colophon, New York, 1974, p. 21.

¹¹⁸ Traduction libre. D. A. SNOW et R. D. BENFORD. « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », *International Social Movement Research*, no. 1, 1988, p. 198.

¹¹⁹ C. TILLY et L. J. WOOD. *Social Movements 1768-2012*, Paradigm Publishers, Boulder, 2013, p. 4.

cette revendication jusqu'aux destinataires¹²⁰. Il prédomine deux orientations aux cadres de l'action collective. La première cible l'action en tant que telle quant aux opérations de cadrage produites par les mouvements sociaux, la seconde se réfère « aux processus interactifs et discursifs qui ont trait à ces opérations essentielles de cadrage et qui engendrent ainsi des cadres de l'action »¹²¹.

Cette approche théorique se décline en plusieurs propositions : 1) les objets d'une revendication ne possèdent pas de signification intrinsèque, 2) la mobilisation est seulement motivée par une masse critique ayant interprété une problématique comme « injuste », 3) la nécessité d'agir repose sur un diagnostic de la situation effectuée par les entrepreneurs de mobilisation qui estiment que la lutte de sens est un préliminaire à l'action collective, 4) le cadrage a pour objectif de mobiliser plus de participants en s'appuyant sur des stratégies comme la connexion de cadre (*frame bridging*) en s'adressant à des gens déjà enclins à la cause, l'amplification de cadre (*frame amplification*) pour s'arrimer aux croyances partagées, l'extension de cadre (*frame extension*) pour élargir la base du mouvement et la transformation de cadre (*frame transformation*) pour diffuser et justifier de nouvelles pratiques ou stratégies discursives, 5) la réussite de tout cadrage repose sur la capacité des entrepreneurs de s'inscrire dans le terrain culturel dans lequel ils agissent en fonction de la crédibilité du cadrage et de sa résonance, 6) finalement il est aussi possible pour un mouvement social d'instituer un cadrage plus saillant en se proposant comme l'étendard de valeurs universelles afin de constituer des cadres cardinaux (*master frame*)¹²².

L'altermondialisme s'appuie sur la stratégie d'amplification de cadre et de cadrage universel des valeurs dans ses pratiques de contestation en organisant des contre-sommets, qui sont l'objet d'une forte répression policière. Un contre-sommet se décline comme une initiative citoyenne soutenue et organisée par un mouvement social pour s'opposer à la tenue d'un sommet international où la société civile semble *a priori* écartée. La logique de démocratie directe modulant l'altermondialisme est le socle de cette forme de contestation faisant en sorte que l'organisation d'un contre-sommet en marge d'un événement politique d'importance comme la « bataille de Seattle » permet à ce mouvement de devenir un protagoniste sur l'échiquier

¹²⁰ C. TILLY et L. J. WOOD. *Social Movements 1768-2012*, [...], p. 4.

¹²¹ R. D. BENFORD et D. A. SNOW. « Processus de cadrage des mouvements sociaux », [...], p. 225.

¹²² J.-B. CONTAMIN. « Analyse des cadres », [...], pp. 40-42.

international dans un rapport tout en équilibre avec les États¹²³. Selon Fillieule, « la répression contribue bien souvent à structurer, voire à fonder un cadre mobilisateur »¹²⁴. Les modes d'action de l'altermondialisme contribuent à son interprétation du monde réel. Tarrow ajoute que l'altermondialisme a contribué à introduire le *global framing* en raison de son processus d'internationalisation de l'action collective¹²⁵. Toutefois, « l'identification de problèmes et de causes spécifiques tend à restreindre le champ des possibles en termes de solutions et de stratégies »¹²⁶. Par conséquent, il importe pour la mouvance altermondialiste d'insister sur les formes d'oppression néolibérale en axant leur processus discursif, stratégique, conflictuel dans ce sens. En somme, cette théorie est l'objet d'une multitude d'études depuis les années 1980 laissant croire que cette approche prend de plus en plus de place « dans les modèles synthétiques d'explication des mobilisations collectives aux côtés de la prise en compte des opportunités politiques et des structures de mobilisation »¹²⁷. Toutefois, ce mode d'interprétation de la mobilisation comporte également des limites concentrées dans la possibilité de biais cognitif, interprétatif, méthodologique et descriptif¹²⁸.

1.2.4 L'altermondialisme et la transnationalisation de l'action collective

Pour Tilly et Tarrow, tout « mouvement social n'est pas une catégorie universelle, mais historique » se caractérisant par une « campagne durable de revendication, qui fait usage de représentations répétées pour se faire connaître du plus large public et qui prend appui sur des organisations, des réseaux, des traditions et des solidarités »¹²⁹. Ainsi, cette conjoncture des mouvements sociaux tend à favoriser de nouvelles formes de mobilisation en raison du processus de transnationalisation de l'action collective en marge de la mondialisation. Le XXI^e siècle est marqué par l'émergence de mouvements transnationaux si bien que Neveu émet l'hypothèse d'un répertoire de troisième génération se déroulant « dans un espace supranational », « visant des enjeux très techniques » et donnant « une place clé à l'expertise »¹³⁰. De nouveaux phénomènes ont ainsi émergé comme le militantisme transnational, le développement de solidarités

¹²³ G. GAGLIANO. « Réseaux sociaux, altermondialistes et contre-sommet », [...], p. 137.

¹²⁴ O. FILLIEULE. *Stratégies de la rue. La manifestation en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 1997, p. 57.

¹²⁵ S. TARROW. *The New Transnational Activism*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005, 258 p.

¹²⁶ R. D. BENFORD et D. A. SNOW. « Processus de cadrage des mouvements sociaux », [...], p. 228.

¹²⁷ J.-B. CONTAMIN. « Analyse des cadres », [...], p. 42.

¹²⁸ J.-B. CONTAMIN. « Analyse des cadres », [...], pp. 43-44.

¹²⁹ C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit*, [...], pp. 26-27.

¹³⁰ E. NEVEU. *Sociologie des mouvements sociaux*, [...], p. 98.

transnationales et la diffusion rapide de la contestation à l'échelle internationale¹³¹. Dès lors, les effets de la mondialisation rendent possible l'émergence de mouvements sociaux mondiaux¹³².

Cette éclosion de mouvements sociaux transnationaux à l'aune d'une société civile mondiale s'explique par un rapprochement entre le Nord et le Sud, la doctrine néolibérale intensifiant les échanges économiques, l'émergence de nouvelles technologies de communications ainsi qu'un processus d'uniformisation culturelle et institutionnelle initié par la mondialisation permettant ainsi une certaine homogénéisation du répertoire d'action ainsi que « la diffusion d'interprétations à peu près identiques des événements [...] susceptibles d'être comprises et reprises dans des contextes très divers »¹³³. Smith ajoute le rôle central des institutions internationales dans les relations internationales¹³⁴. Depuis les événements de Seattle, les institutions internationales représentent des « récifs de corail » où s'accroche la contestation altermondialiste. Or, la mondialisation ne peut expliquer à elle seule l'émergence d'un répertoire d'action transnational des mouvements sociaux dans la mesure où ce décloisonnement de l'action militante pourrait s'expliquer entre autres par la montée des ONG depuis la fin de la guerre froide en vertu d'une SOP plus favorable à leur émergence surtout du fait que les solidarités transnationales existent depuis le XIXe siècle en Europe avec la cause ouvrière¹³⁵.

Toute contestation ne devient pas nécessairement mondiale lorsque les revendications d'un mouvement social sont d'ordre international puisqu'elle doit être cadrée dans ce sens pour être transnationale¹³⁶. De ce fait, le militantisme transnational engendre l'émergence de nouvelles catégories de militants et militantes qui s'investissent dans une importante diversité de champs d'activité en apportant un soutien actif aux revendications exercées par les acteurs d'un autre pays¹³⁷. Les stratégies d'action développées par la mouvance altermondialiste ont contribué à

¹³¹ C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit*, [...], p. 285.

¹³² C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit*, [...], p. 292.

¹³³ C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit*, [...], pp. 292-293.

¹³⁴ J. SMITH. « Globalization and transnational social movement organizations » dans *Social Movements and Organization Theory* de DAVIS, G. F., MCADAM, D., SCOTT, W. R. et ZALD, M. N. (dir.) Cambridge University Press, Cambridge, 2005, pp. 226-249.

¹³⁵ J. SIMÉANT. « Transnationalisation/Internationalisation », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'O. FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, p. 554.

¹³⁶ S. TARROW. « La contestation transnationale », *Culture & Conflits*, no. 38-39, 2000, p. 217.

¹³⁷ M. KECK et K. SIKKINK, *Activists beyond Borders : Transnational Activist Networks In International Politics*, Cornell University Press, N. Y., 1998, 228 p.

accroître la compréhension du processus d'eupéanisation et d'internationalisation de l'action collective¹³⁸. Selon Della Porta, l'action collective transnationale se compose de « campagnes internationales coordonnées et effectuées par des réseaux de militants [et militantes] contre des acteurs internationaux, d'autres États ou des institutions internationales »¹³⁹. Selon cette définition, les pratiques altermondialistes semblent donc s'incorporer à une contestation d'ordre transnational. Selon Dufour et Goyer, deux caractéristiques se dégagent de l'action transnationale : l'activisme politique de militants et militantes provenant de plus d'un État et le fait que « la cible des actions doit être internationale » en s'adressant à une organisation mondiale¹⁴⁰. Selon Della Porta et Tarrow, la transnationalisation de l'action collective s'effectue en trois processus distincts les uns des autres. Ils témoignent du niveau d'interconnexion entre les différents réseaux d'un mouvement social qui sont garants des solidarités transnationales : 1) la diffusion des pratiques et idées d'un mouvement, 2) la domestication – qui équivaut à la délocalisation d'un conflit politique vers un autre territoire extérieur à celui-ci – et, 3) l'externalisation, qui est un processus dans lequel les institutions supranationales sont sollicitées à l'instar de l'OMC à l'occasion de la « bataille de Seattle » en 1999¹⁴¹.

Selon Smith, Chatfield et Pagnucco, les mobilisations transnationales n'ont pas d'effets directs sur les politiques publiques, mais elles tendent à accroître le processus de politisation d'enjeux mondiaux en mettant de la pression sur les institutions internationales quant à la planification de l'ordre du jour¹⁴². De plus, elles permettent un meilleur transfert des pratiques militantes par le biais des réseaux transnationaux d'un mouvement porté sur des enjeux globaux dans une optique de changement social. Cette analyse s'arrime à celle de Castells, qui soutient que l'État n'est plus la seule institution pouvant établir des transformations sociales¹⁴³. Cette nouvelle configuration du système politique a obligé les mouvements sociaux à s'adapter comme le témoigne l'altermondialisme¹⁴⁴. Or, les mobilisations transnationales ne suscitent pas d'importants impacts

¹³⁸ P. DUFOUR et R. GOYER. « Analyse de la transnationalisation de l'action collective », [...], p. 113.

¹³⁹ Traduction libre. D. DELLA PORTA et S. TARROW (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, Rowman & Littlefield Publishers, Lanham, 2005, p. 7.

¹⁴⁰ P. DUFOUR et R. GOYER. « Analyse de la transnationalisation de l'action collective », [...], p. 114.

¹⁴¹ D. DELLA PORTA et S. TARROW (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, [...], pp. 2-3.

¹⁴² J. SMITH, C. CHATFIELD et R. PAGNUCCO (dir.), *Transnational Social Movements and Global Politics. Solidarity Beyond the State*, Syracuse University Press, New York, 1997, pp.73-74.

¹⁴³ Cité dans DUFOUR et GOYER : CASTELLS, Manuel, *Le pouvoir de l'identité*, Fayard, Paris, 1999, 492 p.

¹⁴⁴ J. SIMEANT. « La transnationalisation de l'action collective », dans *Penser les mouvements sociaux* d'É. AGRIKOLIANSKY et al., La Découverte, Paris, 2010, pp. 121-144.

en matière de politique publique en dépit de leur amplitude. Plusieurs facteurs influenceraient la nature et la résonance de ces impacts. Ce sont les différences quant aux structures internes qui déterminent la variation de l'impact de ces mobilisations¹⁴⁵. Young identifie des obstacles freinant la constitution de solidarités transnationales : 1) la diversité politique, culturelle et linguistique, 2) la distance physique, 3) les barrières économiques 4) et la conjoncture politique interne¹⁴⁶. La construction d'un mouvement social est plus difficile à l'échelle transnationale. Il demeure que toute mobilisation doit être mesurée quant à son impact en déterminant si ses campagnes permettent de répondre aux revendications : « l'impact tient aussi à des changements culturels, à la création de forces partisans nouvelles, mais aux effets biographiques quand la participation aux mouvements affecte les trajectoires d'une partie des militants »¹⁴⁷.

L'impact de l'altermondialisme est un succès en vertu de son taux de mobilisation s'inscrivant dans la durée au travers du FSM et des forums régionaux propres à la logistique fonctionnelle de la nébuleuse pour écarter *a priori* l'hypothèse d'un essoufflement. L'altermondialisme subirait un essoufflement relatif quant à ses possibilités de mobilisation ou du moins un certain essoufflement médiatique, et ce, plus particulièrement en Europe¹⁴⁸. Cette hypothèse s'appuie sur les difficultés d'adaptation de l'altermondialisme quant à la conjoncture survenant après le 11 septembre 2001 puisque ce mouvement social ne s'est jamais véritablement adapté à cette ère de sécurisation en « négligeant souvent dans son discours les facteurs non économiques »¹⁴⁹. Cette affirmation peut être en partie écartée puisque de nombreux événements organisés par la nébuleuse altermondialiste ont été marqués de succès, ce qui tendrait davantage à un reconfiguration politique du mouvement¹⁵⁰. La pertinence scientifique de cette recherche est motivée par une littérature scientifique lacunaire quant aux nouvelles formes de mobilisation et d'actions transnationales et le lien entre les mobilisations d'Occupy et de l'altermondialisme.

¹⁴⁵ T. RISSE-KAPPEN (dir.) *Bringing Transnational Relations Back in Non-state Actors, Domestic Structures, and International Institutions*, Cambridge University Press, 1995, Cambridge, pp. 3-36.

¹⁴⁶ J. BANDY et J. SMITH, *Coalitions Across Borders. Transnational Protest and the Neoliberal Order*, Rowman & Littlefield Publishers, Oxford, 2005, p. 8.

¹⁴⁷ E. NEVEU. *Sociologie des mouvements sociaux*, [...], p. 94.

¹⁴⁸ E. FOUGIER. « L'altermondialisme, vingt ans après : la grande désillusion », *Revue internationale et stratégique*, vol. 1, no. 93, 2014, p. 68.

¹⁴⁹ G. PLEYERS. *Forums sociaux mondiaux et défis de l'altermondialisme*, [...], p. 192.

¹⁵⁰ G. PLEYERS. *Forums sociaux mondiaux et défis de l'altermondialisme*, [...], p. 192.

1.3 Question et hypothèse de recherche

Quels sont les discours et les pratiques de l'altermondialisme en tant qu'idéologie du plus grand spectre de la gauche ? Est-ce que le mouvement Occupy peut se rattacher à la contestation de la nébuleuse altermondialiste ou sa contestation est-elle plutôt indépendante ? Est-ce que le mouvement Occupy a été l'objet d'une récupération militante par l'altermondialisme ? L'ensemble de ces questionnements amène une question spécifique de recherche se répondant en deux temps : 1) quel est le répertoire d'actions collectives du mouvement Occupy, 2) est-ce que le mouvement social Occupy partage une campagne, un répertoire et une base militante similaires à celle de la mouvance altermondialiste dans leur processus respectif de contestation du système politico-économique ? La première question est descriptive et a pour objectif de répertorier les actions collectives d'Occupy en analysant les tactiques déployées par le réseau de Montréal. La deuxième question est d'ordre empirico-inductive et débouche sur une hypothèse.

L'hypothèse de recherche est que le mouvement Occupy présente un répertoire d'actions ayant des liens réels avec la base militante de la nébuleuse altermondialiste en vertu de son discours, de ses revendications, de sa campagne ainsi que ses pratiques et ses tactiques de désobéissance civile. Le discours et les revendications véhiculés par le mouvement Occupy tendent à présenter un certain caractère altermondialiste tout en proposant des actions collectives ayant des similitudes spécifiques avec l'altermondialisme quant au mode de mobilisation, collaboration et coordination entre les réseaux de la mouvance, le recrutement des militants et militantes, la campagne, la diffusion des revendications, le financement ainsi que l'internationalisation du répertoire et la transnationalisation de l'action collective. Certes, le répertoire d'actions d'Occupy semble se distancier quelque peu de celui de l'altermondialisme en focalisant davantage ses tactiques sur la responsabilité de tout un chacun quant au devenir politique et social par le biais d'activités de participation citoyenne. Occupy insiste sur la possibilité de chaque militant et militante d'afficher de manière autonome sa résistance afin de renverser collectivement la domination oligarchique des 1%. Occupy est l'instigateur de nombreux comités participant de manière concrète à l'organisation communautaire afin d'instituer le changement social. Or, ce mouvement ne semble pas avoir la prétention de s'afficher comme la principale force de résistance au néolibéralisme. Ce dernier semble plutôt se satisfaire de son rôle de mouvement d'opposition à l'austérité en raison d'une réflexion politique encore à construire. Le mouvement est ainsi l'occasion d'un certain éveil des consciences sans être toutefois l'instigateur de

changements en profondeur. Cela s'explique par son refus d'identification de revendications spécifiques en préférant plutôt se cantonner à un rôle de contestataire assurant ainsi une plus grande indépendance à l'égard des autres acteurs politico-militants. En outre, Occupy se caractérise par la prévalence de l'utilisation des nouvelles technologies de communications et plus particulièrement de la manière qu'elles ont contribué au processus de mobilisation à l'ère du « village global ».

1.4 Méthode de recherche

Afin de répondre aux impératifs de la méthode en sciences sociales, il importe de préciser et expliquer quels sont les principaux éléments méthodologiques de cette dernière afin de respecter sa nature scientifique et post-positiviste. De ce fait, il s'agit d'une recherche de méthode mixte comprenant une phase d'investigation terrain, ce qui induit des difficultés supplémentaires quant au cadre méthodologique et éthique. En premier lieu, il importe de spécifier quels sont les concepts et indicateurs de cette recherche tentant de mettre en exergue le répertoire d'actions collectives du mouvement Occupy ainsi que la nature de sa base militante. En second lieu, la stratégie de recherche est décortiquée afin de montrer la stratégie de vérification et les instruments de collecte de l'information pour valider ou infirmer l'hypothèse de recherche.

1.4.1 Concepts et indicateurs

Il importe d'opérer une certaine conceptualisation des principaux concepts de cette recherche afin d'articuler leur nature respective au travers de la problématique. Un mouvement social représente un ensemble d'actions collectives remettant en cause partiellement ou globalement l'ordre sociopolitique afin d'introduire un changement social transformateur plutôt que d'émettre des revendications sectorielles. Les mouvements sociaux constituent des réseaux informels de solidarités partageant des valeurs, des objectifs et des pratiques afin de conduire différentes formes de protestation par le biais d'un processus de mobilisation des ressources. Ceux-ci reposent sur une logique mobilisatrice où un cycle de mobilisation constitue une « vague croissante puis décroissante d'actions collectives étroitement liées et de réactions à celles-ci », et ce, en fonction de « l'intensification du conflit, sa diffusion géographique et sociale, l'apparition d'actions spontanées, mais aussi de nouvelles organisations, l'émergence de nouveaux symboles,

de nouvelles interprétations [ainsi que] l'extension du répertoire d'actions »¹⁵¹. Tout cycle de mobilisation repose sur la coordination d'actions collectives. Une action collective désigne une activité protestataire imbriquée dans un épisode politique donné¹⁵² ou encore un agir-ensemble intentionnel et solidaire afin de cristalliser tout devenir de changement des structures sociales et politiques. Ce répertoire concerté d'actions repose sur l'identification d'un ennemi commun, la construction d'une identité collective et l'élaboration de stratégies discursives afin de déterminer les pratiques de contestation. L'altermondialisme se définit comme une nébuleuse de gauche comportant plusieurs réseaux de convergence ayant pour objectif commun de proposer des alternatives au mode de régulation économique néolibéral par le biais d'un répertoire d'actions collectives très diversifié et transnational dans une optique de justice globale. Quant au néolibéralisme, celui-ci désigne une doctrine économique de droite s'opposant en général aux interventions étatiques dans le mode de production et de régulation économique en privilégiant une gouvernance destituant les pratiques propres au keynésianisme afin de favoriser les mécanismes du libre marché au sens hayékien.

Il est incontournable de fixer certains indicateurs afin de mesurer entre autres les spécificités du cycle de mobilisation de 2011 ainsi que tenter d'en mesurer l'impact global. Le premier indicateur est celui du discours véhiculé par le mouvement par le biais de son manifeste et de sa base militante. La pertinence de cet indicateur est de mesurer s'il y a des référents clairs quant à l'idéologie que représente l'altermondialisme dans son ambition de générer une alternative au mode de gouvernance politique, sociale et économique néolibéral. Les entrevues permettent de répondre qualitativement à cet axe de la recherche en permettant de reconstituer l'organisation structurelle et idéale du réseau de Montréal.

Le deuxième indicateur consiste à déterminer les pratiques exercées par ce mouvement social dans une perspective d'éducation à la vie démocratique et citoyenne en vertu du caractère autonomiste du mouvement. Les pratiques les plus fondamentales du mouvement sont l'occupation de l'espace public et les assemblées générales consacrant les principes de la

¹⁵¹ S. TARROW. « Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention », dans M. TRAUGOTT (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham (N. C.), Duke University Press, 1995, p. 95.

¹⁵² C. TILLY. « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, vol. 4, no.4, 1984, pp. 89-108.

démocratie directe. Plus précisément, cet indicateur sert à comprendre le mode de collaboration, la coordination, le processus décisionnel, la mobilisation, le recrutement, la diffusion des revendications, le financement et l'internationalisation du répertoire d'actions.

Le troisième indicateur est le degré de politisation des militants et militantes afin de mesurer, selon les trajectoires biographiques militantes du réseau observé, s'il s'agit d'une majorité de jeunes ayant pour la plupart des études universitaires et s'intéressant activement à la politique. Ce qui est recherché par cet indicateur est de déterminer leur interprétation de la démocratie et du système politico-économique en vertu du caractère éminemment politisé du mouvement. Cet indicateur est lié à une question du questionnaire demandant aux participants et participantes de quantifier sur une échelle ordinale leur intérêt pour le champ politique ainsi que l'actualité politique nationale et internationale en concomitance avec leur niveau d'étude.

1.4.2 Stratégie de recherche

Ce mémoire s'articule dans le champ de la recherche fondamentale tout en ayant un souci pour une orientation appliquée en vertu de l'important cycle de mobilisation des mouvements sociaux au Québec entre 2011 et 2012 provoquant même une crise sociale. Cette recherche innovatrice s'appuie sur une étude de cas simple comme stratégie de vérification. L'unité d'analyse de cette recherche est le réseau d'Occupons Montréal, qui est d'ailleurs la plus importante cellule du mouvement Occupy au Québec. En recherche qualitative, il est nécessaire de souligner l'importance de la triangulation, c'est pourquoi cette recherche s'appuie sur l'apport d'un triptyque d'instruments de collectes de l'information.

Premièrement, l'observation documentaire constitue un instrument de collecte de l'information fondamental dans la mesure où celle-ci fut d'un support important tout au long du processus de recherche. En effet, l'observation documentaire est un outil caractérisé par un taux de saturation relativement inaccessible puisqu'il est toujours possible de trouver de nouvelles informations, et ce, pendant toutes les étapes de la recherche. Deuxièmement, ce mémoire repose en grande partie sur les informations collectées par le biais d'entrevues semi-dirigées, qui permettent de construire de nouveaux savoirs en se basant sur l'expertise du sujet. Dans le cadre de cette recherche, cinq entrevues ont été réalisées avec des militants et militantes du réseau de Montréal. La plupart de ces dernières avait pour durée deux heures en moyenne et elles se sont toutes déroulées à

Montréal ou à Longueuil. Le taux de saturation a été atteint avec ce nombre d'entrevues, et ce, en fonction de la disponibilité des participants et participantes à la recherche. Au préalable, un total de six entrevues avaient été planifiées, mais un désistement a eu lieu pendant la collecte de l'information en raison d'un conflit de valeurs entre les objectifs de la recherche et la philosophie militante du participant. Troisièmement, cette recherche s'appuie sur les données empiriques produites par une analyse de contenu des différents manifestes ou charte de la nébuleuse altermondialiste et celle d'Occupy afin de dégager certaines tendances quantitatives entre les textes du corpus étudié. L'analyse de contenu a été produite avec le logiciel libre accès R en raison de son accessibilité et de ses nombreuses possibilités sur le plan de la codification des éléments textuels à analyser.

1.4.2.1 Devis de recherche

Cette recherche sur le terrain a été exercée de manière rigoureuse en respectant le cadre éthique ainsi que ses prescriptions. Il importe de prendre conscience des risques inhérents à la pratique d'une recherche évoluant sur le terrain surtout avec des sujets faisant preuve d'une certaine marginalisation ou d'exclusion, ce qui doit être accompagné d'un souci éthique plus grand. Dans ce sens, la confidentialité et l'anonymat des participants et participantes de cette recherche ont été dûment respectés tout comme le consentement libre et éclairé dans la mesure où chaque militant et militante convoqués pour la réalisation d'une entrevue a eu le droit de refuser à tout moment sa participation audit projet de recherche. Cela est d'ailleurs arrivé avec le désistement d'un participant expliqué tel que ci-dessus. Pour ce qui est du devis de recherche, le cadre spatio-temporel se situe entre 2011 et 2014 tout en spécifiant que cette recherche ne s'attarde qu'aux variations du mouvement Occupy en Amérique du Nord et plus spécialement dans le contexte sociopolitique du Québec. Le mouvement Occupy a été recensé en Inde et au Brésil notamment, mais pour des raisons méthodologiques ces manifestations orientales ne seront pas considérées.

1.4.2.2 La validité interne et externe

Considérant que la stratégie de vérification est une étude de cas simple, il est possible d'avancer que la validité interne de cette recherche en fonction des résultats est relativement élevée puisque cette forme d'analyse permet un réel approfondissement des pratiques militantes du réseau observé. D'ailleurs, la triangulation de l'information permet une validité interne plus représentative dans la perspective où les données sont également manipulées par une méthode d'investigation mixte entre la recherche qualitative et quantitative. Pour ce qui est de la validité

externe, cette dernière est inversement moins élevée en raison du choix de stratégie de recherche que représente l'étude de cas simple. Ainsi, il faut assumer que les résultats sont difficilement exportables en vertu de la diversité des réseaux et des pratiques militantes des mouvements sociaux analysés. Toutefois, la démarche d'analyse proposée pour le cadre de la recherche pourrait être reprise ou adaptée à d'autres objectifs de recherche en raison de sa pertinence sociale et scientifique afin d'opérer une comparaison par une étude de cas multiple, par exemple.

1.4.2.3 Les limites de la recherche

Les limites de cette recherche sont essentiellement reliées au fait qu'il est difficile de retracer *a posteriori* les participants et participantes d'un mouvement social n'existant plus dans l'espace public. Ainsi, le nombre total d'entrevues réalisées représente une certaine limite dans la perspective où le réseau de Montréal avait plus d'un millier de militants et militantes de telle sorte qu'il est impossible d'avoir une appréhension du réel parfaite et absolument congruente avec la réalité observée avec seulement cinq entrevues semi-dirigées. Néanmoins, ce nombre d'entrevues semble pertinent pour atteindre un degré satisfaisant de saturation lors de la collecte de l'information en fonction des ressources disponibles. De plus, cette recherche ne prend en compte qu'un seul réseau, ce qui réduit de manière considérable les possibilités de généralisation en vertu des caractéristiques d'une étude de cas simple. Une autre limite est celle de la subjectivité comme dans tout processus qualitatif de recherche et également d'une certaine filiation idéologique de la chercheuse en raison d'un dénominateur commun avec les militants et militantes : les valeurs défendues par ces derniers et le mouvement lui-même.

Chapitre II : Contestation et résistance de la nébuleuse Occupy : principes et mécanismes de mobilisation du réseau de Montréal

Introduction

Après avoir établi le cadre théorique au chapitre précédent, il importe de présenter et d'expliquer les mécanismes de la contestation, qui demeure au centre de la politique du conflit et de la littérature scientifique sur les mouvements sociaux en étant le levier d'émergence d'organisations protestataires comme Occupy. Ce chapitre vise à analyser de manière événementielle le processus d'indignation, qui est l'émotion derrière le cycle de mobilisation duquel émergea le mouvement Occupy. D'ailleurs, toute action collective doit être analysée par rapport au contexte historique à propos duquel cette dernière se rapporte pour comprendre la structure des opportunités politiques. Ce chapitre permettra d'analyser dans quel environnement politique le mouvement Occupy s'est développé afin de rendre intelligible les enjeux ainsi que les revendications de cette nébuleuse.

Selon McAdam, Tarrow et Tilly, la contestation se définit comme « l'interaction collective parmi les producteurs de revendications et leurs objets, quand a) au moins un gouvernement est interpellé par l'objet des revendications, ou lorsque le gouvernement fait partie des producteurs de revendications et que b) les revendications, si réalisées, affecteront au moins un des producteurs de revendications »¹. La contestation renvoie aux interactions collectives où des acteurs évoquent certaines revendications pouvant toucher aux intérêts d'autres acteurs en marge d'un processus de coordination de l'effort collectif (campagne) pour atteindre un but commun.

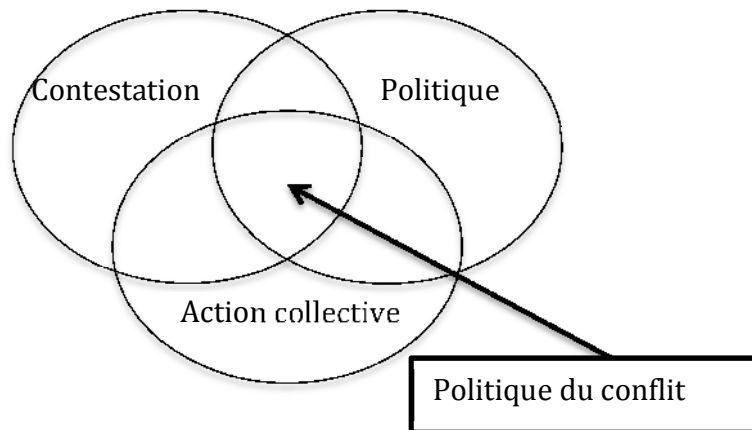
L'État est impliqué à la fois en tant que destinataire de la revendication, d'instigateur ou encore tierce partie en raison du fait que l'appareil étatique est un acteur à part entière de l'action collective. Dans ce sens, l'État « multiplie ses stratégies pour circonscrire la mobilisation et façonne ainsi les logiques d'action »² des différents acteurs impliqués dans tout processus contestataire. Dès lors, la politique du conflit représente un processus de convergence et de

¹ Traduction libre. D. MCADAM et al. S., *Dynamics of Contention*, [...], p. 5

² T. SHUKAN. « Les mouvements de jeunes contestataires en Russie : S'opposer dans la rue et par la rue », *Critique internationale*, no. 55, 2012, p. 53.

chevauchement entre les différentes composantes que sont la contestation, le politique et l'action collective où il faut différencier la *Realpolitik* de l'administration publique en soi³.

Figure 2.1 : Schématisation de la politique du conflit de Tilly et Tarrow



Source : C. TILLY et S. TARROW, *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution*, p. 7.

La contestation s'accompagne généralement d'une campagne de désobéissance civile, qui permet d'optimiser la pression politique sur les différentes structures décisionnelles tout en étant au cœur de tout répertoire d'actions des nouveaux mouvements sociaux. La perception de la désobéissance civile dans l'opinion publique est ambivalente. D'une part, il s'agirait d'un mode d'action politique radical se cachant derrière des préceptes moraux pour acquérir le pouvoir par une tentative de « rupture unilatérale vis-à-vis l'ordre juridique pacifique »⁴. D'autre part, la désobéissance civile correspondrait à une expression d'impuissance et d'injustice dans une ambition réformiste de protestation dont la portée demeure symbolique⁵. Toute interprétation sociétale de radicalisation d'un conflit politique fait en sorte que la désobéissance civile est désormais catégorisée comme une stratégie d'action voulant renverser le monopole de la violence légitime par l'intermédiaire d'un certain désordre, voire le chaos. La tolérance à l'égard des mouvements contestataires s'érode au profit d'une stigmatisation de ces derniers et d'une criminalisation de la contestation elle-même puisque la répression semble légitime en vertu de cette ambition radicale de ne pas seulement être un « appel moralisant à la conscience » des

³ C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution*, [...], p. 7.

⁴ R. CELIKATES. « La désobéissance civile : entre non-violence et violence », *Rue Descartes*, no. 77, 2013, p. 35.

⁵ R. CELIKATES. « La désobéissance civile : entre non-violence et violence », [...], p. 35.

citoyens et des élites politiques⁶. Selon Rawls, la désobéissance civile se définit dans une approche libérale comme un « acte public, non-violent et conscient, contraire à la loi, généralement fait avec l'intention de provoquer un changement dans la politique ou la législation d'un gouvernement »⁷. Quant à Habermas, sa définition de la désobéissance civile reprend essentiellement les mêmes principes que celle de Rawls⁸.

Ces interprétations montrent l'importance de la notion de non-violence. Elles montrent aussi le glissement probable de ce mode de contestation lorsque certains militants et militantes manifestent une ambition radicale d'augmenter la charge symbolique de leurs activités protestataires en utilisant la violence politique lorsque les moyens pacifiques ne permettent plus d'engranger des gains significatifs. La problématique de la violence politique demeure au centre des conflits et dissidences internes à tout mouvement de contestation⁹. Selon Habermas et Rawls, la désobéissance civile ne peut être qu'une forme d'action éminemment symbolique, ce qui pose problème subséquent puisque la dimension symbolique elle-même ne peut être effective qu'une fois jugulée à une dimension réelle observable dans les pratiques de protestation. Dans cette optique, la logique même de la contestation repose sur la dialectique entre la confrontation symbolique et la confrontation réelle (potentiellement violente) qui permet ensuite d'échapper à « l'inefficacité politique et de déployer sa puissance symbolique d'impact »¹⁰.

La désobéissance civile renvoie à une pratique démocratique d'autorégulation collective et agit comme un contre-pouvoir à l'encontre des élites politiques en étant un « ballon d'oxygène » pour résister à la tendance des institutions étatiques de défaillir de leur mandat à l'image des nombreux scandales de corruption¹¹. Selon un activiste, « [l]es actions de désobéissance civile qui marchent sont celles qui portent un refus, mais aussi une affirmation – dans le moment du refus, on donne à voir une image, une expérience, une communauté, un désir collectif de ce que pourrait

⁶ R. CELIKATES. « La désobéissance civile : entre non-violence et violence », [...], p. 35.

⁷ J. RAWLS, « Civil Disobedience and the Social Contract » dans J. ARTHUR ed., *Morality and Moral Controversies*, 4th ed. New Jersey, Prentice Hall, p. 356.

⁸ Cité dans CELIKATES (2013) : J. HABERMAS. « Ziviler Ungehorsam – Testfall für den demokratischen Reschtssat » dans *Die neue Unübersichtlichkeit*, Frankfurt, 1985, pp. 83-84.

⁹ Cette affirmation s'appuie sur les entrevues réalisées avec les militants et militantes, qui insistaient sur les confrontations internes quant à l'utilisation de la violence et le respect de la diversité des tactiques de contestation.

¹⁰ R. CELIKATES. « La désobéissance civile : entre non-violence et violence », [...], p. 41.

¹¹ Cité dans CELIKATES (2013). H. ARENDT. « Ziviler Ungehorsam » dans *Zur Zeit*, Hamburg, 1986, pp.119-160.

être une alternative¹² ». La désobéissance civile doit être porteuse d'un refus global transcendant les intérêts particuliers tout en articulant un projet de société alternatif véhiculé par le biais de stratégies discursives explicitant les moyens nécessaires pour développer et mettre en pratique ce modèle alternatif. Les dynamiques de la désobéissance civile intègrent de manière plus ou moins explicite « l'affirmation que chacun est compétent pour parler des affaires publiques »¹³.

Pour ce qui est de l'objet de cette recherche, le mouvement Occupy a lancé un appel à la désobéissance civile par l'entreprise de la construction de leurs différents campements dans l'espace public afin d'afficher leur refus de se soumettre à un système politique ne correspondant pas à ses valeurs. La contestation et la désobéissance civile revêtent donc un caractère profondément public de telle sorte que ces deux modes d'action politique ne peuvent prendre sens que dans l'espace public, qui renvoie à une certaine spatialisation des affrontements entre la société civile et la société politique. Selon Rawls, la désobéissance civile représenterait une série d'actes publics puisqu'ils ne sont pas réalisés de manière secrète par les dissidents. Cela semble insuffisant puisqu'un caractère inexorablement public de l'action collective instituerait une inefficacité de celle-ci puisque le dévoilement de celles-ci favoriserait plutôt leur répression tout en dénaturant quelque peu leur spontanéité constitutive.

Lors de l'épisode 2011-2012, les actions de désobéissance civile sont orientées en fonction d'une conceptualisation militante de la justice, qui dénonce ouvertement les inégalités sociales et la corruption des élites. Cette interprétation de la justice et de ses schèmes d'application motive l'effort de mobilisation de telle sorte que tout acte de désobéissance civile a pour objectif « d'accélérer la remise en cause des mesures contestées »¹⁴. Selon une commission d'enquête sur la « crise de la démocratie », le fonctionnement efficace d'un système politique démocratique reposerait sur le non-engagement d'une majorité de citoyens, ce qui pose problème sur le plan de la participation citoyenne telle que défendue par les nouveaux mouvements sociaux, alors que plus les gens participent à la vie politique moins ils font confiance au gouvernement en place¹⁵. Cette prémisse montre un paradoxe profond que remet en question le mouvement Occupy par son

¹² N. HAERINGER et S. OUARDI. « La désobéissance civile, une légitime réponse », *Mouvements*, no. 65, 2011, p. 123.

¹³ N. HAERINGER et S. OUARDI. « La désobéissance civile, une légitime réponse », [...], p. 128.

¹⁴ J. RAWLS, « Civil Disobedience and the Social Contract », [...], p. 358.

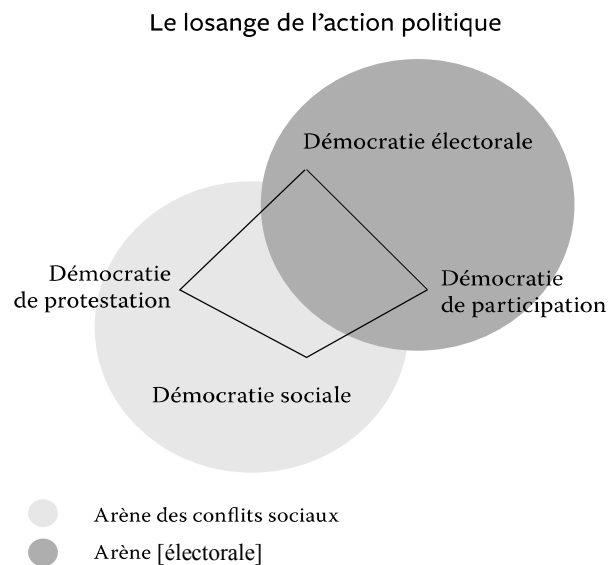
¹⁵ M. CROZIEZ, S. P. HUNTINGTON et J. WATANUKI. *The Crisis of Democracy*. Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission, New York, 1975, p. 114.

indignation et une ambition politique d'autorégulation pour reprendre les leviers du pouvoir.

2.1 Le Québec comme espace de contestation : contexte sociopolitique

Considérant que toute action collective est déterminée par le contexte historique de son développement et de son articulation spatio-temporelle, il importe de considérer le rôle déterminant de l'espace géographique de contestation où cette action s'inscrit. La sociologie politique des mouvements sociaux insiste sur les différentes arènes où évoluent ces derniers par l'intermédiaire de la structure du losange de l'action politique¹⁶. Selon Neveu, une arène représente un système organisé d'institutions, de procédures et d'acteurs où les émetteurs de revendications peuvent utiliser les ressources en présence afin de retrouver un certain écho à leur contestation¹⁷. Une arène représente l'ensemble du système politique et militant où les différents acteurs impliqués dans toute politique du conflit tentent d'optimiser leurs intérêts en fonction des ressources disponibles tout en utilisant les limites légales et institutionnelles à leur disposition.

Figure 2.2 : Schématisation du losange de l'action politique de Dufour



Source : Schéma initialement paru dans Pascale Dufour (2009 : 61).

Source : P. DUFOUR. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, p. 31.

¹⁶ Cité dans P. DUFOUR. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2013, p. 31. ; P. DUFOUR. « From Protest to Participan Politics. When and How the Collective Actors Cross the Line », *Canadian Journal of Sociology*, vol. 34, no. 1, 2009, pp. 53-78.

¹⁷ E. NEVEU. *Sociologie des mouvements sociaux*, [...], pp. 16-17.

Il subsiste deux arènes dans l'environnement politique tel qu'illustré par Dufour dans la perspective où il y a « l'arène électorale (là où les élections ont lieu) et l'arène des conflits sociaux (là où se déroulent les mobilisations) »¹⁸. Ainsi, « les logiques d'action politique combinent deux éléments : un type d'action politique, par délégation de pouvoir à un représentant ou par participation directe, et un type de relations avec l'État et ses institutions, d'affrontement ou de collaboration »¹⁹. Au travers de l'arène des conflits sociaux, le pôle « démocratie de protestation » met en relation des acteurs adoptant une attitude d'affrontement avec les autorités étatiques par une participation directe à l'action²⁰. Le pôle « démocratie de participation », quant à lui, est inhérent au système électoral où les partis politiques en sont les acteurs dominants²¹. Ce losange de l'action politique représente la dialectique entre le militant et le décideur politique dans un rapport dynamique de co-construction évoluant dans un espace de contestation où prédomine une mosaïque d'acteurs et de pratiques.

La prochaine section présentera les particularités de l'espace de contestation du Québec pendant le cycle de mobilisation transnationale induit par la prolifération des réseaux de la nébuleuse Occupy. Premièrement, il y aura une mise en contexte politique, social, économique et militant quant à l'émergence et au développement du mouvement Occupy à Montréal. Deuxièmement, les principes et les mécanismes de contestation de ce mouvement social seront présentés dans le cadre spatio-temporel du Québec entre 2011 et 2012. Il sera question du manifeste des 99%, des moyens de participation citoyenne et de la rhétorique militante consacrant la démocratie directe.

2.1.1 Gouvernance du PLQ : scandales de corruption et crise de confiance envers les institutions démocratiques du Québec

Il importe de contextualiser l'épisode de contestation de 2011-2012 au Québec en fonction de la structure des opportunités politiques et des principaux acteurs de cette crise politique et sociale. La crise sociale et politique cristallisant le cycle de mobilisation de 2011 a pour trame de fond plusieurs allégations de corruption de la part de nombreuses élites politiques, dont des personnalités importantes du gouvernement libéral au pouvoir. Ces scandales de corruption génèrent au regard de l'opinion publique une certaine insatisfaction pouvant renforcer le cynisme, une méfiance et une crise de confiance envers les institutions démocratiques, et ce, dans un

¹⁸ P. DUFOUR. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, [...], p. 30.

¹⁹ P. DUFOUR. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, [...], p. 30.

²⁰ P. DUFOUR. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, [...], p. 30.

²¹ P. DUFOUR. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, [...], p. 30.

contexte économique difficile en vertu des effets pluriels de la crise économique de 2008. Le gouvernement du Québec lance son *plan de retour à l'équilibre budgétaire*, alors que les marchés internationaux sont fragilisés par les effets dépressifs de la récession post-2008.

Les travaux de la commission Bastarache quant au processus de nomination des juges sont rendus publics en janvier 2011 après les allégations de Marc Bellemare alors qu'il était ministre de la Justice pour le gouvernement de Jean Charest. La commission a pour mandat de faire la lumière sur une supposée intervention politique de la part des argentiers du Parti libéral du Québec (PLQ) quant à la nomination de certains juges. Or, le rapport Bastarache soutient qu'il n'y avait aucune pression du PLQ et formule 46 recommandations pour des travaux coûtant près de 6 millions de dollars au trésor public²². Une première série d'arrestations est effectuée par l'escouade Marteau, qui a pour mandat d'enquêter sur les allégations de corruption et de collusion dans l'industrie de la construction. Une pétition est déposée à l'Assemblée nationale contre le gouvernement libéral et réclame la démission du premier ministre, qui refuse d'instaurer une commission parlementaire sur l'industrie de la construction. La pétition est signée par 250 000 signataires, soit la plus importante pétition électronique à ce jour au Québec²³.

En mai 2011, le gouvernement dévoile son projet d'infrastructures qu'est le Plan Nord. Il s'agit d'un programme de développement des territoires au-delà du 49^e parallèle pour favoriser l'accessibilité aux ressources naturelles. La rentabilité dudit projet reposerait sur le prix des matières premières, qui est fluctuant en vertu des effets de la récession à l'échelle internationale. Dans le contexte économique prédominant, le projet du Plan Nord est relativement mal reçu par la société civile en raison de l'aspect environnemental, qui suscite plusieurs inquiétudes. La présentation du Plan Nord comme « le plus grand plan de conservation du territoire » selon M. Charest semble *a priori* un évènement déclencheur pouvant susciter une certaine indignation sociale et environnementale en parallèle avec les projections d'exploitation de gaz de schiste au Québec. Ces évènements consacrent une certaine augmentation de la participation citoyenne pouvant renforcer *ipso facto* la mobilisation contestataire du cycle de mobilisation de 2011. Le 6 septembre 2011 survient la démission de la vice-première ministre du Québec, Nathalie

²² GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Commission d'enquête sur le processus de nomination des juges de la cour du Québec, des cours municipales et des membres du Tribunal administratif du Québec*, 2011.

²³ A. ROBITAILLE. « 250 000 signataires contre Jean Charest », *Le Devoir*, 15 février 2011, [En ligne] <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/316823/250-000-signataires-contre-jean-charest> (page consultée le 9 janvier 2015)

Normandeau. Elle avait été ministre des Ressources naturelles et de la Faune entre 2009-2011. Par ailleurs, son mandat avait été teinté par les dérapages relatifs à l'exploitation des gaz de schiste. Par la suite, Mme Normandeau fut suspectée de participer à du financement illégal de parti politique lorsqu'elle était ministre des Affaires municipales²⁴. Ces irrégularités favorisent l'émergence et le développement d'une certaine crise envers les institutions démocratiques à la suite du rapport Bastarache notamment.

Le 15 octobre 2011 marque un appel transnational à des manifestations pacifiques intrinsèquement reliées au mouvement d'occupation de la Puerta del Sol. Cette date marque également le début du mouvement Occupy au Québec avec les campements de Montréal et de Québec. Il subsiste donc de plus en plus de pression de la société civile sur le gouvernement au pouvoir quant à l'octroi d'un mandat d'enquête à une commission parlementaire pour faire la lumière sur les allégations de corruption, qui ne cessent de déferler dans les médias. Le gouvernement libéral est également au pouvoir depuis 2003, ce qui augmente ainsi le degré d'insatisfaction et de contestation de la société civile à l'égard de ce gouvernement en pleine crise de leadership. Autrement dit, la pression politique était particulièrement forte pour le gouvernement libéral submergé de critiques en vertu des scandales de corruption et des effets de la théorie du balancier entre autres. L'espace de contestation du Québec est particulier dans le sens où le contexte politique et économique est relativement différent du contexte nord-américain et européen dans la perspective où peu de scandales financiers ont éclaté concernant de grandes banques privées sauvées par des fonds publics ou des programmes d'assainissement des dépenses publiques privilégiant l'austérité comme moyen d'atteinte à l'équilibre budgétaire.

Le 19 octobre 2011, le gouvernement libéral consent à contrecœur et avec des pouvoirs limités l'instauration d'une Commission parlementaire d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction. Celle-ci est présidée par la juge Charbonneau. Cette enquête publique révélera plusieurs scandales de corruption et de collusion entachant à la fois certaines personnalités politiques, les syndicats et des firmes de génie-conseil. Il fut également question de financement illégal des partis politiques. La Commission Charbonneau aura pour

²⁴ V. LAROCHE et D. LESSARD. « L'ex ministre Normandeau dans l'embarras », *La Presse*, 14 avril 2012, [En ligne]<http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/201204/14/01-4515346-lex-ministre-normandeau-dans-l-embarras.php> (page consultée le 9 janvier 2015)

écho une consécration du cynisme politique dans la mesure où certains participants à l'exercice public semblaient nier leur implication en dépit de plusieurs preuves collectées par l'Unité permanente anticorruption (UPAC) de la Sûreté du Québec (SQ) et les contradictions entre plusieurs témoins clés. Il est donc intéressant de se demander si cette soudaine décision après moult refus en plus de deux ans peut avoir un certain lien avec la contestation du mouvement Occupy au Québec²⁵. Dans les faits, cette décision du gouvernement Charest survient après le dépôt du rapport Duchesneau de l'Unité anti-collusion, qui soutient que l'intégration de l'UPAC ne suffit pas et qu'une enquête publique est le seul moyen de mettre en lumière les différentes formes de corruption et de collusion dans l'octroi des contrats publics d'infrastructure²⁶. Cela contribue à la baisse des intentions de vote pour le PLQ ainsi qu'à la diminution du degré de satisfaction quant à la gouvernance libérale concrétisant par le fait même une opinion publique très défavorable au gouvernement Charest²⁷. Dès lors, la SOP semble très favorable à la contestation sociale et politique.

Le 13 février 2012 marque le début de la grève générale illimitée du mouvement étudiant quant à la hausse des frais de scolarité. Selon les différents regroupements étudiants, cette décision politique en éducation représente une hausse de 75% sur cinq ans mettant en péril l'accessibilité aux études universitaires tout en favorisant la marchandisation du savoir et sa privatisation relative. Le 22 mars, une manifestation nationale est organisée où plus de 200 000 personnes se sont rassemblées à Montréal pour dénoncer la hausse des frais de scolarité au moment où environ 300 000 universitaires et collégiens sont en grève. Une première émeute a eu lieu lors d'une conférence rassemblant plusieurs acteurs politiques et économiques pour discuter des perspectives d'exploitation des ressources naturelles du Nord québécois. Des manifestants ont fait irruption au Palais des Congrès de Montréal en opérant un saccage des lieux à l'image des tactiques du mouvement anarchiste – et autonome – en lançant plusieurs projectiles aux forces de

²⁵ B. DESCOTEAUX. « Commission d'enquête sur la construction - Le recul », *Le Devoir*, 19 octobre 2011, [En ligne] <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/333886/commission-d-enquete-sur-la-construction-le-recul> (page consultée le 22 janvier 2015)

²⁶ J. DUCHESNEAU. *Rapport de l'Unité anticollusion au ministre des Transports du Québec*, septembre 2011.

²⁷ G. BOURGAULT-CÔTÉ, « Le Sondage Léger Marketing-Le Devoir - Le rapport Duchesneau a fait chuter la popularité du PLQ », *Le Devoir*, 18 octobre 2011, [En ligne], <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/333863/sondage-leger-marketing-le-devoir-le-rapport-duchesneau-a-fait-chuter-la-popularite-du-plq> (page consultée le 23 janvier 2015)

l'ordre²⁸. La manifestation fut organisée par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), qui avait pour but avec cette action de désobéissance civile de perturber le déroulement du salon pour le Plan Nord²⁹. Le lendemain, les activités du Jour de la Terre sont le théâtre d'une importante manifestation pour dénoncer les différents projets de développement économique menaçant l'environnement³⁰. Lors du conseil général du PLQ à Victoriaville, le 4 mai 2012, une manifestation glisse vers l'émeute en vertu d'altercations violentes entre les activistes et les unités spéciales de la SQ qui utilisent gaz lacrymogènes et balles en plastique pour disperser les dissidents. Des manifestations nocturnes quotidiennes sont également organisées à Montréal, ce qui exacerbe les tensions et menace la paix sociale.

Pendant le conflit étudiant où les forces sociales s'opposaient dans la rue et par la rue, les autorités décisionnelles ont restreint le droit de manifester du citoyen par un resserrement des lois et règlements. Ainsi, l'adoption de la loi 78 a pour effet de criminaliser la contestation politique ou du moins réduire considérablement le déploiement du répertoire d'actions. Cette loi spéciale est jugée liberticide par de nombreux acteurs. La loi spéciale 78, qui fut votée en séance extraordinaire le 18 mai 2011 lors de la 14^e semaine de grève étudiante, a pour objectif de mettre un terme aux tactiques de protestation des étudiants et étudiantes en suspendant les cours pour la période estivale en rendant obligatoire une série de mesures pour dispenser l'enseignement postsecondaire³¹. Cela survient après nombres d'injonctions interlocutoires qui augmentaient considérablement les tensions sur les différents campus postsecondaires ainsi que les échecs d'une série de négociations entre les leaders étudiants et le gouvernement se soldant notamment par la démission de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. De plus, la Ville de Montréal adopte le règlement P-6, qui est largement contesté. Ce règlement P-6 est adopté le 19 mai et

²⁸ Le mouvement anarchiste et autonome sont des mouvements de contestation de l'extrême gauche qui critiquent de manière radicale le capitalisme. Certaines cellules et groupes d'affinité de ces mouvements organisent des actions directes telles que la tactique des contingents Black blocs. Ces derniers regroupent des activistes cagoulés et vêtus de noir qui vont commettre des actions violentes pour créer un certain désordre et un affrontement direct avec les forces de l'ordre. Voir F. DUPUIS-DÉRI. « Black Blocs. Bas les masques », *Mouvement des idées et des luttes*, no. 25, 2003, pp. 74-80.

²⁹ ICI RADIO-CANADA. *Les manifestations tournent à l'émeute au centre-ville de Montréal*, 21 avril 2012, [En ligne] <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2012/04/20/001-conflit-etudiant-vendredi.shtml> (page consultée le 22 janvier 2015)

³⁰ PC. « Foule monstre à Montréal pour le Jour de la Terre », *Le Devoir*, 22 avril 2012, [En ligne], <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/348200/foule-monstre-a-montreal-pour-le-jour-de-la-terre> (page consultée le 22 janvier 2015)

³¹ P. L. 78. *Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent*, 1^{re} sess., 39^e lég., Québec, 2012.

interdit dorénavant toutes « assemblées, défilés ou autres attroupements qui mettent en danger la paix, la sécurité ou l'ordre public »³². Seulement les rassemblements populaires dont les organisateurs ont préalablement annoncé le lieu exact et l'itinéraire seront tolérés, alors qu'il est « interdit à quiconque participe ou est présent à une assemblée, un défilé ou un attroupement sur le domaine public, d'avoir sur lui ou en sa possession, sans excuse raisonnable, un objet contondant qui n'est pas utilisé aux fins auxquelles il est destiné » et « d'avoir le visage couvert ».³³ Les manifestations ne respectant pas les dispositions du règlement P-6 sont catégorisées comme illégales.

Le résultat de ces dispositions légales et réglementaires est de limiter les tactiques de contestation des mouvements sociaux en adoptant un cadre juridico-politique de coercition faisant en sorte que toute transgression des dites dispositions devient systématiquement illégale. Ces mesures semblent afficher une ambition politique de réduire les activités protestataires en criminalisant nombre de tactiques comme les manifestations n'ayant pas donné préalablement leur itinéraire ou les activités d'occupation du domaine public. Ce cadre juridique favorisant la criminalisation de la contestation et le renforcement des pouvoirs policiers a pour conséquence directe de tuer dans l'œuf les mouvements de résistance populaire. Ces prédispositions réglementaires et juridiques ont pour finalité relative « d'interpréter la contestation politique de façon à ramener cette dernière à une entreprise de subversion dont l'objectif final serait la destruction du système politique (criminalisation au sens large) »³⁴. Cela favorise l'instauration d'un droit « discrétionnaire » puisqu'il est maintenant acceptable légalement d'arrêter sans motivation valable des militants et militantes sous seul prétexte que ces derniers représentent une menace à l'ordre public.

[C]e processus en forme de glissement — passage d'un objet ou d'une politique concrète à un enjeu bien plus considérable : la survie de la société et de ses institutions — a pour effet de transformer les inquiétudes particulières de certains secteurs de l'opinion publique en une angoisse sourde et généralisée quant au risque de bouleversement de la société [...] Cette tactique de diversion constitue aussi un mode de discrimination en ce sens qu'elle favorise la création (ou la renforce) d'une catégorie d'exclus

³² R.R. *Règlement municipal sur l'occupation du domaine public*, administration de l'arrondissement de Ville-Marie, V.M.C. O-0.1.

³³ R.R. *Règlement municipal sur l'occupation du domaine public*, administration de l'arrondissement de Ville-Marie, V.M.C. O-0.1.

³⁴ L. EXTERMANN. « La criminalisation de la contestation politique : un échec du libéralisme », [...], p. 204.

politiques [...]comme ennemis du système³⁵.

Ces mesures sont difficiles à accepter dans un contexte démocratique pour nombre de militants et militantes, qui avouent que cette mesure a su bien comprendre les pratiques du mouvement pour étouffer sa contestation³⁶. Pendant l'épisode de contestation nationale entre 2011 et 2012 au Québec, le gouvernement libéral semble avoir tenté cette stratégie politique en discréditant le mouvement étudiant et le mouvement Occupy en qualifiant ces derniers de menace à la survie de l'État lui-même. Par exemple, certains membres du Cabinet ministériel, dont Line Beauchamp, sommaient la CLASSE à condamner tout acte de violence sans quoi l'association étudiante ne serait pas invitée – encore une fois – au processus de négociation. De plus, il est nécessaire de s'interroger si les élites politiques voulaient diviser le mouvement étudiant en soutenant les initiatives de certains contre-mouvements comme celui du Mouvement des étudiants et étudiantes socialement responsables du Québec (MÉSRO) en faveur de la hausse des frais de scolarité ou encore la Fondation 1625, qui est une organisation ayant pour but d'amasser des fonds pour financer le recours aux tribunaux pendant le conflit étudiant afin de briser par une injonction les votes de grève adoptés par les associations étudiantes.

Ces événements élargissent le conflit en spirale si bien que Tilly et Tarrow soutiennent que « les mouvements sociaux engendrent des contre-mouvements; des alliés à telles ou telles parties surgissent puis disparaissent; l'État, d'abord déconcerté par les nouvelles formes du conflit, finit par réagir et quelquefois réprimer »³⁷. Cette évolution est observable pendant le conflit étudiant où les activités de désobéissance civile étaient organisées dans un contexte politique et social difficile et où la répression policière était patente. La crise semble avoir été amplifiée par le comportement du gouvernement libéral, ou du moins c'est ce que soutient la Commission Ménard puisque le conflit aurait pu être évité si le gouvernement avait accepté la médiation en analysant les signes avant-coureurs de la crise³⁸. L'évolution de la crise sociale était donc loin du postulat adopté par Cerveza-Marzal, qui soutient la constitutionnalisation de la désobéissance

³⁵ L. EXTERMANN. « La criminalisation de la contestation politique : un échec du libéralisme », [...], p. 204.

³⁶ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

³⁷ C. TILLY et S. TARROW. *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution*, [...], p. 50.

³⁸ S. MÉNARD. *Rapport de la Commission spéciale d'examen des événements du printemps 2012*, 2014, 449 p.

civile afin de favoriser un progrès démocratique à la fois pratique et théorique³⁹.

2.1.2 Phénomène de contagion et d'externalisation de la politique du conflit : l'émergence du réseau Occupons Montréal après celui d'Occupy Wall Street

Le mouvement Occupy a émergé au Québec et au Canada après que celui-ci ait fait plusieurs émules aux États-Unis avec le développement du mouvement à Wall Street, qui a débuté le 17 septembre après les actions de préoccupation telles que les rencontres préparatoires et le *sit-in* de Bloombergville à New York. Le réseau de Montréal et celui de New York sont géographiquement assez proches et perméables d'un point de vue militant, ce qui facilite le transfert des ressources et du savoir-faire militant. Le répertoire d'actions de ces deux entités est relativement similaire en raison d'un certain mimétisme de la part des réseaux de la nébuleuse Occupy, dont celui de Montréal, qui arriment leurs pratiques, leur discours et leurs revendications à celui d'OWS par l'intermédiaire de plate-forme numérique de convergence et de collaboration⁴⁰. Ce phénomène de contagion du mouvement dans de nouveaux espaces de contestation à l'échelle nationale et internationale manifeste une recherche d'unité de sens en dépit d'une SOP relativement différente pour ces réseaux évoluant dans des contextes nationaux et locaux fort différents. L'externalisation de la politique du conflit dans l'espace de contestation du Québec survient le 15 octobre 2011 à l'occasion de l'appel des occupants et occupantes de la Puerta del Sol à des manifestations transnationales et de nouveaux réseaux de la nébuleuse.

Un *sit-in* se définit comme « un mode d'action impliquant une ou plusieurs personnes dans l'occupation non violente – assise, couchée ou debout – d'un espace pour protester en faveur d'un changement, souvent politique, mais aussi économique et social, jusqu'à ce qu'elles soient délogées, généralement de force, ou que leurs revendications aient été satisfaites »⁴¹. Il est à spécifier que cette définition écarte toute forme de passivité dans ce mode de contestation. Il s'agit d'un exercice très exigeant quant au nombre important de ressources nécessaires, et ce, surtout sous la forme développée par le mouvement Occupy en tant que communauté alternative.

³⁹ M. CERVEZA-MARZAL. *Pourquoi il faut constitutionnaliser la désobéissance civile*, 22 décembre 2011, [En ligne], <http://rue89.nouvelobs.com/2011/12/22/pourquoi-il-faut-constitutionnaliser-la-desobeissance-civile-227534> (page consultée le 21 janvier 2015)

⁴⁰ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 2*, Domicile du participant, Montréal, 6 octobre 2014, Entrevue, (90 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes). Il est à préciser que sur les plates-formes numériques comme Facebook il existe certaines pages de collaboration avec les différents réseaux comme celle d'InterOccupy.

⁴¹ F. VAIREL. « Sit-in », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'O. FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, p. 496.

Selon Vairel, « l'histoire du *sit-in* coïncide avec le succès de sa diffusion. Il devient l'élément central de nombre de protestations politiques dans le monde entier »⁴². Il n'est donc pas surprenant de constater *ad hoc* la large diffusion du répertoire d'actions du mouvement Occypy basé sur l'occupation du domaine public jusqu'à l'éviction forcée par les forces de l'ordre.

Il est important de situer l'évolution de l'action d'occupation du square Victoria en opérant une chronologie et un état des lieux. Le campement d'Occupons Montréal est toléré pendant 42 jours avant d'être démantelé comme l'ensemble des autres lieux d'occupation du mouvement en raison de l'évocation de certains problèmes de sécurité publique. Il y a néanmoins une certaine période de tolérance à l'égard des tactiques d'occupation de ce mouvement pacifique. Les problèmes publics énoncés sont notamment la présence d'itinérants et de toxicomanes venus trouver refuge sur les lieux d'occupation en conformité avec le caractère inclusif du mouvement. Une relation dialogique entre les acteurs est observable à Montréal dans la démarche concertée des élus municipaux et des militants et militantes pour résoudre la dangerosité de certaines structures en bois sur le site d'occupation⁴³. À cet effet, les membres du réseau organisèrent une assemblée où il fut convenu que le groupe s'engageait à démanteler les structures en bois si la Ville de Montréal les autorisait à demeurer au square Victoria pour tout l'hiver⁴⁴. En dehors des motivations pragmatiques d'éradication, le mouvement est dérangeant en raison de sa résonance dans la perspective où le campement devient un symbole situé et réflexif : l'espace d'une critique radicale de la société capitaliste. Après le démantèlement des structures, la Ville de Montréal publie un communiqué de presse dans lequel il est stipulé que le 25 novembre 2011 toutes les installations ou constructions du square Victoria devront être retirées de l'espace public⁴⁵.

L'avis d'éviction repose sur le règlement municipal de l'occupation du domaine public propre à l'arrondissement Ville-Marie. Ce dernier précise que toute « occupation du domaine public est interdite sans une autorisation conforme au présent règlement » à moins que le conseil d'arrondissement autorise par ordonnance « l'occupation du domaine public à des fins d'enseignes publicitaires, à l'occasion d'un événement, d'une fête ou d'une manifestation »⁴⁶. Les

⁴² F. VAIREL. « Sit-in », [...], p. 498.

⁴³ V. LAROUCHE. « Tremblay a la cote auprès des indignés », *La Presse* (Montréal), 17 novembre 2011, p. A5.

⁴⁴ V. LAROUCHE. « Tremblay a la cote auprès des indignés » [...], p. A5.

⁴⁵ V. LAROUCHE « La période de tolérance est terminée », *La Presse* (Montréal), 24 novembre 2011, p. A7.

⁴⁶ *Règlement municipal sur l'occupation du domaine public*, administration de l'arrondissement de Ville-Marie, R.R.V.M.C. 0-0.1.

autorités compétentes se donnent le droit de révoquer en tout temps son ordonnance au moyen d'un avis légal, qui oblige les détenteurs d'une telle autorisation à enlever toute construction ou installation du domaine public dans le délai prescrit. Le règlement municipal sur l'horaire d'ouverture et de fermeture des parcs publics est également évoqué. Les occupants et occupantes prétendent que les rapports policiers à propos de bagarres, des vols et de problèmes sociaux sont instrumentalisés par l'appareil municipal pour prétexter la décision d'éviction⁴⁷. La Ville motive ainsi sa décision par les débordements observés sur le site d'occupation. L'ordre d'éviction survient après que des problèmes similaires soient répertoriés dans d'autres réseaux d'Occupy.

Il est important de préciser qu'une surveillance policière était exercée en permanence dans le campement afin d'assurer la sécurité du site, ce qui renforçait les tensions entre les militants et les forces de l'ordre ou encore entre les militants eux-mêmes⁴⁸. Ces coûts de sécurité sont élevés puisqu'environ 10 000 \$ par jour étaient nécessaires pour assurer une surveillance policière en tout temps⁴⁹. Au cumul, la facture s'élève à 403 135,84 \$ selon le SPVM, alors que les coûts de nettoyage du square Victoria s'élèvent à 25 000 \$. Il est probable que la tolérance affichée par l'administration municipale était dans les faits une stratégie vouée à répondre aux impératifs électoraux dans un contexte politique difficile pour ce parti municipal, Union Montréal, en raison de plusieurs allégations de corruption. Cette décision peut s'avérer être le reflet d'une stratégie partisane afin d'afficher le maire comme une personnalité publique incarnant la concertation, bien que cette dernière ait plus ou moins fonctionné jusqu'à la démission du maire après plusieurs allusions de corruption et de collusion⁵⁰. En définitive, la mairie de Montréal ainsi que le conseil d'arrondissement de Ville-Marie ont été ouvertement critiqués par de nombreux acteurs sociopolitiques comme la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Ligue des droits et libertés, qui dénoncent l'expulsion des occupants⁵¹.

2.2 Identité collective du mouvement Occupy : entre émotion et rationalité

La stratégie d'action fondamentale du mouvement Occupy, l'occupation de l'espace public,

⁴⁷ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

⁴⁸ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁴⁹ P.-A. NORMANDIN. « 10 000 \$ par jour pour surveiller Occupons Montréal », *La Presse* (Montréal), 7 février 2012, p. A 10.

⁵⁰ VILLE DE MONTRÉAL. *Les Indignés peuvent quitter la tête haute*, communiqué de presse du 21 novembre 2012, Montréal.

⁵¹ K. BENESEAIEH. « Les indignés expulsés en douceur », *La Presse* (Montréal), 26 novembre 2011, p. A5.

consacre l'identité collective du mouvement à travers l'ensemble des réseaux de sa nébuleuse. Il subsiste des rapprochements entre les différents réseaux de la mouvance puisque ces derniers partagent un système de valeurs et des principes communs : l'identité collective. L'identité collective est un processus permettant aux individus « de construire un mouvement, de s'y reconnaître et d'en connaître les membres, de le distinguer d'autres entreprises de mouvement social et de construire par là même le groupe qu'il est censé représenter »⁵². L'identité collective consolide les liens militants et les solidarités nécessaires à toute phase de contestation. L'unité du mouvement serait le résultat d'un processus complexe⁵³ faisant de l'identité collective un construit matérialisant les luttes internes et externes du mouvement⁵⁴. Les enjeux internes entourant la constitution du manifeste du réseau d'Occupons Montréal montrent la construction difficile d'un « nous » inclusif et empreint d'unicité à la fois. La formulation du manifeste fut adoptée en assemblée générale faisant en sorte que les décisions prises à ce moment sont souveraines et ne peuvent être ensuite contestées. Or, le fait que l'ensemble des militants et militantes n'aient pas été présents lors de sa rédaction peut consolider certaines luttes internes⁵⁵.

Par ailleurs, Melucci insiste sur les dimensions constitutives d'une identité collective *dans et par* les mouvements sociaux : 1) les buts de l'action en fonction des significations énoncées par les acteurs eux-mêmes, 2) les ressources disponibles pour l'action collective, 3) finalement les rapports internes et externes du mouvement avec l'environnement politique⁵⁶. Selon l'approche théorique de la sociologie politique de l'action collective, les nouveaux mouvements sociaux reposent sur la construction de revendications à fortes dimensions identitaires en raison de leur émergence lors de « contexte systémique » où ces mouvements sociaux « défendent une politique de l'identité en vue de remettre en cause les “codes culturels dominants” d'une société en mutation, où les individus seraient porteurs de valeurs postmatérialistes »⁵⁷. Un mouvement

⁵² M. VOEGTLI. « Identité collective », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, O. FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, pp. 292-293.

⁵³ Cité dans VOEGTLI (2009); A. MELUCCI. « Qu'y a-t-il de nouveau dans les “nouveaux mouvements sociaux” », dans A. SALES et L. MAHEU (dir.), *La Recomposition du politique*, Paris, PUM/L'Harmattan, 1991, p. 136.

⁵⁴ Cité dans VOEGTLI (2009); F. POLLETTA et J. M. JASPER. « Collective Identity and Social Movements », *Annual Review of Sociology*, no. 27, 2001, pp. 283-305.

⁵⁵ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes). Par ailleurs, plus de détails et d'explications sur la rédaction du manifeste seront présentés dans la prochaine section de ce chapitre.

⁵⁶ A. MELUCCI. « Qu'y a-t-il de nouveau dans les “nouveaux mouvements sociaux” », [...], p. 143.

⁵⁷ M. VOEGTLI. « Identité collective », [...], p. 293.

social construit son identité collective en opposition au modèle dominant, soit un contre-modèle ou la production d'une alternative à l'image du projet sociétal soutenu par la nébuleuse altermondialiste et le mouvement Occupy en insistant sur l'importance de la participation citoyenne en dehors de l'arène électorale. C'est ce processus de co-construction qu'opère le mouvement Occupy, dont les germes identitaires reposent sur une émotion ardente de résistance : l'indignation face à l'injustice pour rompre la servitude volontaire si chère à la Boétie.

Partant du fait que les « identités collectives fonctionnent comme des incitations sélectives motivant la participation », la mobilisation repose sur le rôle joué par les émotions, qui ne tendent pas nécessairement à compromettre l'aspect rationnel intégré aux principes de résistance⁵⁸. Dans un contexte de récession sociale et d'austérité, la perception d'un problème public comme étant une injustice (les scandales de corruption, les inégalités socioéconomiques) est fondamental à tout processus de mobilisation reposant sur l'indignation d'une certaine frange de la société civile. En ce sens, « [l]'émotion est un objet sociologique en ce qu'elle constitue un outil de communication, de mise en relation avec autrui qui accompagne un processus de mobilisation par des dispositifs de sensibilisation »⁵⁹. Outrepassant le caractère irrationnel de l'émotion comme moteur de mobilisation, la littérature écarte dorénavant la dimension pathologique de la désobéissance civile, postulat ayant été longtemps dominant⁶⁰. De plus, « la redécouverte des émotions à la fin du siècle dernier est l'expression de l'insatisfaction qu'a fini par produire un modèle exagérément instrumental de l'action collective », cela témoigne « une volonté de réincarner l'étude des mouvements sociaux, notamment sur le plan narratif, mais aussi de réhabiliter le plaisir de l'engagement, négligé depuis Olson par l'insistance sur son coût »⁶¹.

Goodwin et Jasper critiquent la théorie du processus politique puisque cette dernière serait tautologique, alors que celle du cadrage des mouvements sociaux serait trop restrictive en focalisant sur la dimension cognitive et discursive au détriment de la dimension affective et du

⁵⁸ D. FRIEDMAN et D. MCADAM. « Collective Identity and Activism: Networks, Choices, and the Life of a Social Movement », dans A. D. MORRIS et C. MCCLURG MUELLER (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1992, p. 157.

⁵⁹ I. SOMMIER. « Émotions », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'O. FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, p. 202.

⁶⁰ I. SOMMIER. « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux », dans É. AGRIKOLIANSKY et al., *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, 2010, p. 188.

⁶¹ I. SOMMIER. « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux », [...], p. 191.

corpus stratégique de l'action collective⁶². Cette critique des modèles théoriques dominants soutient que ces derniers interprètent de « façon strictement instrumentale les émotions », qui sont pourtant la base des dénominateurs communs de tout mouvement social : les individus qui le composent en ayant leur psychologie propre et leurs motivations intrinsèques à se mobiliser pour un groupe social donné⁶³. Subséquemment, Aminzade et McAdam tentent d'intégrer l'approche affectuelle au corpus du processus politique, qui deviendrait ainsi une métathéorie des mouvements sociaux en réintégrant la notion de perception de la menace comme condition d'émergence d'un mouvement social au même titre que les structures des opportunités politiques⁶⁴. Dans le cadre de ce mémoire, cette déclinaison est adoptée comme prémisse théorique pouvant expliquer le processus de mobilisation et de démobilisation d'Occupy, dont l'indignation est l'émotion motrice et identitaire telle que définie par Hessel dans son essai devenu l'incarnation de « l'esprit de résistance ».

2.2.1 Le manifeste des 99% : les revendications

Les demandes de ce mouvement de contestation sont imbriquées dans un amalgame de revendications éclatées, qui sont regroupées dans une déclaration propre à chaque réseau. En d'autres termes, la nébuleuse du mouvement Occupy est constituée d'une pléiade de réseaux autonomes établis dans une métropole donnée en organisant des assemblées générales, qui constituent leur base identitaire et organisationnelle. Pour le cas d'étude présent, soit Occupons Montréal, les manifestants montrent leur indignation au travers du mouvement parce que « les mécanismes et les principes économiques actuels portent atteinte à la dignité des personnes et causent des injustices grandissantes, □ la recherche aveugle du profit dégrade l'environnement à une vitesse qui menace la vie, □ la liberté de pensée et la vie démocratique des 99 % du Peuple sont menacées par l'emprise du 1 % »⁶⁵. Ce préambule illustre le processus d'indignation au cœur de l'engagement menant à la mobilisation d'individus se regroupant pour contester les effets de la surconsommation sur l'environnement ainsi que l'effritement des acquis démocratiques.

Les militants et militantes sont invités à participer à un changement social en vue d'améliorer le

⁶² J. GOODWIN et J. M. JASPER. « Caught in a Winding, Snarling Vine: The Structural Bias of Political Process Theory, *Sociological Forum* », vol. 14, no. 1, 1999, pp. 27-54.

⁶³ I. SOMMIER. « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux », [...], p. 194.

⁶⁴ R. R. AMINZADE et D. MCADAM. « Emotions and Contentious Politics » dans R. R. AMINZADE *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, pp. 14-50.

⁶⁵ Manifeste du réseau d'Occupons Montréal. Voir en annexe.

bien commun, qui s'articule autour d'enjeux tels que l'environnement, le savoir, la justice et la transparence. Le manifeste du réseau invite tous les militants et militantes à un processus d'autonomisation afin de devenir eux-mêmes des acteurs de changement. Selon un militant, la seule revendication du mouvement serait celle d'un changement global dont l'esprit est cristallisé dans le manifeste, qui est une déclaration de valeurs⁶⁶. Ce manifeste a été adopté par consensus à la suite d'une assemblée générale fastidieuse. Il s'agit d'un document vivant où tous les militants et militantes étaient invités à modifier ledit manifeste. Nonobstant cette ambition, le problème était que sa rédaction s'est faite lors d'une assemblée générale dont les décisions sont souveraines. Le manifeste n'aurait donc pas été modifié subséquemment, bien que ce militant soutient qu'aujourd'hui il serait enclin à changer son contenu en vertu de l'évolution de l'environnement politique. Un autre militant ajoute que la rédaction du manifeste a suscité une certaine controverse puisque le comité philosophique du mouvement soutenait que c'était essentiellement une déclaration de valeurs et non l'énonciation de revendications sectorielles, ce qui irait *a contrario* avec l'identité collective du mouvement Occupy⁶⁷.

Un autre militant contredit le précédent en spécifiant qu'il ne s'agissait pas d'un exercice consensuel puisque sa rédaction a créé quelques « remous » en raison du mode de prise de décision préconisé par l'assemblée générale. Il ajoute que les assemblées générales ne sont pas homogènes d'une journée à l'autre, ce qui a fait en sorte que la prééminence d'un certain groupe lors de cette assemblée a pu teinté quelque peu l'orientation des valeurs véhiculées par le manifeste ou encore que certaines personnes très impliquées dans le réseau de Montréal étaient absentes cette journée – surtout celles impliquées dans le comité de logistique – occasionnant certaines frustrations et déceptions⁶⁸. Le militant explique davantage la polémique entourant la rédaction du manifeste dans la perspective où certains individus ont vivement réagi sur les plateformes numériques du réseau, dont Facebook, en montrant leur mécontentement et leur crainte quant à une interprétation du mouvement seulement par rapport à son énoncé de valeurs communes. Une rencontre a été organisée pour finalement stipuler que le cas échéant l'assemblée générale pourrait revenir sur sa décision et ainsi modifier le document vivant tout en spécifiant que les médias ne pourraient pas reprendre le manifeste comme l'étendard de l'identité collective

⁶⁶ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 5*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 26 octobre 2014, Entrevue, (45 minutes).

⁶⁷ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁶⁸ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

du mouvement⁶⁹. Le mouvement réitère ainsi le fait qu'il s'agit d'un mouvement sans leader et sans porte-parole, quel qu'il soit, pour ne pas se faire instrumentaliser par un quelconque acteur. Le discours du mouvement est ainsi très large et vague afin que ce dernier ne puisse pas être instrumentalisé par les médias, les institutions, les policiers et les partis politiques.

Selon un autre militant ayant participé à plusieurs réseaux de la nébuleuse Occupy, le manifeste renvoie à des valeurs devant être promulguées et vécues à la fois de telle sorte que le mouvement ne voulait pas imposer de « dogme » ou faire de la « propagande » avec l'identification de ces valeurs communes⁷⁰. D'ailleurs, cette forme de militantisme est très exigeante puisque les militants et militantes doivent s'adapter à une nouvelle organisation sociale et politique centrée sur la démocratie directe et la vie associative tout en changeant graduellement l'ensemble de leur vie en basant toute leur démarche personnelle sur cette série de valeurs. Cette ambition de modifier la réalité d'abord par l'implication personnelle des militants et militantes est présente dans le manifeste du réseau : « En adoptant ces comportements, nous souhaitons contribuer aux changements qui amèneront une société plus juste [...] Car chaque geste compte! »⁷¹.

Le mouvement Occupy et plus particulièrement le réseau de Montréal souhaite sensibiliser la société civile à un changement global en insistant sur l'importance d'instaurer un processus de responsabilisation citoyenne, qui permettrait de mettre en œuvre ledit changement par la voie d'une prise de conscience nécessaire. Dans cette perspective, l'apport du mouvement Occupy est son ambition sociale, militante et politique d'incarner sémiotiquement une « insurrection des consciences », un « ballon d'oxygène » pour la démocratie ou encore une « communauté de résistance » contre les inégalités sociales, qui mettent en péril le bien commun⁷². Le mouvement ne s'oppose pas nécessairement à la mondialisation et au néolibéralisme, mais il critique ouvertement une trop grande concentration de la richesse ainsi que les impacts de la croissance économique sur l'environnement. Selon Dufour, le cycle de mobilisation de 2011-2012 au Québec avec le mouvement Occupy et le printemps érable coïnciderait avec une certaine rupture au « cycle historique de protestation contre la mondialisation » avec la « disparition progressive des échelles mondiale et régionale (en Europe et dans les Amériques) au profit d'un retour des

⁶⁹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

⁷⁰ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

⁷¹ Manifeste du réseau Occupons Montréal.

⁷² N. KLEIN et al. *#INDIGNÉS ! D'Athènes à Wall Street, échos d'une insurrection des consciences*, Éditions la Découverte, « Hors collection Zone », 2012, 200 p.

lutton sociales sur le plan national, voire local, et de l'émergence concomitante des thèmes des inégalités sociales et de la dette, en réponse à la crise économique »⁷³.

À la lumière des entrevues, il ne semble pas subsister de véritable consensus quant à la définition de ces revendications pour ce qui est du réseau de Montréal. Ainsi, un militant évoque le fait qu'il ne peut pas clairement identifier les revendications et les enjeux soulevés par le mouvement hormis ceux internes au mouvement⁷⁴. L'enjeu majeur du mouvement était pragmatique dans le sens où ce dernier tentait de définir les moyens à utiliser pour rendre effective la revendication transversale du mouvement Occupy, qui était de transformer la réalité pour la rendre plus juste et égalitaire en allant dans les « communautés et dans les quartiers » en conformité avec « l'appel de Chomsky »⁷⁵. Toujours selon ce même militant, l'activité majeure du réseau pendant la phase post-occupation était de reprendre le même principe et de faire des occupations de plus petite envergure en organisant des *sit-in* dans des quartiers en adoptant une attitude carnavalesque pour sensibiliser les citoyens sur les différents enjeux sociopolitiques par des projections de films, de documentaires ainsi que l'action collective de cuisine communautaire⁷⁶. L'objectif de ces actions était de constituer un certain espace pour développer des projets et discuter des enjeux dans un espace propice à l'interaction entre les différents membres du tissu social. Il y aurait eu environ sept activités de la sorte⁷⁷. Il ajoute que certains militants du réseau ont introduit plusieurs solidarités avec les mouvements autochtones de telle sorte que, lors de ces actions collectives, les enjeux autochtones étaient mis en exergue au travers du mouvement Idle no More⁷⁸.

Le nom du mouvement et son identité collective propre ont été l'objet d'une certaine controverse après l'éviction des militants et militantes du square Victoria. En effet, n'ayant plus de lieu symbolique de rassemblement, les assemblées générales devenaient de plus en plus illégitimes, alors que leur taux de participation était relativement faible avec seulement une cinquantaine de personnes⁷⁹. De manière générale, l'expérience de démocratie directe était lourde et complexe

⁷³ P. DUFOUR. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, [...], p. 20.

⁷⁴ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

⁷⁵ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes) ; N. CHOMSKY. *Occupy : Occupied Media Pamphlet Series*, Zuccotti Park Press, New York, 2012, 127 p.

⁷⁶ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

⁷⁷ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

⁷⁸ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

⁷⁹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

pour l'ensemble des militants et militantes considérant les ressources nécessaires pour l'organisation de ces assemblées⁸⁰. Les entrevues montrent un certain refus de toute catégorisation sémiotique ou discursive (passant nécessairement par l'identification des revendications), alors que le manifeste est généralement bien reçu par les militants et militantes puisqu'il insiste sur la capacité de chacun de rendre intelligible et réel le changement social. La seule revendication du mouvement pour un militant interrogé est justement de « commencer à faire, à décider pour nous-mêmes et ça c'était vraiment, vraiment difficile à comprendre pour la majorité de la société... »⁸¹. Le changement se fait d'abord à l'échelle individuelle et les gains militants sont avant tout personnels considérant l'application d'une « nouvelle vie » en vertu d'une nouvelle capacité d'autonomisation⁸². Le mouvement ne revendique pas d'intérêts sectoriels ou même une ambition de changement à l'échelle planétaire puisque ce dernier ne désire pas « changer le monde », il ne veut pas « prendre le pouvoir »⁸³. Le mouvement a pour seule locomotive la volonté des militants de changer eux-mêmes leur propre vie en apprenant qu'ils ne sont pas « seul »⁸⁴.

L'impact du mouvement aura donc été de modifier les rapports de force et surtout de changer le « dialogue dans la société » et même au sein des médias corporatifs qui utilisent dorénavant les concepts de 1% et de 99% mis en exergue par le mouvement Occupy⁸⁵. De nombreux militants et militantes interrogés ont énoncé l'importance du printemps érable comme nouvel angle d'approche des revendications du mouvement Occupons Montréal au travers des enjeux et des revendications du mouvement étudiant. L'un des exemples de similarités de valeurs entre les deux mouvements est celui de s'opposer à la marchandisation du savoir, qui favorise les prérogatives du néolibéralisme et, subséquemment, favoriserait l'accroissement des inégalités sociales selon le discours de ces mouvements. Le cycle de mobilisation propre au printemps érable est marqué par la participation active de militants et militantes d'Occupons Montréal.

Occupy refuse de « se définir selon ses revendications, ce qui complique sur le plan politique la

⁸⁰ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁸¹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

⁸² E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

⁸³ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

⁸⁴ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

⁸⁵ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 5*, [...], (45 minutes).

diffusion de l'essence de sa contestation en dehors des cadres institutionnels »⁸⁶. Le mouvement avait pour socle des revendications plutôt locales témoignant de l'absence de consensus entre les différents réseaux et même entre les militants et militantes eux-mêmes quant à l'identification de ces dernières. Le mouvement avait pour essence de redonner une dignité au citoyen dans la mesure où l'organisation collective du campement permet à celui-ci de se réapproprier son propre pouvoir délesté au profit d'une structure politico-économique *injuste*. Le manifeste des 99% dénonce la corruption, les oligarchies financières, les inégalités sociales, la rigidité des cadres institutionnels traditionnels et un certain mépris des principes de démocratie tout en contestant « la marchandisation de l'humain, la spéculation ou encore la crise de l'État-providence »⁸⁷. Partant d'un phénomène de contagion depuis les résistances du printemps arabe et d'une externalisation de la politique du conflit avec les conséquences de la crise économique sur le tissu social aux États-Unis, le mouvement Occupy base son discours sur cette effervescence de révolution et de printemps des peuples. Les différents réseaux de la nébuleuse empruntent le même répertoire d'actions collectives en opérant des *sit-in* et « la stylistique de l'émeute populaire, conférant au mouvement une force de démultiplication »⁸⁸. La définition du répertoire d'actions et plus précisément l'articulation des pratiques du réseau de Montréal sont l'objet du prochain chapitre afin de déterminer le savoir-faire et le savoir-être militant du mouvement.

⁸⁶ L. CHALAZIN-DOVRAT et S. BULLE. « Prendre place au-delà de la répartition des places », *Multitudes*, vol. 3, no. 50, 2012, p. 130.

⁸⁷ L. CHALAZIN-DOVRAT et S. BULLE. « Prendre place au-delà de la répartition des places », [...], p. 130.

⁸⁸ L. CHALAZIN-DOVRAT et S. BULLE. « Prendre place au-delà de la répartition des places », [...], p. 130.

Chapitre III : Le répertoire d'actions du réseau

Introduction

Le mouvement Occupy comme la plupart des nouveaux mouvements sociaux préconise un répertoire d'actions collectives assez large et ayant pour caractéristique une ouverture à la diversité des tactiques lors de leur campagne de désobéissance civile. Considérant l'identité collective du mouvement telle qu'expliquée dans le chapitre précédent, l'occupation de l'espace public (*sit-in*) représente l'action fondamentale du mouvement et même son essence. Cette action directe ne pourrait se faire sans la détermination stratégique d'un espace chargé symboliquement à l'instar des quartiers financiers pour ce qui est de la nébuleuse Occupy. Ce chapitre tente de répondre au premier objectif de la question spécifique de recherche, qui est de déterminer le répertoire d'actions collectives du mouvement dans une visée empirique. Les différentes expressions d'actions collectives et directes seront abordées et approfondies en insistant sur la logique de l'occupation de l'espace ainsi que les nouvelles perspectives de militantisme via Internet par l'intégration du cyberactivisme comme mode de contestation politique.

Le contexte spatial est directement impliqué « non seulement dans la détermination de l'action elle-même, de ses modes et de son issue, mais aussi dans la stimulation et le maintien de l'engagement individuel »¹. L'espace doit être analysé au travers de « la morphologie et de la topographie des lieux (leur distribution géographique, leur densité, leur architecture) : celles-ci sont déterminées par, et déterminent en retour, les expériences et les activités, tout comme les représentations sociales »². Autrement dit, « l'espace géographique représente à la fois le cadre, le moyen et l'enjeu des mobilisations collectives »³ puisque l'espace renvoie à un certain encadrement des rapports sociaux en étant une matrice structurelle. Le choix des lieux d'occupation par la nébuleuse Occupy est d'autant plus significatif en vertu d'un effort de rupture avec la verticalité des quartiers financiers des métropoles occidentales. Le mouvement Occupy en occupant des lieux symboliquement résonnants près des plus puissantes institutions financières à l'échelle internationale tente de démocratiser ceux-ci en rompant ainsi une certaine aseptisation et privatisation de l'espace public en lui redonnant un sens de partage et de collectivité par le biais

¹ C. HMED. « Espace géographique et mouvements sociaux », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'O. FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, p. 220.

² C. HMED. « Espace géographique et mouvements sociaux », [...], p. 221.

³ C. HMED. « Espace géographique et mouvements sociaux », [...], p. 221.

d'un campement fonctionnel et inclusif. Cette stratégie d'occupation renvoie au caractère horizontal du mouvement si bien que par ses actions directes de désobéissance civile le mouvement Occupy montre cette opposition entre verticalité et horizontalité en réclamant plus de démocratie de la base vers le haut⁴. Selon McAdam, ces formes de représentations spatiales et d'usages sociaux de l'espace sur lesquels s'appuient les entrepreneurs de mobilisation sont particulièrement observables pour ce qui est des mouvements les moins institutionnalisés⁵.

Considérant cette rhétorique de la contestation et de la construction d'un mouvement social, Hmed spécifie que « l'espace fonctionne alors comme un *moyen* privilégié de lutte »⁶ surtout dans la perspective où il s'agit de mouvements pauvres en ressources organisationnelles et fonctionnant en réseaux. En l'occurrence, cette structuration militante de l'espace permet aux groupes démunis ou précaires d'intégrer « une ressource non négligeable pour l'action »⁷. Selon Martin et Miller, les processus spatiaux sont « inséparables » des processus sociaux tout en étant constitutifs de ces derniers⁸. Puisque les groupes contestataires ne sont pas sociologiquement homogènes, le fait d'occuper l'espace public pour les nouveaux mouvements sociaux leur permet d'acquérir une unicité de sens et leur permet aussi de lui réattribuer une vocation démocratique à l'espace, qui devient alors citoyen en manifestant une volonté d'inclusion et de diversité⁹.

3.1 Assemblées générales et principes de démocratie directe

Tous les mouvements sociaux disposent de leurs propres moyens d'action pour porter leur contestation. En l'occurrence, il s'agit du répertoire d'actions collectives et directes, qui a pour finalité de conduire un projet social et politique tout en permettant de briser l'atomisation sociale de nos sociétés actuelles. Les militants et militantes d'un mouvement se mobilisent, se reconnaissent et partagent une interprétation du monde de telle sorte que cela peut être porteur d'un changement social en raison du fait que ces derniers réalisent qu'ils et elles ne sont pas seuls à penser de cette manière¹⁰. Le fait de devenir un groupe social organisé et de fixer des pratiques communes permet aux mouvements sociaux d'accroître leur pouvoir politique par la force du

⁴ D. LAMOUREUX. *Irruptions citoyennes – Indigné(e)s, Occupy, printemps érable: les nouveaux contours de la mobilisation sociale*, 6 février 2014, Université Laval, Québec, 120 minutes.

⁵ D. MCADAM, S. TARROW et C. TILLY, *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press, 2001, pp. 7-8.

⁶ C. HMED. « Espace géographique et mouvements sociaux », [...], p. 221.

⁷ C. HMED. « Espace géographique et mouvements sociaux », [...], p. 221.

⁸ D. MARTIN et B. MILLER, « Space and Contentious Politics », *Mobilization*, vol. 8, no. 2, 2003, pp. 143-156.

⁹ D. LAMOUREUX. *Irruptions citoyennes – Indigné(e)s, Occupy, printemps érable*. [...], 120 minutes.

¹⁰ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

nombre. Le mouvement Occupy se démarque par son inclinaison à intégrer les principes de la démocratie directe par le biais de structures organisationnelles comme celle des assemblées générales dans son répertoire d'actions. Cette pratique permet aux militants et militantes de la nébuleuse d'avoir un impact direct sur le processus décisionnel du mouvement et ainsi d'exprimer leurs valeurs et leurs affiliations politiques. Cela leur permet également de favoriser leur propre processus d'autonomisation en acquérant une certaine expérience de gouvernance quant à la gestion du campement. Par ailleurs, ce mode de fonctionnement organisationnel permet au mouvement de montrer que d'autres sortes de régimes que celui de la démocratie libérale représentative sont viables pour assurer la gouvernance d'une collectivité. Le déroulement des assemblées délibérantes est intéressant à analyser afin de comprendre les dynamiques de pouvoir au sein du mouvement ainsi que les interactions entre les militants et militantes d'un même réseau en vertu de l'organisation structurelle d'un groupe social donné. Le réseau est organisé de manière horizontale à l'image des nouveaux mouvements sociaux afin de favoriser un maximum de latitude aux membres du réseau et ainsi constituer un espace de convergence des luttes militantes. Il importe de décortiquer les comités de travail du mouvement et leur fonction afin de comprendre la structure organisationnelle du mouvement, les axes de contestation et les moyens d'action.

3.1.1 Le processus décisionnel

La participation est relativement fluctuante aux assemblées générales du réseau de Montréal. Le réseau de la métropole québécoise est extrêmement éclaté en intégrant une grande diversité de militants et militantes ayant quelques expériences d'activisme dans certains groupes définis ou en étant à leurs premiers pas dans une perspective biographique de l'engagement militant¹¹. Pour ce qui est de la présence aux assemblées générales, les membres du comité logistique du campement, par exemple, n'avaient pas le temps de participer aux assemblées générales, qui étaient longues et complexes puisque les besoins organisationnels de l'occupation en tant que telle étaient importants¹². En dépit de cette fluctuation de la participation, les assemblées générales représentent la locomotive et le cœur de l'organisation structurelle du mouvement. Le

¹¹ Le réseau de Montréal intègre des militants et militantes du mouvement libertarien LaRouche, des patriotes de milices séparatistes, des syndicalistes, des anarchistes etc. Par ailleurs, la présence d'activistes de la Milice patriotique du Québec et ceux du mouvement LaRouche génèrent de vives tensions au sein du campement entre les occupants à savoir si Occupons Montréal devait accepter leur visibilité ou non sur le site d'occupation du square Victoria. E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

¹² E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

fonctionnement des assemblées générales se déroulait sans président (seulement avec des animateurs volontaires et en rotation), alors que cette dernière ne représente qu'elle-même.

Les individus sont libres, pendant le déroulement des assemblées générales, de montrer leur désaccord avec les décisions de cette dernière lorsque celles-ci ne concordent pas avec leurs valeurs¹³. Selon une militante du réseau de Montréal, l'application du principe d'un certain *veto personnel* n'était pas toujours nécessairement utilisée à bon escient dans la perspective où le fait de bloquer une décision devait précédemment être accompagné d'une réflexion quant à la possibilité en tant que militant et militante de faire partie intégrante du consensus. Certes, il n'y avait pas vraiment de discussion de coulisse et n'importe qui pouvait se présenter aux assemblées générales de telle sorte que sociologiquement elles étaient très éclatées d'une journée à l'autre pour ce qui est des forces en présence¹⁴. Tous les sujets pouvaient également être traités à condition que la proposition soit recevable en fonction des procédures décisionnelles¹⁵.

Le mode de prise de décision est celui du consensus la majorité du temps comme à OWS ou à majorité très forte par vote à main levée pour ce qui est des enjeux exigeant certains débats et montrant une certaine dissidence au sein du mouvement (pour les revendications du réseau entre autres)¹⁶. Il n'y avait aucune application du code Morin quant à l'articulation des codes de procédures délibérantes¹⁷. Les procédures décisionnelles ont été créées et appliquées par le comité de facilitation, mais il n'y avait aucun ordre du jour outre une présentation des rapports des différents comités¹⁸. Néanmoins, pour qu'une proposition soit adoptée en assemblée générale, elle devait être préalablement écrite pour maximiser le temps de plénière tout en étant acceptée par un minimum de cinq personnes (par voie de signature) lors de l'assemblée générale où celle-ci était soumise¹⁹. Le but de cette démarche était de favoriser le consensus et également d'approfondir les propositions soumises en assemblée générale dans un souci d'efficacité et d'efficacé. Cette pratique rend moins complexe la structure elle-même des assemblées générales ainsi que le déroulement de celles-ci pour ainsi ne pas décourager les participants et participantes avec la lourdeur des rencontres de plénière tout en écartant des propositions loufoques dans une

¹³ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

¹⁴ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

¹⁵ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

¹⁶ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

¹⁷ V. MORIN. *Code Morin, Procédures des assemblées délibérantes*, Éditions Beauchemin, Laval, 1994, 156 p.

¹⁸ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

¹⁹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

approche plutôt pédagogique²⁰. De plus, la priorité de parole allait à ceux qui ne l'avaient pas encore eu selon les prérogatives du comité de facilitation des assemblées générales²¹. Il n'y avait aucune forme de discrimination positive pour l'attribution du droit de parole notamment²².

À la lumière des entrevues, il n'y a aucune application concrète et pragmatique des décisions prises lors des assemblées générales puisque tous les militants et militantes sont libres de les respecter ou non²³. Qui plus est, n'importe qui peut démarrer un projet ou un comité de travail sans nécessairement être contraint de valider ses démarches auprès de l'assemblée générale. Par exemple, un militant a décidé lui-même de démarrer un groupe de travail sur les médias lors de la deuxième rencontre préparatoire à l'agora de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) où alors une dizaine de personnes ont commencé à promouvoir l'occupation pour le 15 octobre 2011²⁴. Néanmoins, il subsiste des problèmes importants quant à l'articulation et la légitimité même du processus décisionnel par consensus. Un militant admet que, bien qu'il s'agisse d'un concept intéressant de démocratie directe, il demeure que les assemblées générales ne peuvent permettre l'orientation d'une décision dans une approche absolument consensuelle²⁵. Pendant les assemblées générales, la pratique du microphone humain²⁶ empruntée à OWS –tout comme le mode consensuel du processus décisionnel– permettait l'instauration d'une certaine synergie entre les militants et militantes tout en favorisant l'intégration de ceux-ci en raison du fait que les assemblées du réseau étaient bilingues²⁷. Lorsque les assemblées générales se sont rapetissées, la pratique a été abandonnée en dépit du fait qu'elle incarne l'identité collective du mouvement²⁸.

L'une des décisions fondamentales du mouvement – qui fixe d'ailleurs son identité collective – est le fait qu'il fut décidé collectivement de renommer le square Victoria la « Place du peuple » à

²⁰ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

²¹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

²² E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

²³ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes). ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes). ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

²⁴ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

²⁵ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

²⁶ Le principe du microphone humain est de délivrer un message politique lors d'une assemblée générale rassemblant plusieurs centaines d'individus. La personne donnant son discours demande aux individus près d'elle de répéter ces propos pour amplifier la voix de l'orateur et ainsi de suite pour que le discours puisse être entendu par l'ensemble des participants. Pour ce faire, l'orateur doit organiser son discours par des phrases succinctes afin que le message puisse être relayé. Si le message ne peut être entendu par tous les participants, les organisateurs demandent des répétitions supplémentaires si bien qu'il peut y avoir plusieurs vagues de répétitions.

²⁷ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

²⁸ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

l'image d'une sémiotique étroitement reliée aux résistances du printemps arabe ainsi que celle de la résonnance du Printemps des peuples²⁹. Un comité de facilitation fut créé pour la gestion organisationnelle des assemblées générales. Des militants et militantes ayant participé au *sit-in* à New York font partie de ce comité, ce qui explique en grande partie un arrimage des pratiques et du savoir-faire militant entre ces deux réseaux de la nébuleuse Occupy³⁰. Un enjeu de tension au sein du réseau était le fait que certains militants et militantes tentaient d'utiliser l'assemblée générale comme levier pour émettre certaines revendications au mouvement, alors que d'autres souhaitaient garder le caractère non-partisan en n'acceptant pas l'identification d'aucune revendication, quelle qu'elle soit³¹. À toutes les assemblées générales, il y avait un militant ou une militante qui insistait pour que le réseau définisse ses revendications et un débat sur la question s'en suivait inexorablement à propos des valeurs du mouvement et de l'absence de revendications concrètes et sectorielles *a contrario* des groupes de pression.

Le but des assemblées générales au-delà des préceptes de la démocratie directe est de développer une dynamique de groupe inclusive où tous les militants et militantes sont conviés à participer activement à cet exercice pour faire part de leurs propositions³². La période de délibération survenant après la présentation des exécutants et exécutantes des comités est l'occasion d'une période de plénière reposant sur un unique point celui du « varia » où les personnes voulant intervenir devaient donner leur nom au comité de facilitation pour obtenir leur droit de parole. Lors de la phase de préparation du *sit-in*, il y eut environ de trois à cinq rencontres préparatoires où avait lieu une assemblée générale, alors que ces dernières devinrent hebdomadaires juste avant l'occupation afin de planifier et coordonner cette action directe de contestation. Pendant le *sit-in*, les assemblées étaient quotidiennes et ensuite hebdomadaires après l'expulsion des militants et militantes du square Victoria. La plus importante assemblée générale en terme de nombre fut

²⁹ Le Printemps des peuples énonce une série de résistances nationales pavant la voie à des révolutions libérales en Europe en 1848 après le Congrès de Vienne, qui restaure la monarchie dans les territoires conquis par Napoléon Bonaparte. Ce recours symbolique au Printemps des peuples témoigne des stratégies discursives du militantisme ancré à gauche sur le continuum des attitudes politiques en galvanisant l'idée de révolte et de résistance contre l'oppression. Il y a également un recours symbolique à la Commune de Paris, qui est une période insurrectionnelle contre l'autorité légitime de l'Assemblée nationale en France où les révolutionnaires anarchistes de 1871 souhaitaient un mode de gouvernance axé sur l'autogestion. E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 2*, Domicile du participant, Montréal, 6 octobre 2014, Entrevue, (90 minutes).

³⁰ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

³¹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

³² E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

celle du 15 octobre 2011 où près de 3000 personnes se sont entassées au square Victoria pour démarrer la phase d'occupation du mouvement. Ensuite, l'assistance aux assemblées était relativement variable oscillant entre 50 et 200 personnes. Lorsque la Ville de Montréal ordonna l'éviction des militants et militantes du domaine public, ces derniers ont, dans un premier temps, organisé une assemblée générale au square Victoria où entre 100 et 200 personnes se sont rassemblées le 26 novembre 2011. Dans un deuxième temps, les membres du réseau de Montréal ont organisé hebdomadairement plusieurs assemblées délibérantes (*spoken councils*) à l'entrepôt de la fonderie Darling où le taux de participation dégringola de plus en plus jusqu'au moment où une dizaine seulement de militants et militantes participait aux rencontres.

Les résultats de cet exercice sont le fait que les assemblées générales permettent de mettre en œuvre une synergie et un travail d'équipe efficace permettant l'approfondissement de la réflexion commune sur des enjeux à la fois spécifiques et transversaux. Selon une militante, les assemblées du mouvement Occupy ne sont pas seulement le mode de décision, mais bien un aspect constituant du mouvement lui-même : ce processus permet de développer « une conscience des limites du groupe et [une] recherche pour arriver à les dépasser »³³. Ces dernières permettent la résolution des problèmes tout en étant un laboratoire vivant pour tester de nouvelles manières de prendre des décisions et de s'organiser. En ce sens, plusieurs projets démarraient dans les assemblées générales, bien que beaucoup de choses également démarrent en dehors de ce cadre décisionnel³⁴. L'impact serait qu'elles représentent le « point central » du mouvement Occupy dans la mesure où elles permettaient l'articulation de la contestation du mouvement, bien que certains militants et militantes y voient un certain frein à l'action³⁵. En fin de compte, il subsiste un certain problème de structure et de légitimité des assemblées générales en elles-mêmes, ce qui génère des conséquences sur l'unité du mouvement et la coordination du campement.

3.1.2 La division du travail en comités

Après l'organe des assemblées générales (qui est indépendant des comités), le mouvement repose sur l'efficacité et l'efficience de sa division du travail en comités pour assurer la gestion structurelle des ressources organisationnelles de chaque réseau de cette nébuleuse. À partir des entrevues, il fut possible d'identifier près de 14 comités distincts sur le site d'occupation. Ces

³³ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

³⁴ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

³⁵ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

derniers sont : 1) le comité logistique, 2) le comité finance, 3) le comité de facilitation et de préparation des assemblées générales, 4) le comité philosophique³⁶, 5) le comité cuisine, 6) le comité famille, 7) le comité chargé des communications, 8) le comité de sécurité assurant la cohésion et l'ordre sur le site d'occupation, 9) le comité gestion des toilettes et des ordures, 10) le comité d'économie politique³⁷, 11) le comité W.A.T hub³⁸, 12) le comité massage, 13) le comité librairie et 14) le comité d'urbanisme chargé de la gestion des tentes. Il est à spécifier qu'il était relativement difficile pour les militants et militantes de se souvenir de l'ensemble des comités présents sur le site d'occupation. Par conséquent, la liste présentée auparavant ne doit pas être considérée comme exhaustive et absolue. L'élément central du mouvement Occupy est peut-être le service de cuisine pour l'ensemble des occupants du « square » ainsi que les sympathisants de ce dernier³⁹. À Montréal, ce comité était le plus important et le plus exigeant puisqu'il s'engageait à fournir trois fois par jour plus de 200 repas pour les occupants et les individus extérieurs au mouvement comme des travailleurs venant bénéficier de la générosité du réseau⁴⁰. De plus, la cuisine ne marchait pas avec un système de coupons comme d'autres réseaux.

Chaque comité a ses propres dynamiques et modes de fonctionnement. Par exemple, le comité d'urbanisme s'occupait des questions d'aménagement et de l'organisation des tentes pour voir leur taux d'occupation et de faire des rapports aux autorités municipales en ce qui a trait aux structures en bois jugées dangereuses selon les dispositions du règlement municipal⁴¹. De nombreux militants et militantes faisaient partie de plusieurs comités exécutifs à la fois, ce qui fait en fin de compte que très peu de personnes étaient très impliquées dans l'ensemble de la gestion structurelle du campement. Cela témoigne peut-être d'un certain manque de ressources sur le plan logistique du moins, ce qui peut favoriser à terme un certain épuisement militant des

³⁶ Ce comité découle directement des pratiques d'OWS dans la perspective où le réseau fondateur de New York avait pour objectif d'aller dans les cafés pour intéresser, informer et politiser les citoyens sur les différents enjeux contestés par le mouvement ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

³⁷ Tout comme à OWS, ce comité avait pour mandat d'expliquer les principes de la macroéconomie et de vulgariser les effets de la crise économique et du capitalisme financier sur l'environnement politique et social.

³⁸ Ce comité dont l'abréviation veut dire « We Are Thinking » est axé sur la réflexion et l'intégration de l'art dans la contestation que ce soit des arts visuels ou la littérature pour ne nommer que ces formes d'expressions artistiques et de contestation politique. Ce groupe existait déjà avant le mouvement Occupy, il s'est intégré à la mouvance en raison de l'affiliation militante des participants et d'interconnexions entre les enjeux soulevés par ces deux organisations militantes.

³⁹ 99%. *Occupying Wall Street : The Inside Story of an Action that Changed America*, OR Books, NY, 2011, p. 55.

⁴⁰ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes); E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

⁴¹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

personnes les plus investies. Les membres à l'origine du comité chargé des communications sont les militants et militantes s'étant le plus impliqués lors des rencontres préparatoires en ayant lancé eux-mêmes l'appel d'occupation du square Victoria via Facebook⁴². L'un des conflits internes fut le fait que les membres dudit comité se sont quelque peu autoproclamés comme les représentants d'Occupons Montréal et qu'ensuite ces derniers ont quitté le mouvement en donnant des conférences de presse annonçant la création de 99% Média qui reflèterait davantage l'identité d'Occupy selon eux⁴³. Cela reflète un problème identitaire dans la perspective où cela ne pouvait absolument pas concorder avec les prérogatives du mouvement Occupy, qui écarte toute forme de représentativité par des leaders ou des porte-parole autoproclamés⁴⁴. Cet épisode montre la difficulté d'intégrer pleinement les principes d'une horizontalité absolue surtout que le mouvement s'oppose à toute identification d'organisateur étant un mouvement d'autogestion⁴⁵.

Certains comités boycottaient l'assemblée générale puisqu'ils trouvaient sa légitimité minime en raison du fait que certains individus assistaient aux périodes de plénière sans nécessairement habiter sur le site et participer au dynamisme des comités pendant la phase d'occupation⁴⁶. Cette situation et plus particulièrement cette manière de travailler par l'action et par une approche consensuelle de résolution des conflits se rapprochent des principes propres à la faire-cratie⁴⁷. Autrement dit, les militants et militantes participant davantage aux dynamiques du vivre ensemble propres au campement bénéficient d'une plus grande légitimité que ceux et celles qui sont moins portés par l'action. Cela augmente à terme leur pouvoir d'influence quant aux principales orientations du réseau dans lequel ils et elles évoluent. Les entrevues ont également montré une certaine critique quant au fait qu'il n'y avait aucun « comité femme » au sein de la structure organisationnelle du réseau de Montréal en dépit d'une certaine parité sur le plan de la sociologie militante des participantset participantes⁴⁸. Ce comité s'est développé seulement lors de la phase post-occupation. En définitive, il demeure difficile de coordonner les différents groupes de travail puisque ces derniers regroupaient trop de militants et militantes ou ils

⁴² E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁴³ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes). ; Le mouvement 99% média s'est donc quelque peu dissocié du réseau d'Occupons Montréal pour se présenter comme les véritables organisateurs du mouvement dans la métropole du Québec. Pour en connaître davantage : <http://www.99media.org/>

⁴⁴ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁴⁵ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

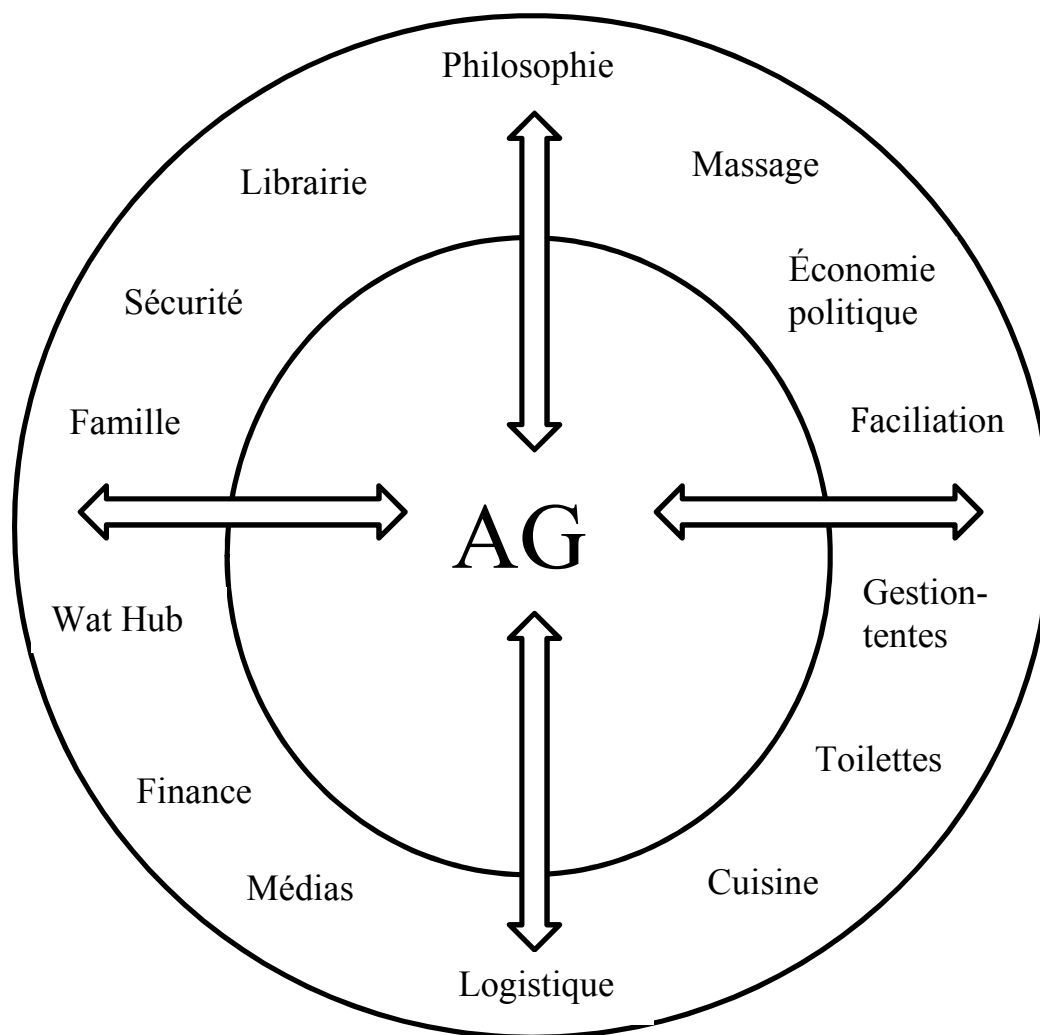
⁴⁶ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁴⁷ M. LALLEMENT. *L'âge du faire : travail, hacking, anarchie*, Seuil, Paris, 2015, 448 p.

⁴⁸ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 5*, [...], (45 minutes).

jouissaient d'une latitude très grande pour réaliser leur mandat et l'orientation de ce dernier⁴⁹. Cela tend à générer *a posteriori* des tensions et des problèmes logistiques, qui sont souvent réglés par l'improvisation des militants et militantes se concertant par groupes d'affinité. Cette pratique demeure l'âme du mouvement, qui se définit par les actions directes entourant le *sit-in*

.Figure 3.1 : Schéma des différents comités de travail du réseau Occupons Montréal



Source : E. Waldispuehl, 2014.

⁴⁹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

3.1.3 La gestion des ressources du mouvement

Le mouvement Occupy dispose de ressources modestes basées strictement sur le don des militants et militantes eux-mêmes ou de sympathisants. Le réseau de Montréal ne fait pas exception à la règle en basant ses ressources sur le don d'argent et de nourriture de la part de particuliers ou encore des restaurants et des hôtels situés près du square Victoria. Tous les dons matériels étaient acceptés que ce soit des livres, des matériaux pour ériger des structures sur le site d'occupation, des vêtements, des génératrices, etc. Pour ce qui est de la gestion de l'argent, le réseau se fiait aux capacités d'une seule et unique personne, qui fit preuve d'une mauvaise gestion de l'argent créant ainsi plusieurs tensions et conflits au sein du réseau⁵⁰. Ce militant a quelque peu détourné des fonds dédiés au mouvement tout en présentant des erreurs de gestion du budget. En définitive, le militant fautif fut expulsé de ses fonctions, alors que d'autres militants et militantes ont pris la relève en créant un comité finance. Le réseau dispose encore de matériel et d'une caisse où les militants et militantes peuvent soumettre des idées de financement de projets personnels, qui doivent impérativement être approuvés par les autres militants et militantes lors d'une assemblée générale de budget⁵¹. Un militant interrogé allègue que si un comité de travail devait pour ses opérations recevoir un montant d'argent supérieur à 30\$, ce dernier devait aller plaider sa cause devant l'assemblée générale⁵². Le même militant ajoute que, lors de son expérience avec le mouvement Occupy en Grèce, tout don d'argent était banni et que cela facilitait la bonne entente quant à l'orientation de la gestion des ressources organisationnelles du mouvement⁵³. En somme, les militants et militantes interrogés s'entendent pour admettre que *grosso modo* le réseau pouvait bénéficier d'une logistique efficiente et efficace, ce qui a favorisé certainement la conciliation et le dialogue avec les autorités civiles puisque les occupants et occupantes travaillaient en partenariat avec les cols bleus de la Ville de Montréal⁵⁴.

3.2. L'action collective du *sit-in* : entre occupation réelle et virtuelle

Pour cette section plus particulièrement, les théories de la transnationalisation de l'action collective permettront d'évaluer la résonance du mouvement Occypy à l'échelle internationale en

⁵⁰ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 2*, [...], (90 minutes).

⁵¹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 2*, [...], (90 minutes).

⁵² E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

⁵³ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

⁵⁴ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 2*, [...], (90 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

vertu de ses moyens d'action pour le changement social en focalisant sur l'occupation de l'espace public. Comme expliqué précédemment, la transnationalisation de l'action collective est effective lorsque trois conditions sont observables afin de montrer le degré d'interconnexion entre les réseaux d'un mouvement social donné : 1) la diffusion des pratiques et idées d'un mouvement, 2) la domestication, qui équivaut à la délocalisation d'un conflit politique vers un espace de contestation extérieur à celui-ci et 3) l'externalisation, qui est un processus dans lequel les institutions supranationales sont sollicitées⁵⁵. Une action transnationale doit donc être portée par l'activisme politique de militants et militantes provenant de plus d'un État et le fait que « la cible des actions doit être internationale »⁵⁶. Certes, le mouvement Occupy n'est pas en soi un mouvement social véritablement transnational dans la perspective où ce dernier ne dispose pas de revendications claires et orientées vers un acteur international comme une institution internationale. Il y a, toutefois, une collaboration et une coopération internationale entre les membres des différents réseaux de la mouvance Occupy à l'échelle du globe. Plusieurs militants et militantes de la même mouvance – le mouvement Occupy – se retrouvent dans plus d'un État du système international. Ce phénomène permet un arrimage des pratiques par l'intermédiaire d'une large diffusion du répertoire d'actions en vertu de la délocalisation du mouvement. Ce déploiement militant dans moult espaces de contestation et l'affiliation militante au mouvement Occupy témoigne d'une certaine revitalisation des formes d'activisme pour la justice globale si bien que le mouvement Occupy pourrait représenter le nouveau creuset de la contestation transnationale contre le régime néolibéral. Cela s'expliquerait par la nécessité de créer des espaces de convergence et de nouvelles solidarités en raison d'un certain effritement de la capacité mobilisatrice de la nébuleuse altermondialiste. Le cyberspace joue un rôle majeur dans le répertoire d'actions du mouvement surtout pour ce qui a trait au processus de créations de différentes solidarités locales, nationales et internationales, qu'elles soient virtuelles ou réelles

3.2.1 L'occupation par le réseau de Montréal : le campement et le vivre ensemble

L'action collective d'occupation de l'espace public par le mouvement Occupy s'inscrit donc à la fois dans une certaine conjoncture politique et dans un espace de contestation spécifique, ce qui est tout aussi intéressant d'un point de vue sociologique. L'analyse sociopolitique de l'organisation interne d'un groupe mobilisé est très riche quant aux rapports de pouvoir entre les

⁵⁵ D. DELLA PORTA et S. TARROW (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, [...], pp. 2-3.

⁵⁶ P. DUFOUR et R. GOYER. « Analyse de la transnationalisation de l'action collective », [...], p. 114.

différentes forces en présence sur le site d'occupation lui-même et en dehors de ce dernier :

Sa préparation et son déroulement offrent un point de vue particulièrement efficace pour envisager les phénomènes de hiérarchie, de *leadership* et d'asymétrie des ressources au sein des groupes mobilisés. Sa durée et ses horaires, la participation à son commencement, ses slogans et leur cible, son lieu marquent une division du travail politique entre élites, membres et sympathisants des mouvements. La pratique du *sit-in* introduit à une problématisation des lieux de la protestation. Les sites occupés ne renseignent pas seulement sur la cible, mais sur l'univers de perception des acteurs : le blocage d'un chantier de construction de centrale nucléaire ou d'un aéroport, pratique fort populaire dans les années 1980, diffère de l'occupation de l'entrée d'un parlement ou d'une place publique pour attirer l'attention des médias. [...] L'attention pour le *sit-in*, les modalités de son organisation, son déroulement, les canaux de sa diffusion et de son appropriation renvoie à une attention nouvelle pour les pratiques de la contestation politique, leur genèse et les luttes qu'elles suscitent⁵⁷.

Cette pratique contestataire reflète l'identité collective du mouvement en étant la locomotive d'une logique d'autogestion poussée à son paroxysme tout en témoignant l'ambition pragmatique du mouvement de constituer une illustration vivante d'une société alternative. Pour permettre l'articulation de cette forme de protestation, les militants et militantes doivent faire preuve d'une organisation favorisant le vivre ensemble au sein du campement. Un militant raconte en entrevue à quel point il était difficile parfois de trouver un certain équilibre entre les différences idéologiques, partisans et biographiques des militants et militantes du campement, ce qui rend d'autant plus difficile l'harmonie⁵⁸. Pour préserver la cohésion sociale au sein du campement, les militants et militantes devaient faire preuve d'ouverture et de compromis en développant une approche de concertation et de dialogue afin de trouver des solutions à propos des divers problèmes recensés sur le site d'occupation – surtout que ce n'était pas tous les militants et militantes qui étaient d'accord avec les moyens à préconiser pour régler lesdits problèmes –⁵⁹.

L'un des exemples de différends organisationnels est notamment le problème de salubrité et d'hygiène sur le site d'occupation. Il y avait des problèmes d'insalubrité sur le site d'occupation

⁵⁷ F. VAIREL. « Sit-in », [...], pp. 500-501.

⁵⁸ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 2*, [...], (90 minutes).

⁵⁹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 2*, [...], (90 minutes).

en raison des toilettes et de la gestion des ordures⁶⁰. Les militants et militantes allaient au début dans les toilettes privées de certains commerces annexes au square Victoria, ce qui pouvait causer certains problèmes avec les établissements en question quant à la tolérance de cette utilisation de leurs installations sanitaires. Le réseau de Montréal a, par la suite, décidé de louer des toilettes portatives, ce qui a encouru des frais de gestion supplémentaires et nombres de discussions à ce propos⁶¹. Lorsque le mouvement a loué lesdites toilettes, celles-ci étaient mixtes et disposées au milieu du campement. Cette simple décision logistique a des conséquences plurielles quant au vivre ensemble du campement surtout sur le plan des rapports hommes femmes puisque des militantes ont ressenti un sentiment d'insécurité en utilisant les toilettes⁶².

Cet emplacement des toilettes, près du centre du campement où se rassemble la plupart des militants, favorisait certaines situations délicates comme le harcèlement sexuel. Ce sentiment d'insécurité s'explique aussi par le fait que les femmes étaient pour la plupart seules dans leur tente au milieu du centre-ville de Montréal, qui apparaît *a priori* comme un endroit avec un certain degré de dangerosité dans une perspective sexospécifique. Des enjeux primaires comme la gestion des toilettes pouvaient ainsi causer des tensions dans la gestion organisationnelle du campement. Cet aspect de gestion et de logistique montre également l'importance d'un certain cadre sécuritaire pour que l'action collective de *sit-in* puisse s'organiser de manière cohérente et ainsi être tolérée par les autorités décisionnelles de la Ville de Montréal. Le réseau a donc constitué un comité de sécurité, qui avait pour objectif d'effectuer des vigiles de nuit et de discuter avec les policiers, qui assuraient la surveillance quotidienne du campement⁶³.

Cette étroite collaboration avec les forces policières a peut-être contribué à une plus grande tolérance des élus municipaux à l'égard de l'occupation du domaine public par le mouvement Occupy à Montréal. Néanmoins, le comité de sécurité est dominé par les hommes, ce qui peut réduire à terme le sentiment de sécurité des femmes au sein même du campement⁶⁴. Par ailleurs, il y eut une tentative d'agression sexuelle d'une militante dans sa tente. Le suspect aurait été appréhendé par la police grâce au témoignage d'un militant, ce qui a exacerbé certaines tensions

⁶⁰ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁶¹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁶² E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁶³ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

⁶⁴ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

sur le site d'occupation quant au rapport avec les forces de l'ordre et le besoin de sécurité de part et d'autre⁶⁵. Les militants et militantes ont exprimé en entrevue une volonté de bonne entente avec la police de la part de la plupart des occupants et occupantes tout comme la méfiance de certains militants et militantes envers le comité de sécurité en raison de leur appartenance idéologique à l'anarchisme et leur refus de toute autorité coercitive entre autres.

Il y avait une autorisation quant à la présence d'enfants sur le campement, mais il y avait toutefois une interdiction stricte à ce qu'ils dorment sur le site en raison des problèmes de sécurité et d'insalubrité⁶⁶. Pour permettre leur bien-être, il y avait l'aménagement d'une garderie temporaire par les membres du comité famille pour faciliter ainsi la conciliation famille-militantisme, qui demandait extrêmement d'énergie sur le plan organisationnel⁶⁷. Il n'y a pas de consensus au travers des entrevues quant à l'intégration de règles communes pour le vivre ensemble⁶⁸. Ces dernières auraient été votées en assemblée générale sans pourtant être nécessairement respectées⁶⁹. Selon quelques militants et militantes, il y avait des pancartes sur le site d'occupation qui prohibaient de manière formelle la consommation de drogue et d'alcool⁷⁰.

D'autres soulèvent la présence de certains parasites qui n'étaient pas des militants et militantes en soi, mais bien des individus profitant des ressources du mouvement sans s'impliquer sur le plan de la mobilisation⁷¹. Ce phénomène était accepté, mais cela générait des tensions et des affrontements quant à l'interprétation rigide ou non du concept de mouvement inclusif. Selon un autre militant, il y avait trois principes fondamentaux à respecter : « propreté, sobriété et solidarité » qui étaient tous écrits sur des affiches⁷². La décision d'interdire l'alcool fut prise en raison de problèmes de consommation de la part de certaines personnes sur le campement, alors que la décision même fut contestée par d'autres qui pourtant ne participaient pas nécessairement

⁶⁵ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁶⁶ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁶⁷ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁶⁸ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

⁶⁹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁷⁰ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 2*, [...], (90 minutes).

⁷¹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁷² E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

aux assemblées générales⁷³.

3.2.2 Le cyberspace et le cycle de mobilisation de 2011

La mouvance Occupy exploite de manière très efficace les nouvelles technologies de communication comme les plates-formes numériques Facebook et Twitter de telle sorte que plusieurs recherches montrent une explosion de l'utilisation du mot-clicke #Occupy dans le cyberspace entre septembre et octobre 2011⁷⁴. Le mouvement Occupy se présente donc comme un mouvement social éminemment tourné vers « l'E-réel évolution » ou plus précisément à « l'E-révolution » en étant la locomotive d'un appel à la résistance autant réelle que virtuelle. Or, cette forte utilisation des médias sociaux pour promouvoir la lutte du mouvement Occupy est quelque peu éphémère comme le montre les résultats d'une recherche sur cet objet :

[L]e mouvement Occupy a eu tendance à susciter la participation d'un ensemble d'utilisateurs fortement interconnectés avec des intérêts préexistants dans la politique intérieure et les mouvements sociaux étrangers. Ces utilisateurs, bien que très actifs dans les mois suivants immédiatement la naissance du mouvement, semblent avoir perdu tout intérêt pour échanger à propos du mouvement Occupy » après la période d'occupation des différents réseaux⁷⁵.

Dans cette perspective de cyberactivisme et de militantisme en réseaux, le mouvement Occupy utilise les médias sociaux comme méthode de mobilisation pour coordonner les actions directes et connecter les individus pour la mobilisation transnationale et faire état de leur lutte⁷⁶. Or, il y a aussi des aspects négatifs à l'utilisation massive des médias sociaux comme levier de mobilisation. Il y a le *slackactivisme*⁷⁷ et l'asymétrie quant à l'accessibilité de ces technologies communicationnelles en raison d'importantes disparités quant au taux d'utilisation des ressources

⁷³ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 2*, [...], (90 minutes).

⁷⁴ G.L. « #Occupytheweb », *The Economist*, 11 octobre 2011, [En ligne] <http://www.economist.com/blogs/democracyinamerica/2011/10/social-media-and-wall-street-protests> (page consultée le 16 février 2015)

⁷⁵ Traduction libre. M. D. CONOVER, E. FERRARA, F. MENZCER et A. FLAMMINI. « The Digital Evolution of Occupy Wall Street », *Plos One*, 29 mai 2013, [En ligne], <http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0064679> (page consultée le 16 février 2015)

⁷⁶ P. N. SHAFI. *The Occupy Movement's Use of Social Media as an Organizing Method*, 1^{er} mars 2012, [En ligne], <http://participedia.net/en/methods/occupy-movements-use-social-media-organizing-method> (page consultée le 16 février 2015)

⁷⁷ Le slacktivism est un mot-valise désignant des « activistes paresseux » dans la perspective où ces derniers ne participent que de manière virtuelle à des mouvements de contestation en relayant des informations militantes sur différents médias sociaux sans pourtant s'engager plus activement. Des exemples de cyberpratiques amalgamées au slacktivism sont notamment le re-tweet, le changement de la photo de profil Facebook ou aimer un contenu. Voir M. GLADWELL. « Small Change. Why the revolution will not be Tweeted », *The New Yorker*, 4 octobre 2010, [En ligne] <http://www.newyorker.com/magazine/2010/10/04/small-change-3> (page consultée le 16 février 2015)

numériques. En effet, seulement 31% de la population des pays en développement en moyenne utilisent Internet comparativement à 77% en moyenne pour les États industrialisés⁷⁸.

3.2.2.1 Facebook : plate-forme de coordination des actions transnationales

La plate-forme numérique qu'offre Facebook est au cœur des moyens de communication du mouvement en permettant de rejoindre l'ensemble des militants et militantes ainsi que des réseaux de la nébuleuse à l'échelle internationale, et ce, dans un délai presque immédiat tout en étant très peu dispendieux. Un militant interrogé en entrevue affirme que les autres acteurs politiques ont les médias corporatifs et que le mouvement Occupy, quant à lui, a Facebook comme instrument de communication et médium d'information⁷⁹. Un autre militant affirme qu'Internet permet une autogestion horizontale presque parfaite et autorégulée en étant le déclencheur d'une évolution des schèmes de pensée sur le plan communicationnel⁸⁰. Ce dernier ajoute qu'Internet permet un meilleur transfert des connaissances et également une démocratisation de celles-ci dans la perspective où le cyberspace favorise à la fois le libre accès au savoir et renforce le processus de co-construction du savoir⁸¹. Le cyberspace permet aux mouvements sociaux de démocratiser leurs savoirs militants, politiques et socioéconomiques ainsi que d'accroître la visibilité et le degré de coordination de leurs actions directes autogérées.

Pour un autre militant, Internet favorise les sous-cultures et la diversité en étant l'espace de discussion et de diffusion des autres modèles d'organisation sociale⁸². Un militant témoigne des débats à l'intérieur des mouvements de contestation quant à l'importance accordée aux nouvelles technologies de communications dans l'articulation des résistances citoyennes⁸³. Selon ce dernier, le cyberspace et ses avenues communicationnelles permettent aux militants et militantes de mobiliser des ressources en dehors des cadres traditionnels de l'activisme politique⁸⁴. Certes, ce même militant nuance l'importance de Facebook et des plates-formes comme InterOccupy pour l'avenir des mouvements sociaux quant à leur orientation structurelle, organisationnelle et

⁷⁸ ONU. *Objectifs du Millénaire pour le développement : rapport de 2013*, New York, 2013, p. 61.

⁷⁹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

⁸⁰ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

⁸¹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

⁸² E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 2*, [...], (90 minutes). À cet égard, le site Internet Loomio est une plate-forme numérique intéressante à analyser en étant « un logiciel libre et open source permettant à chacun, où qu'il se trouve, de participer aux décisions qui le concernent ». Selon cette définition, il s'agit d'un outil numérique permettant aux réseaux de s'auto-organiser et ainsi de favoriser la participation citoyenne et la démocratie directe dans une perspective anarchisante. Voir au <https://www.loomio.org/>

⁸³ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

⁸⁴ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

mobilisatrice⁸⁵. Lorsque l'utilisation des médias sociaux est trop largement accessible, cela fait en sorte que n'importe qui peut émettre ses opinions sur l'ensemble des enjeux du mouvement de telle sorte que ceux-ci manquent alors de légitimité⁸⁶. OWS a résolu ce problème en développant leur propre média social alternatif pour ainsi se soustraire d'une société capitaliste comme Facebook. La plate-forme numérique est appelée The Global Square et n'accepte comme membre que des individus connaissant des personnes initiées au réseau ou s'ils sont invités en tant que membre⁸⁷. Cela a pour but d'aider le mouvement à établir un cadre numérique permettant une mobilisation cohérente des membres ainsi qu'une approche discursive de réseautage résolument délibérative et en diapason avec les principes de l'assemblée générale.

Pour ce qui est de la présente étude, il y avait une réelle difficulté de se faire accepter comme membre dans les différentes plates-formes numériques du réseau en raison d'une difficulté d'intégration des personnes extérieures au mouvement. Cette observation s'explique en partie par une crainte d'infiltration par les autorités coercitives ou les médias. Il fut difficile de retrouver *a posteriori* des occupants et occupantes et ensuite de les convaincre de participer aux entrevues surtout que certains militants et militantes montraient leur réticence en ayant la conviction que le mémoire pouvait être commandé par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Il semble évident que les différentes plates-formes numériques identifiées sous le nom de la bannière Occupons Montréal n'émanent pas toutes directement de l'initiative des occupants, mais bien de certains sympathisants utilisant la notoriété du mouvement pour susciter l'intérêt et ainsi diffuser leurs convictions politiques. Un dernier aspect serait que les médias sociaux sont des instruments exceptionnels pour diffuser de l'information, mais ils peuvent représenter aussi des outils de désinformation sur nombre de problèmes comme la brutalité policière par le biais de la diffusion massive de certains extraits vidéo et audio publiés hors contexte .

3.2.2.2 Cyberactivisme : Anonymous, résistance virtuelle et désobéissance civile

Considérant qu'Internet permet aux militants et militantes de diffuser rapidement l'information et de créer des réseaux horizontaux et autogérés pour ainsi constituer des communautés virtuelles, le cyberactivisme tel que pratiqué par les militants et militantes d'Occupy présente de nombreux avantages. À ce titre, les pratiques numériques des réseaux de la mouvance Occupy leur permet

⁸⁵ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

⁸⁶ P. N. SHAFI. *The Occupy Movement's Use of Social Media*, [...], (page consultée le 16 février 2015).

⁸⁷ P. N. SHAFI. *The Occupy Movement's Use of Social Media*, [...], (page consultée le 16 février 2015).

d'opérer des discussions en temps réel quant à l'orientation des actions à poser⁸⁸, la diffusion en direct des assemblées générales⁸⁹, des moyens de diffusion pour informer les militants et militantes des enjeux sociopolitiques pour lesquels la nébuleuse s'investit et le lieu et le moment des actions directes à venir⁹⁰. Une militante ajoute que le rôle des nouvelles technologies de communications est semblable à celui des *tracts* pour les nouveaux mouvements sociaux⁹¹.

Le mouvement est « conscient à la fois de sa dépendance quant aux médias sociaux, et les problèmes avec ces médias – ainsi que les questions soulevées par les technologies sous-jacentes par rapport à la consommation d'énergie et la nécessité de sources d'énergie alternatives »⁹². L'utilisation des médias sociaux a ses avantages et ses inconvénients, ce dont sont conscients les militants et militantes d'Occupy. Il serait présomptueux et même faux de prétendre que le mouvement se love dans l'archétype d'une « révolution Facebook » puisque « [l]a propagation rapide des initiatives d'Occupy à travers les États-Unis et plus récemment à plus de quatre-vingts pays est un cas d'une telle structure globale, qui ne nécessite pas de communication directe, même lorsque les médias sociaux représentent un outil essentiel »⁹³. Le cyberspace est un espace de lutte tout aussi important que la rue. Il est dans les faits un moyen d'externalisation ultra rapide des enjeux d'une résistance devenant transnationale par la prolifération des réseaux.

Le collectif Anonymous et OWS ont uni leur lutte réelle et virtuelle par le biais de la désobéissance civile électronique⁹⁴. Plusieurs sites Internet, pages Facebook et autres plateformes numériques affichent cette collaboration entre les deux organisations contestataires. Anonymous représente une communauté d'internautes et surtout de pirates informatiques (*hackers*) oeuvrant de manière anonyme pour effectuer des actions directes virtuelles dans un dessein de défense des droits et libertés comme la liberté d'expression⁹⁵. Abordant le masque de

⁸⁸ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 5*, [...], Entrevue, (45 minutes).

⁸⁹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 2*, [...], (90 minutes).

⁹⁰ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 5*, [...], Entrevue, (45 minutes).

⁹¹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 5*, [...], Entrevue, (45 minutes).

⁹² Traduction libre. D. GAMBS. « Occupying Social Media », *Socialism and Democracy*, vol. 26, no. 2, 2012, p. 58.

⁹³ Traduction libre. S. SASSEN. « The Global Street Comes to Wall Street », *Social Science Research Council*, 22 novembre 2011, [En ligne], <http://www.possible-futures.org/2011/11/22/the-global-street-comes-to-wall-street/> (page consultée le 16 février 2015)

⁹⁴ R. DOMINGUEZ. « La désobéissance civile électronique », *Multitudes*, no. 41, 2010, pp. 204-211.

⁹⁵ G. COLEMAN. *Hacker, Hoaxer, Whistleblower, Spy, the Many Faces of Anonymous*, Hardcover, 2014, 464 p.

Guy Fawkes⁹⁶ en dehors du cyberspace tout comme en dedans, ces défenseurs des libertés individuelles organisent également des actions directes dans la rue pour montrer pacifiquement leur protestation qui, selon les prérogatives du groupe, doit respecter certaines règles communes⁹⁷. Des pirates informatiques deviennent ainsi des militants et militantes ou du moins des activistes politiques en utilisant leurs connaissances numériques pour commettre des actions en réseaux pour contester et prôner la liberté d'expression. N'importe quel internaute peut prétendre faire partie de cette communauté virtuelle puisqu'il s'agit d'un même⁹⁸.

Anonymous est l'instigateur de plusieurs actions directes pendant le printemps arabe notamment avec la révolution égyptienne pour ensuite tourner ses interventions vers la mouvance du 15-M et du mouvement Occupy. À titre d'exemple, cette communauté a réalisé à Montréal une manifestation rassemblant 80 personnes pour la *Million March* à Montréal le 5 novembre 2014 au square Victoria, alors que des marches similaires ont eu lieu dans 480 autres villes⁹⁹. Cette date correspond à l'anniversaire de la Conspiration des Poudres, alors que le choix du square Victoria comme lieu de rassemblement témoigne d'une interconnexion militante entre les deux réseaux dans la région métropolitaine. Pendant le conflit étudiant au printemps 2012, il y avait une omniprésence du masque symbolisant le regroupement. Cette expression manifeste de solidarité entre ces différents mouvements de contestation peut s'expliquer entre autres en raison de leur nature anarchisante et du partage de la même base militante et de campagne similaire. Il faut également spécifier qu'Occupy et le regroupement Anonymous sont des mouvements pacifiques, bien qu'ils promulguent des actions directes de désobéissance civile électronique ou non¹⁰⁰.

⁹⁶ Guy Fawkes est membre du groupe catholique ayant planifié un attentat à l'encontre du roi Jacques 1^{er} d'Angleterre et le Parlement. Il s'agit de la Conspiration des Poudres en 1605. De par son expérience militaire, Fawkes était responsable des explosifs devant faire exploser la Chambre des Communes, mais le projet avorta en raison d'une dénonciation anonyme. Par ailleurs, le visage de Fawkes est repris par le protagoniste de la bande dessinée et du film éponyme, V pour Vendetta, où un anarchiste se bat pour les libertés individuelles dans une société despotique dominée par un gouvernement fasciste.

⁹⁷ Voir le code de conduite des Anonymous : <http://zinelibrary.info/files/AnonymousGuideManifestation.pdf>

⁹⁸ S. KNAFO. « Occupy Wall Street And Anonymous: Turning A Fledgling Movement Into A Meme », *The Huffington Post*, 20 octobre 2011, [En ligne] http://www.huffingtonpost.com/2011/10/20/occupy-wall-street-anonymous-connection_n_1021665.html (page consultée le 16 février 2015).

⁹⁹ M. PERREAULT. « Les nombreux visages d'Anonymous », *La Presse*, 4 décembre 2015, [En ligne] <http://www.lapresse.ca/international/201412/03/01-4824880-les-nombreux-visages-danonymous.php> (page consultée le 17 février 2015)

¹⁰⁰ Le mouvement Occupy s'oppose aux émeutes urbaines et tous les réseaux doivent eux-mêmes statuer leur position quant à l'utilisation de la violence politique dans leur répertoire d'actions. À Montréal, il y avait des tensions entre des militants et militantes plus radicaux et anarchistes et les militants et militantes plus réformistes, qui étaient d'ailleurs majoritaires sur le campement et lors des assemblées générales du réseau. Pour ce qui est

Ainsi, les excès de violence, pendant le printemps étudiant, ne peuvent être amalgamés à une certaine valorisation de ces moyens politiques de la part de ces mouvements de contestation.

Pour ce qui est du mouvement Occupy, les médias sociaux et la plate-forme The Global Square favorisent la diffusion rapide et mondiale des enjeux militants tout en permettant au mouvement d'occuper de nouveaux espaces de luttes en ayant une portée résolument internationale, voire transnationale sur certaines dynamiques. Sur le plan de l'influence et des effets de l'utilisation massive des nouvelles technologies de communications par le mouvement Occupy, ces dernières ne peuvent pas absolument remplacer les faces à faces qui sont essentielles à l'organisation de tout mouvement social. Pour qu'un mouvement social devienne un mouvement mondial de contestation, ce dernier doit reposer sur un enracinement local très solide pour ensuite pouvoir diffuser son répertoire d'actions à l'échelle internationale. Occupy est l'exemple de ce type de mouvement social reposant sur une logique organisationnelle locale où les militants et militantes s'investissent comme propre moteur de changement social en intégrant dans leurs pratiques militantes l'utilisation des médias sociaux pour travailler plus efficacement en réseau et diffuser sans limites leurs appels à la solidarité. Et c'est peut-être cette utilisation massive des médias sociaux qui a permis au mouvement Occupy d'être ce qu'il a été : un mouvement rassembleur permettant aux jeunes de s'impliquer et de s'engager socialement tout comme l'a précédemment fait l'altermondialisme pour former des générations complètes de militants et militantes.

Le prochain chapitre analysera les ressemblances et les dissemblances entre les campagnes du mouvement Occupy et celle de la nébuleuse altermondialiste tout en mettant en exergue leur base militante et leur stratégie organisationnelle et discursive afin de répondre au deuxième objectif de la question spécifique de recherche.

d'Anonymous, le collectif a même développé une campagne en ligne sur Twitter (URGE) visant à réprimer toute forme de violence potentielle. E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes). ; ¹⁰⁰ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes) ; E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes) ; A. KAZMI. « How Anonymous emerged to Occupy Wall Street », *The Guardian*, 27 septembre 2011, [En ligne], <http://www.theguardian.com/commentisfree/cifamerica/2011/sep/27/occupy-wall-street-anonymous> (page consultée le 17 février 2015)

Chapitre IV : Interconnexions entre les bases militantes de l’altermondialisme et la campagne du mouvement Occupy

Introduction

Les chapitres précédents ont illustré de quelle manière le mouvement Occupy se caractérise par ses modes de contestation et son répertoire d’actions collectives, qui rendent intelligible sa structure organisationnelle réticulaire et horizontale afin de consacrer l’autonomisation des militants et militantes de ses différents réseaux à l’échelle internationale. Ce chapitre a pour but de montrer de quelle manière il subsiste certaines interconnexions entre les bases militantes de l’altermondialisme et la campagne du mouvement Occupy. En période de reconfiguration du champ politique quant aux conditions de mobilisation de l’altermondialisme en concomitance avec les effets de la crise économique sur le tissu social, le mouvement Occupy jouit alors d’une fenêtre d’opportunités politiques très favorable à la visibilité de sa campagne. Le mouvement Occupy s’est donc illustré comme un levier important de mobilisation sociale et de participation citoyenne. Son principal impact est d’avoir introduit les conditions nécessaires à de nouveaux débats dans la société au travers des enjeux d’inégalités sociales tout en proposant des alternatives structurelles et systémiques. Jusque là, c’est la mouvance altermondialiste qui assurait la mobilisation ainsi que la participation afin de constituer le creuset d’une contestation transnationale contre les formes dominantes et orthodoxes d’organisation sociale, politique et économique. Le cycle de mobilisation planétaire (2010-2012) s’enracinant dans un contexte d’austérité et de crise économique mondialisée semble remplacer celui de la nébuleuse altermondialiste, qui était en vigueur depuis les émeutes de Seattle.

Il semble subsister une certaine tentative de convergence du phénomène Occupy à la cause altermondialiste en raison de plusieurs rapprochements idéologiques et militants. Les réseaux du mouvement Occupy en raison de leur discours et leur identité collective semblent *a priori* appartenir à cette nébuleuse transnationale de la gauche globale que constitue l’altermondialisme. La mobilisation du mouvement Occupy permet-elle de renouveler la base militante de l’altermondialisme considérant un certain essoufflement de ses manifestations publiques¹ ? Cette

¹ E. FOUGIER. « L’altermondialisme, vingt ans après : la grande désillusion », [...], p. 68.

hypothèse d'essoufflement sur le plan de la mobilisation est néanmoins contestée par le mouvement altermondialiste, qui évoque plutôt une reconfiguration à l'échelle internationale².

Certes, le mouvement Occupy et la nébuleuse altermondialiste partagent une idéologie connexe où d'ailleurs l'ampleur de la mobilisation du cycle de 2010-2012 peut donner un second souffle aux revendications altermondialistes par une nouvelle orientation du discours et des trajectoires militantes. La nébuleuse altermondialiste constitue une multitude reposant sur un pluralisme sans limites en intégrant dans ses différents réseaux autant des groupes de pression que des mouvements sociaux éclatés. Néanmoins, cette multitude présente une cohérence de point de vue quant à l'objet de contestation ainsi qu'aux valeurs et arguments exprimés lors de leurs campagnes respectives. Cet ensemble de groupes sociaux non homogène sociologiquement s'inscrit dans une mouvance complexe et dépassant les intérêts immédiats des groupes mobilisés. Ils se rassemblent et s'unissent pour s'opposer à la mondialisation financière comprise comme les procédés et les mesures politiques qui tendent à transformer l'économie mondiale à « la constitution d'un grand marché mondial unique, intégré, autorégulateur »³. Par ailleurs, le mouvement Occupy s'oppose aux effets directs et indirects de la mondialisation sans jamais pourtant se définir comme un mouvement pleinement intégré et assumé dans les campagnes de résistance à l'encontre de la mondialisation néolibérale à l'inverse d'autres mouvements.

Comme le démontra la campagne contre l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) et celle du sommet de l'OMC à Seattle, la diversité des mouvements de contestation s'inscrivant dans le spectre de l'altermondialisme fait partie d'une action collective transcendant leur cause particulière⁴. Or, il est extrêmement difficile d'identifier les mouvements sociaux s'intégrant ou se réclamant de cette multitude en raison d'une diversité déconcertante des réseaux militants œuvrant dans cette mouvance contestataire. Ainsi, le mouvement altermondialiste représente-t-il plusieurs mouvements sociaux, un mouvement des mouvements ou encore une convergence de résistance ? Considérant la diversité des réseaux et leur étendue géographique, l'intégration d'une diversité des stratégies d'actions au sein de leur répertoire ainsi que la diffusion de revendications

² G. PLEYERS. *Forums sociaux mondiaux et défis de l'altermondialisme*, [...], p. 192.

³ R. PETRELLA. *Écueils de la mondialisation : Urgence d'un nouveau contrat social*, Éditions Fides, Les Grandes Conférences, 1997, p. 9.

⁴ Cité dans L. GUAY, P. HAMEL et D. MASSON. *Mouvements sociaux et changements institutionnels : l'action collective à l'ère de la mondialisation*, Presses des Universités du Québec, 2005, p. 68.; M. BARLOS et T. CLARKE. *Global Showdown*, Toronto, 2001, pp. 25-31.

multiples, la convergence idéologique de résistance est l'hypothèse soutenue dans ce mémoire. Cette orientation structurelle de l'altermondialisme se justifie également par le fait que le FSM se veut un espace pluriel et formel de cette convergence des luttes altermondialistes rassemblées et unies pour construire un autre monde.

En l'occurrence, le mouvement Occupy semble inexorablement s'introduire dans cette même convergence en dépit de ses trajectoires militantes et biographiques éclatées et du regroupement de plusieurs classes sociales ou affiliation générationnelles et partisans différentes. Ce chapitre tentera de répondre à la question suivante : est-ce qu'il y a des similitudes entre ces deux mouvements sur le plan de leur campagne et de leur base militante respective? Pour répondre à cette deuxième question spécifique de recherche, les stratégies discursives de l'altermondialisme et du mouvement Occupy, leurs répertoires d'actions collectives, leur organisation structurelle ainsi que leur positionnement quant à l'intégration d'un front commun de résistance seront analysés afin d'apporter un regard critique sur ces deux cycles distincts de mobilisation.

4.1 Les stratégies discursives de ces mouvements transnationaux

Le mouvement Occupy et la nébuleuse altermondialiste partagent essentiellement les mêmes valeurs identitaires ainsi que les mêmes référents de résistance citoyenne à l'encontre du pouvoir des oligarchies et des inégalités sociales induites par une distribution asymétrique de la richesse. Ces deux mouvements ont développé un argumentaire résolument axé vers la gauche en vertu de leurs revendications pour un changement social plus juste et égalitaire. Autrement dit, les réseaux de l'altermondialisme et ceux du mouvement Occupy constituent une nébuleuse s'identifiant à la même idéologie issue d'une longue tradition de contestation de la gauche militante et ouvrière. Ces deux nébuleuses insistent sur l'importance de constituer un autre monde en proposant des alternatives au mode de gouvernance néolibéral tout en privilégiant des stratégies d'actions locales afin d'instituer le changement social de la plus petite échelle vers une perspective systémique ensuite. Comme démontré lors de la revue de littérature, le mouvement altermondialiste s'oppose, par exemple, à toute marchandisation des rapports sociaux à l'instar du mouvement Occupy : « nous avons besoin d'une révolution éthique. On a placé l'argent au-dessus de l'humain, alors qu'il faut le mettre à notre service. Nous sommes des personnes, pas des marchandises »⁵. Ces positions idéologiques s'épousent et se nourrissent mutuellement dans la

⁵ Manifeste des Indignés de la Puerta del Sol de Madrid. Voir en annexe 2.

mesure où la base militante de ces mouvances est relativement similaire en s'adressant au même type de militant et militante à gauche du spectre politique et ayant le même *modus operandi*.

4.1.1 Introduction de manifeste et de revendications à caractère universel

Au-delà de l'affiliation idéologique, le mouvement Occupy et la nébuleuse altermondialiste se rapprochent également dans leur ambition politique d'émettre des chartes ou des manifestes à caractère universel. Ainsi, cette ambition peut être perçue comme une stratégie discursive de construire sémantiquement – du moins – une multitude organisée et mobilisée pour mettre en œuvre le changement social anticipé. Ces manifestes se veulent des textes rassembleurs et porteurs d'une multitude ou du moins d'un appel à une solidarité sans frontières. Les ambitions universalistes du mouvement Occupy peuvent également détourner l'attention d'une mobilisation citoyenne galvanisée par les effets directs de l'austérité sur les conditions de vie, ce qui s'écarte vraisemblablement d'une volonté politique de modifier de manière immuable le réel en transcendant les dictats du néolibéralisme. Certes, les deux mouvements partagent essentiellement le même imaginaire collectif autour d'une logique de résistance du peuple contre les effets de la mondialisation néolibérale en appelant au symbole d'un nouveau printemps des peuples. La vague de mobilisation de 2011 porte essentiellement sur les abus provoqués par les élites internationales, qui vont à l'encontre du bien commun. Ces mouvances partagent des stratégies d'actions similaires : l'altermondialisme et le mouvement Occupy insistent sur le développement de comité d'actions communautaires ayant pour but de développer et renforcer les pratiques de gouvernance citoyenne afin de porter le changement social anticipé.

Or, il subsiste une différence fondamentale entre le mouvement Occupy et l'altermondialisme. Une visée programmatique prédomine pour l'altermondialisme, qui souhaite modifier l'ordre du jour international. Quant au mouvement Occupy, ce dernier n'a pas les mêmes ambitions politiques en préférant demeurer un mouvement marginal et non institutionnalisé autour de structures militantes telles que celle du FSM. Cette visée de l'altermondialisme s'explique par le fait que la mouvance intègre un certain nombre de groupes de pression ayant des revendications sectorielles et des plans d'action précis, alors que les réseaux d'Occupy sont strictement des mouvements sociaux adoptant le même langage et les mêmes pratiques organisationnelles. Le mouvement Occupy et celui du 15-M sont des mouvements sociaux spontanés visant un changement global et non l'atteinte de revendications sectorielles, particularistes ou corporatistes.

Leur objectif est de tendre vers le bien commun par l'intermédiaire d'actions collectives, qui sont une fin en soi. Quant à l'altermondialisme, celui-ci représente un mouvement des mouvements ayant eu la capacité d'intégrer une certaine pérennité à leurs actions comparativement aux deux autres mouvements, dont la phase de visibilité dans l'espace public a été de courte durée et non cyclique comme les actions directes de la nébuleuse altermondialiste.

Occupy tente de s'imposer comme un acteur « apolitique » ou plutôt non partisan en exigeant une certaine révolution éthique de la part des élites du système afin d'instituer un devenir plus égalitaire et juste pour l'ensemble des 99% sans pourtant parvenir à concrétiser ses objectifs à travers les leviers politiques traditionnels. Le mouvement Occupy a une réelle aversion pour toute phase d'institutionnalisation de la contestation, ce qui constitue le principal point d'achoppement avec l'altermondialisme et sa visée programmatique du changement social. Par ailleurs, on ne peut pas comparer les revendications entre ces deux mouvances. D'une part, il est impossible de recenser l'ensemble des revendications de la mouvance altermondialiste en raison de la diversité identitaire et militante de la pléthore de mouvements sociaux et groupes de pression en son sein. D'autre part, les chapitres précédents montrent qu'il est pratiquement impossible d'identifier clairement les revendications du mouvement Occupy puisque les militants et militantes eux-mêmes sont divisés sur la question. En fin de compte, le mouvement semble vouloir se distancier du processus d'identification des revendications et de leur médiation subséquente.

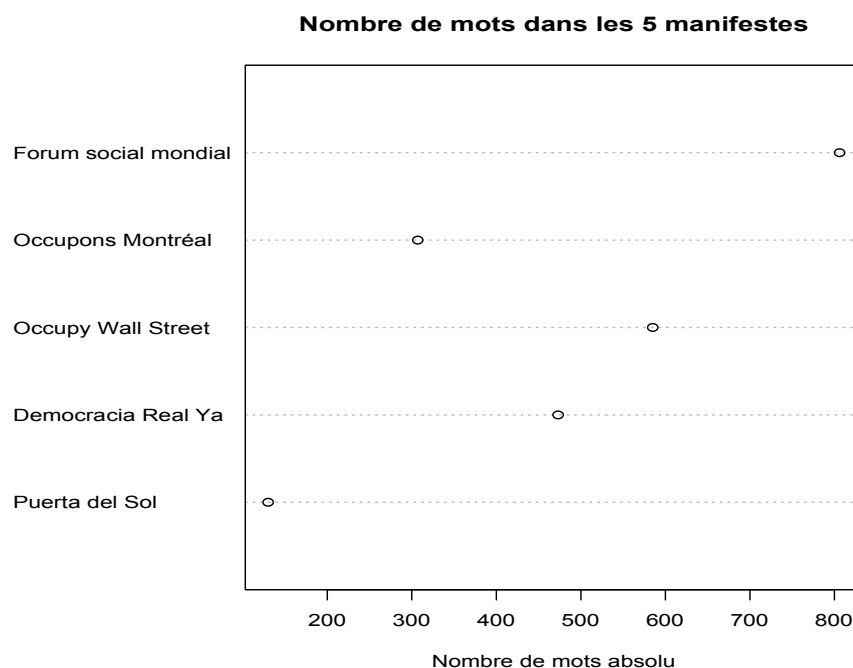
S'il est impossible d'identifier et d'accoler des revendications spécifiques au mouvement Occupy, le changement social interpellé par les militants et militantes se rapproche néanmoins de celui souhaité par ceux et celles de la nébuleuse altermondialiste dans leurs efforts collectifs pour construire un autre monde. Une question également centrale pour ce qui est de la reconfiguration de l'altermondialisme sur le plan de la mobilisation est celle de se demander si les militants et militantes d'Occupy ou les réseaux de la nébuleuse vont être présents et participer au FSM d'une quelconque façon. En d'autres termes, il est intéressant de s'interroger sur les futures trajectoires militantes de ces deux mouvements sociaux. De prime abord, il semblerait que seuls les militants et militantes eux-mêmes, selon leur propre initiative et prérogative, participeront au FSM d'une quelconque façon. En effet, le FSM représente dans les faits une entité supra-militante ayant pour mandat d'orienter et de diriger les revendications en s'établissant elle-même comme l'instance porte-parole de ces revendications d'une multitude parfois contrainte aux lignes directrices du

FSM. Dans ces circonstances, il peut paraître contradictoire au mouvement Occupy de participer au FSM puisque cette structure militante va à l'encontre de ses principes fondamentaux : une horizontalité presque parfaite et l'absence de leader. Pour bien comprendre le discours militant de ces mouvements sociaux, il importe d'analyser leurs différents actes de langage.

4.1.2 Analyse de contenu : manifeste des réseaux du mouvement Occupy et du FSM

Cette section du chapitre porte essentiellement sur les résultats quantitatifs d'une analyse de contenu produite à l'aide du logiciel libre R. Plusieurs opérations ont été menées sur les données brutes, qui sont essentiellement les manifestes des mouvements et réseaux Occupy Wall Street, Occupons Montréal, la Puerta del Sol, le mouvement Democracia Real Ya et enfin la charte du FSM. Le choix de l'analyse de contenu permet ainsi une triangulation de l'information collectée avec l'observation documentaire ainsi que les entrevues semi-dirigées et permet également l'approfondissement de l'analyse à la fois qualitative et quantitative des stratégies discursives émises par ces mouvements transnationaux de contestation. Les manifestes recensés pour le corpus ne disposent pas tous de la même longueur, bien qu'en général ces derniers ne soient pas extrêmement détonants quant au nombre de mots utilisés. Le graphique suivant montre que l'ensemble du corpus ne dépasse pas le maximum de 800 mots, alors que le plus petit manifeste est celui du mouvement d'occupation de la Puerta del Sol en ayant moins de 100 mots dans son texte.

Figure 4.1 : Graphique du nombre de mots recensés dans les textes du corpus étudié



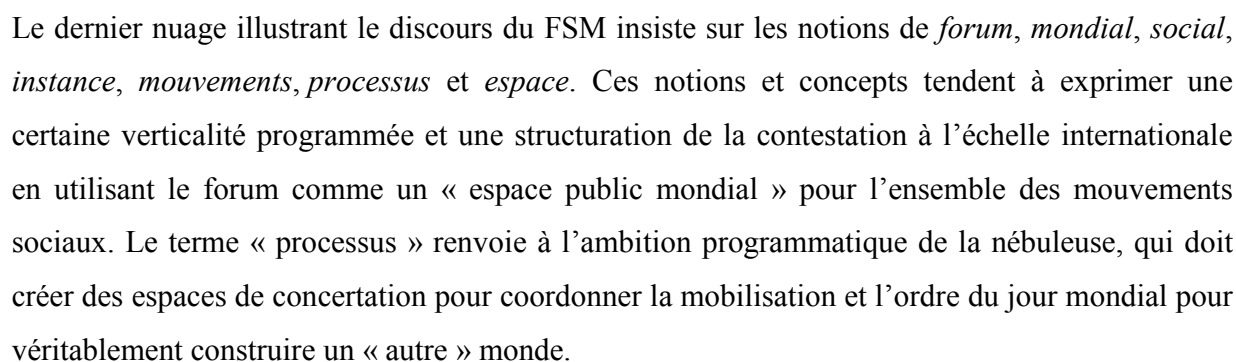
La moyenne de mots pour l'ensemble des manifestes du corpus est approximativement de plus de 400 mots, ce qui fait en sorte que la longueur des manifestes est relativement courte et relativement homogène. Le FSM est le manifeste montrant la plus grande spécification des revendications, ce qui peut expliquer notamment sa longueur relative comparativement aux autres textes du corpus. Le nombre de mots recensés dans les différents manifestes n'explique pas néanmoins l'essence et l'articulation de la rhétorique militante de gauche de ces mouvements sociaux de contestation. Il est donc important d'intégrer une perspective à la fois qualitative et quantitative des expressions et concepts utilisés au sein des manifestes analysés.

Les différents manifestes ont également tous subi une opération de nuage dans le logiciel R pour illustrer graphiquement les fréquences absolues des mots les plus souvent évoqués. Pour le traitement des données, la fréquence choisie des mots sélectionnés pour le logiciel fut la même pour l'ensemble des textes du corpus pour assurer une meilleure représentativité de l'ensemble des concepts et enjeux soulevés dans les manifestes. Il est à spécifier que les déterminants et les articles ne sont pas inclus dans le traitement des données pour éviter l'intégration de mots superflus dans le nuage. Les mots les plus gros sur le plan de la typographie sont ceux ayant la plus importante fréquence absolue dans le corpus. Il est à spécifier que c'est le logiciel R qui choisit lui-même l'orientation et la distribution des mots pour le nuage des textes du corpus selon les commandes expliquées précédemment. Le nuage de la *Puerta del Sol* (le premier manifeste rédigé lors du cycle de mobilisation de 2011) montre la prévalence du terme *voulons*, *société*, *changement*, *conscience* et *manifestation*. Les mots les plus fréquemment utilisés concordent ainsi avec les revendications larges et vagues affiliées à ce mouvement social.

Figure 4.2 : Nuage de mots : manifeste de la Puerta del Sol



Figure 4.5 : Nuage de mots: manifeste d’Occupons Montréal





Après avoir fait quelques analyses univariées, il est intéressant de comparer entre les manifestes la prévalence de certains concepts afin d'avoir une perspective plus globale. En regardant les résultats de plus près, il apparaît que l'esprit contestataire et les revendications de l'ensemble des mouvements étudiés sont assez similaires, bien que la présence de certains mots spécifiques est rarement observable à l'intérieur de la majorité des textes du corpus. Les concepts les plus fréquemment utilisés dans l'ensemble des textes du corpus sont relativement fluctuants et différents selon le manifeste observé. Cette observation peut être étonnante puisque les textes étudiés des mouvements sociaux que sont les réseaux d'Occupons Montréal et d'Occupy Wall Street, les réseaux du mouvement du 15-M que sont les occupants et occupantes de la Puerta del Sol ainsi que les militants et militantes de l'organisation Democracia Real Ya et le mouvement altermondialiste via l'instance du FSM semblent tous appartenir de manière générale à la même convergence identitaire et idéologique. Il aurait été logique de penser que les actes de langage de ces réseaux soient relativement similaires. Ainsi, l'esprit de contestation est similaire pour l'ensemble des manifestes du corpus, alors que l'identification des enjeux prioritaires est légèrement différente en raison des différences structurelles et systémiques des contextes nationaux où prennent racine toute action collective comme la rédaction de manifestes.

Par ailleurs, il est important de s'interroger sur la tendance structurelle du mouvement Occupy et de l'altermondialisme de se présenter comme le point d'ancrage d'une nouvelle internationale à l'instar des expériences socialistes et communistes. Selon le contenu des manifestes, il semblerait que non puisque les concepts énoncés ne se rapprochent que très peu du vocabulaire soulevé par la gauche ouvrière traditionnelle. Cette conclusion est possible par une opération mathématique nécessitant la production d'un « dictionnaire » à l'aide du logiciel R, qui retrace systématiquement les mots désignés à l'intérieur de ce cadre d'analyse afin de les analyser statistiquement et d'en tirer les fréquences absolues et pondérées. L'exercice se veut intéressant, bien que subjectif en dépit du fait que le choix des concepts à l'intérieur de ce dictionnaire est fait en fonction des fréquences absolues et pondérées des mots à l'intérieur des textes du corpus pour ensuite créer un dictionnaire pondéré. Cette étape est cruciale pour la prochaine manipulation des données. En effet, une autre méthode utilisée pour analyser le contenu des manifestes est une analyse factorielle de type PCA avec le logiciel R afin de tirer des profils et des tendances entre les textes du corpus. Sur le plan statistique, la contribution des variables (les mots désignés dans le dictionnaire) est assez forte avec environ 40% pour la première dimension et environ 26% pour la deuxième dimension. La distribution concorde ainsi en partie avec l'hypothèse de recherche comme quoi il prédomine un lien idéal et structurel entre la mouvance du cycle de mobilisation de 2011 et celle de la nébuleuse altermondialiste tout en étant des mouvements distincts.

Figure 4.7 : Analyse factorielle en PCA des manifestes du corpus

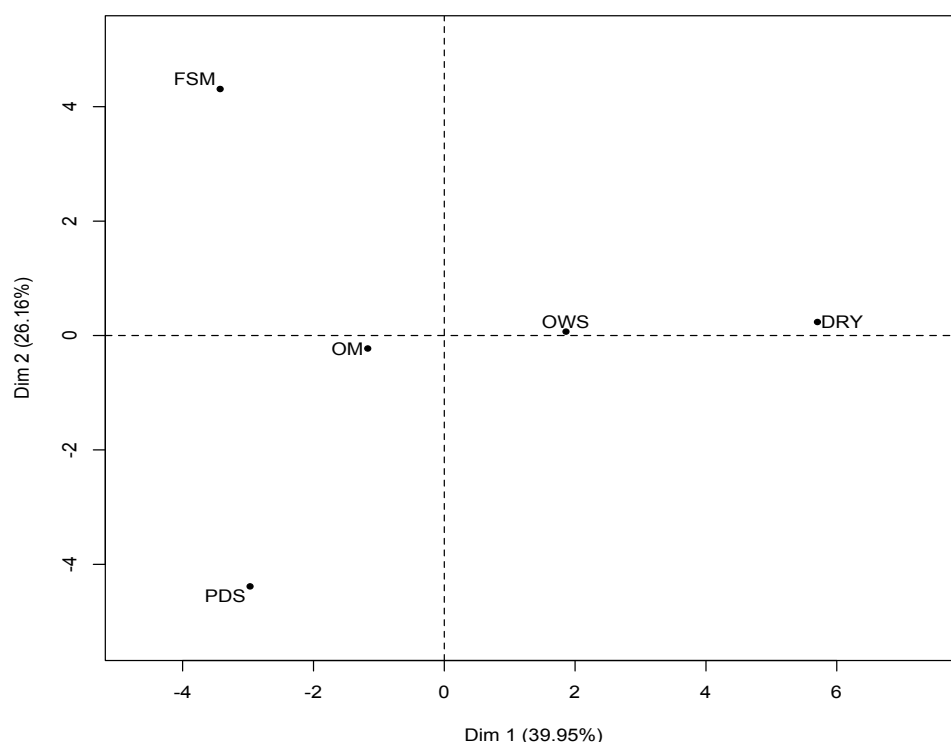
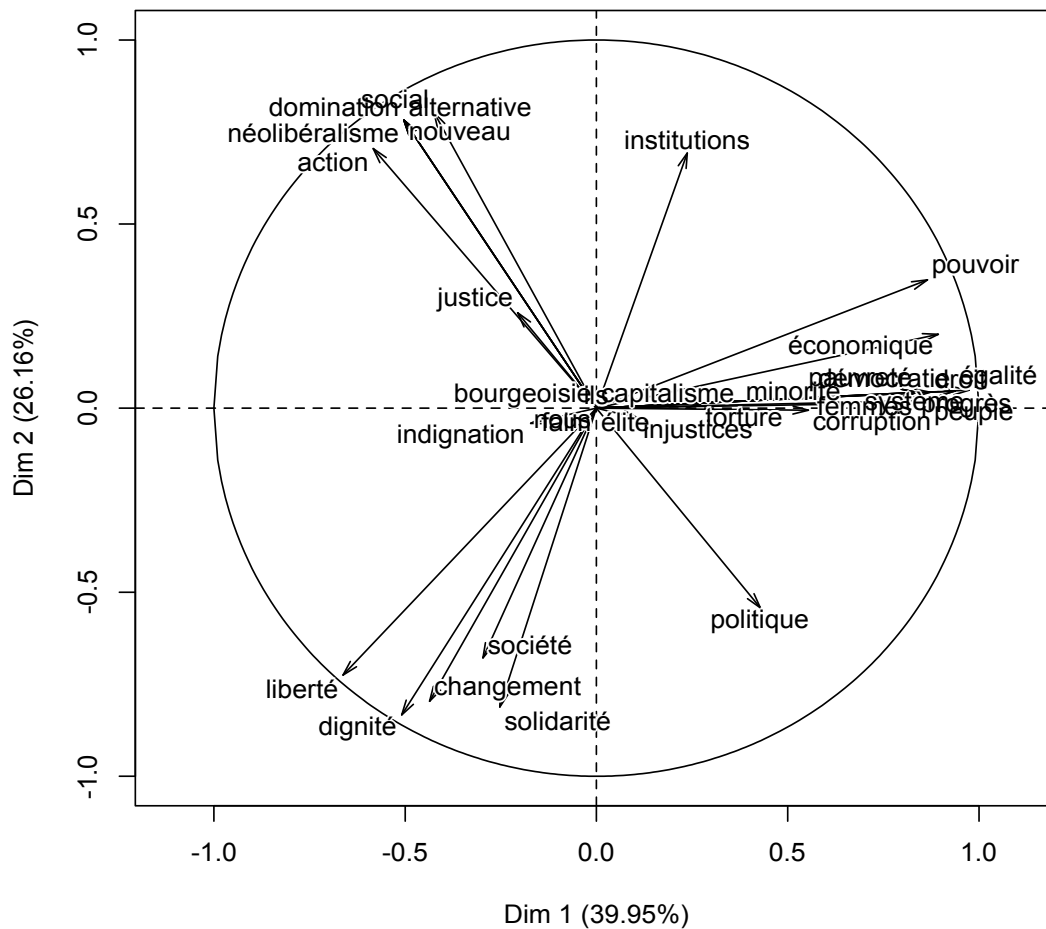


Figure 4.8 : Cercle de corrélations de l'analyse factorielle de type PCA



Pour ce qui est de l'analyse des distributions statistiques du cercle des corrélations, il est observable que la composante de la « domination » influence grandement la deuxième dimension de l'analyse factorielle. Cette composante contribue à isoler le FSM ainsi que celles « d'alternatives », « d'actions » et d'un autre monde par la notion de « nouveau ». Les manifestes d'Occupons Montréal, d'OWS et de Democracia Real Ya sont davantage influencés par des composantes comme le « pouvoir », « l'égalité », « l'économie » et se retrouvent ainsi plus près de l'abscisse (x). Il est également surprenant de constater que la composante « institution » fractionne les manifestes de deux réseaux appartenant à la même nébuleuse identitaire : le réseau d'OWS contre celui de Montréal et le réseau de l'organisation militante Democracia Real Ya contre celui des occupants et occupantes de la Puerta del Sol. Ce dernier manifeste est également très influencé par les composantes « dignité », « liberté », « changement » et « solidarité » qui tendent à l'isoler davantage des autres manifestes des mouvements et réseaux du cycle de mobilisation de 2011. Il est important de préciser néanmoins le fait que le texte comporte peu de

mots; ce qui augmente ainsi leur fréquence pondérée par rapport aux autres manifestes qui ont un plus important volume de mots. Autrement dit, la correspondance est forte entre les attentes théoriques des profils et la distribution des résultats observables selon le cercle de corrélation. La charte du FSM est largement isolée dans son quadrat, alors que les manifestes de la nébuleuse Occupy sont relativement situés près les uns des autres. Somme toute, l'exercice est intéressant pour montrer à la fois statistiquement et graphiquement les rapprochements idéologiques et sémantiques entre ces mouvements sociaux. Cela permet aussi de mettre en relation l'ensemble des manifestes du corpus après la manipulation du nuage de mot pour le même corpus.

4.2. Répertoire d'actions collectives et structure organisationnelle

Après avoir répertorié et analysé les stratégies discursives des réseaux de la nébuleuse Occupy et celles de la charte du FSM, cette section pose un regard critique sur les ressemblances et les dissemblances organisationnelles et structurelles entre la nébuleuse altermondialiste et le mouvement Occupy au travers de leur répertoire respectif d'actions collectives. Considérant les données recueillies lors des entrevues et de l'observation documentaire, l'altermondialisme et Occupy adoptent la même stratégie organisationnelle. Il s'agit du réseau comme la majorité des nouveaux mouvements sociaux pour assurer une plus grande horizontalité structurelle aux différents groupes d'affinité de ces nébuleuses. Ainsi, ce mode d'organisation est propre aux nouveaux mouvements sociaux pour rompre la verticalité du mouvement ouvrier et syndical, qui s'appuie sur une plus grande hiérarchisation au sein de l'organisation militante ainsi que sur l'identification de dirigeants et porte-parole officiels. La logique organisationnelle du réseau propre aux nouveaux mouvements sociaux permet ainsi à la nébuleuse altermondialiste et à celle du mouvement Occupy de maximiser l'horizontalité de sa structure militante. La forme réticulaire est une idéologie en soi ainsi qu'un système de coordination permettant aux militants et militantes d'éviter le cloisonnement et la rigidité des modèles classiques d'organisations militantes et partisans⁶. Le réseau permet donc à la nébuleuse altermondialiste de désenclaver sa lutte sur le plan géographique et thématique⁷. Les réseaux permettent une meilleure coordination par le biais de sites spécialisés, de l'organisation de contre-sommets et des moyens de visibilité⁸.

Outre ces considérations théoriques de l'organisation réticulaire, il subsiste néanmoins des

⁶ C. DATCHARY et J. PAGIS. « Jeunes altermondialistes en réseau », *Réseaux*, no. 133, 2005, p. 201.

⁷ C. DATCHARY et J. PAGIS. « Jeunes altermondialistes en réseau », [...], p. 201.

⁸ L. CAMEL. « Les réseaux de l'antimondialisation », [...], p.156.

différences entre l'altermondialisme et le mouvement Occupy à cet effet en dépit de leur appartenance idéologique et militante. Dans cette perspective, il apparaît que la nébuleuse altermondialiste préconise une structure organisationnelle plus verticale que celle du mouvement Occupy en raison de l'intégration du FSM comme organe décisionnel central. En effet, ce contre-sommet de la nébuleuse altermondialiste semble avoir pour mandat officieux de reconfigurer l'ordre du jour mondial dans la perspective où ce mouvement se considère comme une alternative au pouvoir en place. Cela nécessite une plus importante structure militante et organisationnelle, un plan d'action ainsi que l'identification d'intellectuels émanant de la nébuleuse, de porte-parole officiels ainsi que de leaders pour asseoir cette visée programmatique du changement social.

Le FSM est en quelque sorte l'édification d'un espace public à tendance internationale. Selon Habermas, le principe de sphère publique s'oppose par essence à toute forme de domination⁹ faisant en sorte que l'espace public démocratique représente des « lieux permanents et autonomes de la formation de l'opinion et de la volonté politique qui ne sont contraints ni par l'urgence, ni par la tutelle de l'État »¹⁰. La contestation internationale dans un espace public préfiguré par le FSM est un exercice essentiel, mais difficile à satisfaire dans la mesure où la contestation prend forme, de prime abord, dans des contextes nationaux de conflit où les États opèrent un verrouillage indirect de l'espace de contestation¹¹. L'articulation du FSM repose sur une Charte des principes cristallisant la diversité du mouvement¹², bien que de nombreux militants et militantes reprochent au FSM l'institutionnalisation de son espace faisant en sorte que celui-ci serait devenu un instrument de technocrates coupé des luttes de base¹³. Le FSM serait devenu pratiquement un nouvel acteur des relations internationales¹⁴, ce que dénoncent toutefois plusieurs groupes au sein de cette nébuleuse.

Le mouvement Occupy s'écarte de cette tendance structurelle avec ses campements et ses réseaux autorégulés et autogérés où la seule ambition du mouvement est de changer les militants et militantes eux-mêmes par leurs activités protestataires et leur participation citoyenne afin de

⁹ J. HABERMAS, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, Paris, 1993, 324 p.

¹⁰ C. BAEZA et al. « L'invention de la contestation transnationale », [...], p. 27.

¹¹ C. BAEZA et al. « L'invention de la contestation transnationale », [...], p. 30.

¹² C. KERAGHEL et J. SEN. « Explorations de l'espace ouvert », *Revue internationale des sciences sociales*, no. 182, 2004, p. 546.

¹³ N. HAERINGER. « Dix ans de Forum social mondial : quelques enseignements », [...], p. 14.

¹⁴ P. VIVERET et G. WASSERMAN (dir.). *Où va le mouvement altermondialiste ?*, [...], p. 9

mettre en œuvre de nouvelles pratiques démocratiques autodéterminées. Occupy tend à se dissocier des acteurs traditionnels comme les groupes de pression, les syndicats et les partis politiques afin de préserver son autonomie et sa représentation apolitique et non-partisane – bien que son discours soit éminemment politisé en raison du fort degré de politisation et de scolarisation de sa base militante¹⁵ –, alors que la nébuleuse altermondialiste intègre pleinement ces acteurs traditionnels au sein de sa structure. Ceci est intéressant d'un point de vue sociologique puisque cela marque une certaine rupture et confirme le refus presque obstiné d'Occupy de se définir et de se situer sur l'échiquier politique. Cela lui cause donc un certain préjudice pour ce qui est de son impact et de ses chances d'encourir certains gains relatifs. Autrement dit, les trajectoires biographiques et militantes du mouvement montrent qu'il s'agit d'un mouvement se revendiquant apolitique, mais dont la base militante est très fortement scolarisée et politisée. Ce paradoxe identitaire s'inscrit dans un processus cognitif de co-construction entre les militants et militantes, mais également entre ces derniers et le mouvement lui-même. Ainsi, ce mouvement vraisemblablement propulsé par la jeunesse se définit comme un tout supérieur à la somme de ses parties constitutives qu'est sa base militante selon une rhétorique s'approchant du gestaltisme

Ensuite, les deux mouvements sociaux sont marqués par la prévalence des nouvelles technologies de communications dans leur processus de mobilisation des ressources ainsi que la diffusion de leurs revendications. Cette utilisation massive des technologies de communications permet également de consolider les solidarités transnationales, qui sont extrêmement importantes pour l'arrimage du savoir-faire militant dans un processus allant du local vers le global. Par conséquent, la campagne de ces deux mouvements est relativement similaire puisque le répertoire d'action des nouveaux mouvements sociaux est largement démocratisé et diffusé. Le répertoire est accompagné d'une ambition d'internationalisation de la lutte afin de désenclaver cette dernière des espaces nationaux de contestation. Il subsiste donc d'importantes interconnexions dans les stratégies d'actions de ces mouvements s'imbriquant l'un dans l'autre, bien que singulier sur la base de leurs revendications ou d'absence de revendications pour ce qui est d'Occupy.

¹⁵ Tous les militants et militantes interrogés en entrevue ont effectué des études universitaires de premier, second et même troisième cycle en plus d'accorder beaucoup d'importance à l'actualité politique avant l'occupation pour certains et pour d'autres après le mouvement par un éveil de conscience.

4.3 Front commun de résistance : la base militante comme point de convergence

La dernière section de ce chapitre se concentre autour des enjeux des bases militantes respectives de l'altermondialisme et du mouvement Occupy. Les militants et militantes interrogés n'avaient pas tous les connaissances relatives au concept d'altermondialisme, bien que l'ensemble partageait les valeurs exportées par cette nébuleuse. Parfois, ces derniers avouent ne pas comprendre le concept lui-même en évoquant néanmoins que l'altermondialisme introduit une nouvelle génération de militants et militantes depuis ses origines¹⁶. Plusieurs militants et militantes ont participé à différents contre-sommets du mouvement altermondialiste comme celui de Québec¹⁷ ou participent activement à la réalisation du FSM de Montréal en 2016¹⁸. Une militante soutient que le mouvement Occupy appartient au continuum introduit par la nébuleuse altermondialiste, bien que le mouvement se distancie probablement de cette dernière puisqu'il se distancie de tout¹⁹. Considérant que le *sit-in* est l'action collective privilégiée par le mouvement altermondialiste²⁰, une militante affirme en entrevue que la totalité des contre-sommets auxquelles elle a participé était le lieu d'une occupation de l'espace public où le campement servait à la fois d'hébergement des participants et participantes ainsi qu'un laboratoire pour de nouvelles pratiques citoyennes²¹.

La plus importante interconnexion entre l'altermondialisme et le mouvement Occupy, au-delà des rapprochements idéologiques, est les militants et les militantes eux-mêmes. Ces derniers partagent des expériences plurielles et connexes ainsi que des affiliations idéologiques et militantes communes créant ainsi un sentiment d'appartenance aux valeurs véhiculées par Occupy et le mouvement altermondialiste. Ce rapprochement peut également avoir lieu de la part des militants et militantes sans nécessairement que ceux-ci se soient mobilisés de manière active aux différents moyens de contestation appliqués par la nébuleuse altermondialiste. Il n'est donc pas surprenant de constater à l'aune des entrevues que plusieurs militants et militantes interrogés ont eux-mêmes assisté à quelques événements de contestation comme des manifestations lors de sommets internationaux et de contre-sommet, alors que certains ont même été victime de

¹⁶ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

¹⁷ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes); E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes); E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

¹⁸ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes)

¹⁹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

²⁰ E. FOUGIER. « De l'altermondialisme aux « Indignés », [...], p. 34.

²¹ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 3*, [...], (120 minutes).

répression policière au Québec et ailleurs dans le monde²². Par conséquent, la nature altermondialiste du mouvement Occupy proviendrait des militants et militantes eux-mêmes en vertu des cellules dormantes (*abeyance structure*) et des expériences biographiques militantes surtout avec l'approche du FSM à Montréal. Dans l'espace de contestation du Québec, la base militante entre la nébuleuse altermondialiste et le mouvement Occupy est similaire en raison d'un certain transfert militant. Par ailleurs, les activités collectives se déroulent pour la plupart à Montréal, ce qui réduit le nombre absolu de militants et militantes dans chaque groupe d'affinité se mobilisant pour des causes altermondialistes ou connexes aux revendications de ce mouvement transnational pour la justice globale. Donc, le principal point d'ancrage entre le mouvement Occupy et l'altermondialisme, au Québec du moins, serait les militants et militantes eux-mêmes. Il y a un rapprochement organisationnel et structurel avec l'intégration de nouvelles solidarités très visibles par la collaboration entre certains acteurs comme le réseau Occupons Montréal et la CLASSE dans leurs efforts de convergence des luttes et de coordination de certaines actions collectives comme les manifestations de nuit où les deux mouvements puisaient dans leurs propres ressources pour combler les besoins du second et vice-versa²³. Plusieurs militants et militantes ont investi leurs énergies dans d'autres luttes en raison de l'institutionnalisation de l'espace de contestation en déployant leurs expertises autour des luttes environnementales, LGBTQA et récemment Occupy²⁴.

Avec eux ils apportent une certaine culture politique qui se transmet à d'autres générations militantes qui se l'approprient à leur tour, la transforment et en amplifient les effets. Au niveau organisationnel, il y a aussi un lien direct entre les mobilisations associées à la mondialisation des années 2000 et l'émergence de nouvelles organisations dans d'autres champs de luttes. C'est manifestement le cas de la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE). La CLASSE est une coalition temporaire formée autour de l'ASSÉ, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, née au tournant des années 2000, dans le contexte de fortes mobilisations contre la ZLÉA en 2001. Elle représente au printemps 2012 la moitié des étudiants en grève et se distingue par son mode de fonctionnement horizontal, le refus d'avoir un chef (mais plutôt des porte-parole) et son respect de la diversité des tactiques, souvenons-nous, à l'origine du conflit principal qui a traversé l'espace québécois de protestation mondiale. Autrement dit, au vu de l'histoire de l'enjeu de la mondialisation et des dynamiques politique et sociale qui l'ont accompagné au Québec, il n'est pas surprenant qu'en 2012, à l'échelle sociétale, le poids respectif des acteurs collectifs aient changé, faisant une place plus grande aux militants et aux réseaux qui se

²² E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 4*, [...], (160 minutes).

²³ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

²⁴ P. DUFOUR. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, [...], p. 236.

reconnaissent dans cette culture politique spécifique, ni que les modes d'action se soient transformés. Ces militants et ces acteurs, qui ont grandi ou qui sont nés dans l'espace de protestation mondiale, n'y sont certainement pas cantonnés²⁵.

De plus, l'intégration des enjeux de résistance autochtone au réseau de Montréal du mouvement Occupy peut consacrer un certain rapprochement avec la structure militante de la nébuleuse altermondialiste dans son ambition de constituer un espace de convergence. En effet, un militant affirme en entrevue que plusieurs comités se sont créés pour soutenir et coordonner plusieurs actions de contestation en soutien à la communauté autochtone en marge du mouvement Idle no More²⁶. Néanmoins, il est impossible d'observer un rapprochement officialisé entre le mouvement de résistance autochtone et le réseau de Montréal du mouvement transnational Occupy dans la perspective où, selon les prérogatives et l'identité collective du mouvement, il était impossible de s'afficher en tant que tel par le déploiement de la bannière ou de déclarations formelles de soutien. L'expérience militante d'occupation du square Victoria à Montréal montre la filiation d'une partie des militants et militantes à une « culture politique inspirée des pratiques libertaires » avec la participation directe, la recherche de consensus, la méfiance quant aux organisations ayant une structure hiérarchisée ainsi que la critique du système politique et institutionnel dans son ensemble²⁷. Leurs expériences militantes antérieures telles qu'illustrées en entrevue montrent qu'il ne s'agit pourtant pas d'une « génération spontanée »²⁸.

En outre, il subsiste une divergence sur le plan de la pérennité des actions militantes entre le mouvement Occupy et l'altermondialisme en raison du retrait stratégique d'Occupy, qui refuse la création d'un front commun de résistance. Inversement, la nébuleuse altermondialiste trouve ses origines dans cette tentative de produire une telle multitude axée sur la diversité des tactiques et des cultures. Encore une fois, Occupy semble se renfermer sur lui-même et se condamner à disparaître en raison de sa volonté de ne représenter que lui-même en avortant toute forme de partenariat avec d'autres acteurs, ce qui peut nuire ainsi à l'élargissement de sa base militante. D'un point de vue formel, le mouvement Occupy ne regroupe pas d'autres identités collectives que la sienne, alors que les militants et militantes, quant à eux, tentent de tisser des liens avec d'autres milieux comme celui des syndicats ou du milieu communautaire en vertu de leurs

²⁵ P. DUFOUR. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, [...], p. 236.

²⁶ E. WALDISPUEHL. *Entrevue avec militant 1*, [...], (105 minutes).

²⁷ P. DUFOUR. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, [...], p. 235.

²⁸ P. DUFOUR. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, [...], p. 235.

propres expériences militantes. Une autre différence entre Occupy et l'altermondialiste est le fait que le premier est un mouvement résolument occidental, alors que le deuxième intègre plus pleinement les résistances du Sud avec l'intégration des revendications autochtones et paysannes en utilisant le FSM comme moyen pour favoriser un rapport Sud-Sud ²⁹. Certes, l'altermondialisme et le mouvement Occupy représentent tous les deux un espace ouvert de dialogue ainsi qu'un lieu de convergence et de résistance pour de nombreux groupes sociaux de gauche. Ces mouvements montrent une volonté commune de ne point se faire instrumentaliser par les partis politiques en demeurant en dehors de la sphère politique. Ils insistent donc sur l'autonomisation du citoyen.

La principale différence entre l'altermondialisme et le mouvement Occupy se situe sur le plan de la durée et de la pérennité des stratégies d'action développées par l'altermondialisme vis-à-vis la spontanéité et la furtivité de la mobilisation d'Occupy, qui s'approche davantage d'une contestation de déshérités³⁰. Inversement, la mouvance altermondialiste s'inscrit dans la durée en vertu de l'organisation du FSM depuis plusieurs années³¹. L'altermondialisme repose sur une plus grande capacité d'institutionnalisation de ses revendications, alors que le mouvement Occupy tend à se dissocier de la sphère politique en acceptant seulement une collaboration ponctuelle avec les milieux syndicalistes et étudiants à propos de certains enjeux directs³². L'altermondialisme est porté par des revendications programmatiques permettant de modifier l'ordre du jour international ainsi que les valeurs véhiculées par nombres d'organisations en vertu du caractère normatif de sa contestation. L'un des exemples les plus probants de cette pratique est l'acceptation par l'Union européenne de la taxe Tobin, qui est d'ailleurs l'initiative des réseaux d'ATTAC³³. Quant à Occupy, celui-ci favorise un répertoire insistant sur le *sit-in*, ce qui le distingue profondément de l'altermondialisme, bien que leurs pratiques sont pour la plupart similaires. L'altermondialisme préconiserait des stratégies de mobilisation « fantomatiques » en

²⁹ Ce rapprochement Sud-Sud peut être également l'objet d'une participation active de certains acteurs occidentaux provenant des principaux foyers de l'altermondialisme comme la France. Les militants et militantes de ce pays sont très actifs lors des différents contre-sommets internationaux pour peut-être réintégrer d'une nouvelle façon le leadership de la 5^e république sur la scène internationale.

³⁰ F. F. PIVEN et R. CLOWARD. *Poor People's Movements*, Random House, New York, 1977, 383 p.

³¹ Il est intéressant de mentionner que le FSM de 2016 aura lieu dans la ville de Montréal, qui est l'un des foyers les plus actifs de l'altermondialisme en Amérique du Nord.

³² C. EMEREN. « Occupy : un mouvement social du XXI^e siècle », *Cités*, vol. 2, no. 54, 2013, p. 102.

³³ J.-J. MEVEL. « Une taxe Tobin dans 11 pays européens », *Le Figaro*, 22 janvier 2013, <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/01/22/20002-20130122ARTFIG00537-une-taxe-tobin-dans-onze-pays-europeens.php>, consultée le [13 mai 2014]

accentuant la mobilisation selon les enjeux, ce qui s'écarte du campement permanent d'Occupy pour redonner au peuple la rue et l'espoir d'un changement visible jour et nuit³⁴.

Ce processus de mobilisation transnationale d'une certaine frange de la société civile jouit d'une résonance peu commune en raison de son amplitude singulière au sein du système politique et économique international. De surcroît, cette mobilisation semble *ipso facto* motivée par les dérives du néolibéralisme ainsi que les abus exercés par certains acteurs. Il s'agit de mouvements somme toute assez similaires dans leur forme, leur discours et leurs pratiques. Il y a un certain caractère altermondialiste dans la contestation du mouvement Occupy, mais la question demeure à savoir si l'écho de celui-ci a été repris par les instances altermondialistes puisqu'Occupy trouve « ses racines dans les luttes anti-nucléaires des années 1970, dans les expériences autonomes, dans le mouvement altermondialiste »³⁵. Le mouvement Occupy, qui se caractérise par une absence de leader, semble avoir développé une dynamique « d'ego numérique » ou « d'ego réticulaire » au travers de ses mécanismes de contestation en se mobilisant par eux-mêmes et pour eux-mêmes. Cette dynamique peut-elle ainsi véritablement transcender les valeurs intrinsèques à toute société de consommation ? Cette attitude d'autopromotion et d'exclusion de la société politique en n'ayant pas de revendications claires a pour conséquence que les acteurs traditionnels de la société politique procéderont par eux-mêmes. À l'instar du printemps arabe où il n'y avait pas de figure charismatique, Occupy ne pouvait s'identifier à quelqu'un qui pourrait mener le jeu et personnifier le changement social. Cette dynamique est ainsi à la fois sa force et son talon d'Achille.

En ce sens, l'hypothèse de recherche est partiellement confirmée comme quoi Occupy est lié aux structures de la nébuleuse altermondialiste en raison du fait que le mouvement Occupy et l'altermondialisme appartiennent à la même filiation idéologique et partisane sans pourtant s'imbriquer l'un dans l'autre. D'une part, les stratégies discursives de ces mouvements sociaux sont relativement semblables puisque l'altermondialisme et le mouvement Occupy partagent une base militante commune ainsi que des campagnes similaires, voire connexes, dans une dynamique de co-construction des mobilisations en vertu de la transnationalisation de leurs actions collectives et l'internationalisation de leur identité collective. D'autre part, il subsiste des

³⁴ A. C. DRAINVILLE. « La résistance à la mondialisation : vue de la périphérie de l'économie mondiale », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 2, no. 192, 2007, pp. 263-275.

³⁵ A. SALLEH. « Rio + 20 et l'économie verte », [...]. p. 96.

points de rupture structurels, idéels et politiques importants entre l'altermondialisme et le mouvement Occupy. L'un de ces derniers se situe dans la prise de position politique de ces mouvements par le biais de leurs différents actes de langage. Ainsi, l'altermondialisme a une position assez anti-impérialiste en ayant des stratégies claires quant à la reconfiguration de l'ordre international. Ce positionnement stratégique s'explique en partie par le fait que l'un de ces principaux foyers est l'Amérique latine, qui comprend plusieurs États-nations tentant de renverser les pôles de puissance, dont le Brésil. Le positionnement politique du mouvement Occupy demeure plus ambigu que celle de l'altermondialisme, mais les deux insistent sur l'importance de créer un « autre monde ».

Dans une conjoncture de reconfiguration politique de l'altermondialisme ou de repli stratégique, le mouvement Occupy voulait faire les choses différemment en procédant par « essai et erreur » dans ses instances organisationnelles pour fixer de nouvelles pratiques militantes, sociales et politiques. Cette tactique organisationnelle a pour but de favoriser un processus d'apprentissage continu pendant l'action collective d'occupation, dont la finalité était la socialisation entre les militants et militantes. De plus, cette manière de faire manifeste de la volonté du mouvement de ne pas suivre nécessairement les trajectoires militantes et structurelles déjà organisées par la nébuleuse altermondialiste en dépit du fait que cette dernière possède davantage de ressources dont auraient pu bénéficier les mobilisations de 2011 et inversement renouveler celles de l'altermondialisme. Le mouvement Occupy s'intègre dans la mouvance altermondialiste par filiation idéologique et en raison de son système de valeurs exportable sans toutefois se positionner comme un groupe social identifié et défini par le mouvement des mouvements qu'est l'altermondialisme. Il y a ainsi un échec de la convergence militante entre Occupy et l'altermondialisme en raison du refus du premier de se faire définir à l'intérieur d'un cadre qu'il rejette ne serait-ce que pour se prévaloir d'une identité collective allant au-delà de tout cadrage. On suppose ainsi que le cycle de mobilisation de 2011 sans remplacer inéluctablement celui de l'altermondialisme – ayant une pérennité de ses instances militantes – se veut davantage concurrentiel que complémentaire aux manifestations altermondialistes publiques. Smith explique cet échec d'un prolongement militant conjoint en raison des « différentes logiques d'action qui imprègnent ces espaces militants, soit la logique d'action collective, qui est celle du

Forum social et la logique de la connectivité, qui marque plutôt l'occupation de Wall Street »³⁶. La prochaine section porte sur les discussions à propos des questions spécifiques de recherche ainsi que la confirmation ou l'infirmité de l'hypothèse de recherche à savoir si la campagne et la base militante d'Occupy sont réellement interconnectées oui ou non à celles de l'altermondialisme tout en considérant les orientations futures de ces mouvements sociaux.

³⁶ R. SARRASIN. « La politique dans la rue en contexte d'austérité. Des Indignés à Occupy », [...], p. 5.

Conclusion

En définitive, les nouveaux mouvements sociaux représentent pour certains l'avant-garde du progrès social, alors que pour d'autres ils sont les gardiens du bien commun. Ces derniers se construisent et se développent autour de certains dénominateurs communs : 1) une structure organisationnelle réticulaire, 2) une action collective reposant sur des valeurs communes et une identité collective, 3) des objectifs communs visant la promotion ou la prévention des changements sociaux, 4) et un répertoire d'actions collectives intégrant une grande diversité de stratégies d'actions¹. Cette recherche sur les nouvelles formes et représentations de contestation des nouveaux mouvements sociaux présentant des modes d'action transnationale trouve sa pertinence dans l'écho du cycle de mobilisation de 2010 à 2012 à l'échelle internationale. Dans une conjoncture de crise économique et politique dans moult espaces de contestation, les mouvements sociaux de la nébuleuse Occupy et du 15-M ont introduit de nouvelles pratiques pour mettre en œuvre leur critique radicale du système politico-économique dominant.

En ce sens, ces mouvements contestataires aux revendications parfois éclatées ou diffuses se sont opposés aux différentes mesures d'austérité post-crise économique de 2008 tout en s'indignant contre la montée des inégalités sociales et le déficit démocratique de la démocratie représentative en raison du cynisme et des injonctions du marché. Le mouvement Occupy et le mouvement du 15-M ont permis de nouveaux débats sociétaux quant à l'articulation des formes complexes entre le « je » et le « nous » de telle sorte qu'il s'agit vraisemblablement de son plus grand impact en fonction de l'absence de revendications claires. Néanmoins, le « nous » et l'identité collective présentés par les différents réseaux de la nébuleuse à travers leurs manifestes ne font pas nécessairement corps puisque les actions collectives de ces mouvements reposent en grande partie sur des initiatives individuelles. Cela s'explique en raison de l'ambition d'autonomisation de leur base militante : le discours d'Occupy énonce que le changement social ne peut être possible que si les individus changent eux-mêmes. Le mouvement Occupy invite ainsi ses militants et militantes à adopter de nouvelles pratiques respectant davantage les valeurs

¹ D. DELLA PORTA et M. DIANI. *Social Movements : An introduction*, Blackwell Publishing, Oxford, 1999, pp. 14-16.

véhiculées par cette nébuleuse de contestation, qui ne s'affiche pas nécessairement comme un lieu de convergence dirigé contre le néolibéralisme *a contrario* de la nébuleuse altermondialiste.

La nébuleuse altermondialiste a pour principal ennemi commun le néolibéralisme, qui représente le paradigme hégémonique codifiant les rapports sociaux. Certains mouvements et groupes de pression soutiennent que le néolibéralisme est un mouvement de dé-démocratisation par certains principes de substitution des mécanismes de gouvernance. L'un de ces exemples est les programmes d'ajustement structurel, dont les effets sont largement contestés par certains réseaux de la nébuleuse altermondialiste comme le groupe CADTM. Par ailleurs, ces mouvements ont réussi par leurs répertoires d'actions collectives à transformer une revendication sociale en enjeu politique en identifiant un tort ou un ennemi commun comme étant le responsable pour l'ensemble des problèmes liés aux structures politiques. Ainsi, une lutte sectorielle peut devenir un enjeu collectif dans un processus de politisation des revendications; et c'est exactement ce qu'a entrepris la nébuleuse altermondialiste avec un certain succès depuis son émergence.

Synthèse du processus de recherche

Il semble *a priori* que les principaux mouvements sociaux composant la nébuleuse altermondialiste sont l'objet d'un nombre considérable d'études quant à leurs pratiques et discours ainsi que sur le plan de leur processus de mobilisation des ressources ou encore de la transnationalisation de leur répertoire d'actions collective. Il demeure que les nouvelles formes de contestation internationale à l'instar d'Occupy ne sont que trop peu observées en raison de leur nature inédite. Cet état lacunaire de la littérature scientifique quant aux mécanismes et principes de ces nouveaux mouvements sociaux de protestation dans une conjoncture économique et sociale en crise est le moteur de cette recherche. L'objectif est de mesurer si les revendications du mouvement Occupy s'appuient réellement sur des moyens d'action ayant des liens directs avec les fondements de l'altermondialisme dans son dessein de changement social reposant sur le militantisme international et la transnationalisation du répertoire d'actions collectives pour faire advenir ce devenir de justice globale et mondiale.

Le chapitre 1 permet l'identification du cadre théorique de la recherche par la problématisation de la contestation des nouveaux mouvements sociaux ainsi que la recension de la littérature scientifique des principales théories en sociologie politique de la contestation et des mouvements sociaux. Ce chapitre montre également la conceptualisation ainsi que les différentes questions

spécifiques de recherche qui sont : 1) quel est le répertoire d'actions collectives du mouvement Occupy et 2) est-ce que le mouvement social Occupy partage une campagne, un répertoire et une base militante similaires à celle de la mouvance altermondialiste dans leur processus respectif de contestation du système politico-économique ? Ce chapitre est décisif pour l'orientation des axes de cette recherche, dont les données reposent essentiellement sur une investigation sur le terrain.

Le chapitre 2 a pour objectif d'expliquer et de contextualiser les mécanismes de contestation du mouvement Occupy dans l'espace politique et géographique qu'est le Québec entre 2011 et 2012. Par ailleurs, cet espace spatio-temporel est marqué par une crise politique sans précédent en raison de plusieurs défaillances sur le plan démocratique, ce qui a généré une crise de confiance majeure envers les institutions tout en exacerbant le cynisme. Le chapitre présente également les prémisses de l'identité collective du mouvement Occupy au travers de l'analyse de ses différentes revendications annoncées par les militants et militantes ainsi que le manifeste des réseaux.

Le chapitre 3 décortique le répertoire d'actions collectives du mouvement Occupy par le biais des pratiques militantes du réseau de Montréal, qui montre d'importantes interconnexions avec celui d'OWS. Il est question principalement du fonctionnement du campement pour l'action collective du *sit-in* ainsi que l'articulation des assemblées générales. Ce chapitre montre le rôle central des nouvelles technologies de communications dans le processus de mobilisation du mouvement Occupy dans la perspective où ce mouvement a été foncièrement « expulsé » de l'espace public. Ainsi, le mouvement qui, par son exclusion de l'espace public perdait au sens large sa visibilité ainsi que la possibilité de médiatisation de ses revendications, a été contraint d'orienter sa lutte dans une dimension strictement virtuelle par le biais d'Internet. Le cyberespace représente une tribune intarissable pour le mouvement pour ce qui est de la diffusion de ses principes constitutifs en étant le moteur d'un fort cyberactivisme permettant la coordination des actions collectives.

Le dernier chapitre offre une synthèse analytique des ressemblances et des différences entre la nébuleuse altermondialiste et le mouvement Occupy quant à leur campagne et leur base militante. Ainsi, la structure organisationnelle, les valeurs et arguments défendus, le répertoire d'actions collectives et le discours sont comparés afin de tirer des tendances à la fois qualitatives et quantitatives entre ces deux mouvements transnationaux de contestation.

Retour sur la question spécifique de recherche et l'hypothèse

Cette section permet de confirmer partiellement l'hypothèse de recherche qui était la suivante : le mouvement Occupy présente un répertoire d'actions collectives ayant des liens réels avec la base militante de la nébuleuse altermondialiste en vertu de son discours, de ses revendications, de sa campagne ainsi que des pratiques et des tactiques de désobéissance civile de ce mouvement social notamment. Les différents chapitres de ce mémoire ont démontré que la base militante entre le mouvement Occupy et la mouvance altermondialiste est relativement la même en raison d'un rapprochement de valeurs et d'idéologies entre ces deux mouvements sociaux, qui se campent à gauche du spectre politique. En l'occurrence, le mouvement Occupy peut appartenir à la convergence militante que tente de consolider l'altermondialisme en tant que force de résistance contre les effets pluriels de la mondialisation et du néolibéralisme sur le tissu social et l'organisation politique. Néanmoins, le mouvement Occupy se distancie absolument de cette nébuleuse dans son discours en tentant par ses stratégies discursives de représenter les 99% en son sein en étant ainsi le lieu de rassemblement de milliers de militants et militantes ayant pour dénominateur commun un désir de changement et de justice sociale.

Le mouvement Occupy a développé un répertoire d'actions collectives relativement similaire à l'ensemble des répertoires de troisième génération des nouveaux mouvements sociaux. En outre, l'hypothèse de recherche est en partie confirmée puisqu'il subsiste certaines différences structurelles entre l'altermondialisme et Occupy ainsi qu'une différenciation quant à l'orientation des revendications entre ces deux mouvements. Le premier montre une ambition programmatique de modification des rapports de forces, alors que le second se veut plutôt une insurrection des consciences sans programme spécifique pour réaliser le changement social en n'ayant aucune visée politique. En ce sens, le mouvement Occupy préfère demeurer apolitique, ce qui lui occasionne une certaine perte de pouvoir en s'isolant lui-même des autres groupes contestataires et en réduisant considérablement ses chances de créer de nouvelles solidarités. Cette prise de position militante pourrait s'expliquer par la *jeunesse* de ce mouvement porté par l'amplitude de sa mobilisation qui, malheureusement, s'est essoufflée aussi vite qu'elle a commencé. Néanmoins, il demeure une exception avec le mouvement du 15-M, qui déboucha en 2014 sur un parti politique, Podemos, qui termina quatrième aux élections européennes en Espagne en 2015.

Il est démontré de quelle manière le processus de politisation et non les conséquences de la crise économique de 2008 a propulsé la deuxième vague de mobilisation de l'altermondialisme depuis les événements de Seattle en 1999 en raison du fait que le cycle de mobilisation de 2010-2012 présente des revendications largement associées à la convergence altermondialiste. Les effets de la crise économique introduisent une SOP favorable à l'émergence et au développement des mouvements sociaux sans qu'il y aille de cause à effet puisque ces mouvements n'ont pas des stratégies discursives directement portées sur le système économique et financier en lui-même. Par ailleurs, il subsiste des similitudes importantes entre les deux cycles de mobilisation, bien qu'il n'y aille pas d'identité collective transcendant ces deux cycles en raison de l'horizontalité et de la diversité des réseaux autonomes de cette mouvance contestataire.

L'impact du mouvement Occupy

Le mouvement Occupy représente une mosaïque de résistances ayant certaines ressemblances avec un front de gauche éclaté intégrant des partisans de la gauche radicale ou encore du mouvement autonome selon les différentes organisations militantes des réseaux de la nébuleuse Occupy. Dans cette perspective, tous les réseaux de la nébuleuse Occupy sont constitués majoritairement d'individus et donc très peu de groupes d'affinité plutôt formels, bien que certains étaient visibles sur les différents sites d'occupation. L'importance du niveau local et communautaire dans l'articulation de la résistance du mouvement Occupy permet au mouvement de redonner une signification plus démocratique et inclusive à l'espace public et au politique en général en rompant l'isolement tout en permettant aux citoyens et citoyennes de reprendre eux-mêmes les leviers du pouvoir en arrimant leurs pratiques. Cela se reflète notamment dans la principale revendication du mouvement, qui est d'articuler un changement global de la société capitaliste de consommation par le biais d'une réflexion éthique, sociale et politique commune. Le système de revendications du mouvement est relativement ambigu de telle sorte qu'il est même difficile pour les militants et militantes de préciser et justifier eux-mêmes ces dernières ainsi que les moyens à opérer pour parvenir au résultat anticipé. Il s'agit d'un mouvement sans revendication sectorielle, dont l'identité collective est construite autour de l'idée d'une contestation globale contre les inégalités sociales. Pour remédier à l'injustice socioéconomique et politique en général, les militants et militantes ont instauré une série d'actions collectives permettant au mouvement, sur les différents lieux d'occupation du moins, d'instaurer une

organisation sociale plutôt communautaire insistant sur la responsabilité de tout un chacun pour réaliser le changement, et ce, une personne à la fois.

Pour ce faire, le mouvement Occupy développa une campagne de désobéissance civile efficace en centrant son répertoire d'actions autour du *sit-in*. Or, la désobéissance civile soulève un certain paradoxe dans la perspective où cette forme de lutte commune renvoie à une dimension essentiellement individuelle puisque ce sont les militants et militantes eux-mêmes qui doivent assumer les conséquences de leurs actes, alors que leur organisation militante porte en elle-même de nouvelles formes du collectif². Cela est étroitement relié à la démobilisation d'un mouvement social lorsque les coûts sont plus nombreux que les gains selon une logique olsienne. Le processus de démobilisation propre au mouvement Occupy après l'éviction des lieux d'occupation repose de manière générale sur une impression d'impuissance de la part des militants et militantes où l'indignation est une émotion réactive pouvant conduire à la fois à un épuisement ou découragement militant. Cela montre, d'une part, les limites de l'engagement social et militant et, d'autre part, les coûts personnels inhérents à toute mobilisation pour instituer le changement social par une évolution des consciences sociales et politiques.

Le mouvement Occupy est caractérisé par une absence de revendications en étant centré davantage autour de ses propres logiques organisationnelles si bien que le philosophe Zizek estime que le mouvement « ne doit pas tomber amoureux de lui-même »³. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que le mouvement Occupy s'est écarté lui-même de la sphère institutionnelle de telle sorte que ses « revendications n'ont donc pas besoin de prendre la forme d'un ensemble de mesures qui pourraient être appliquées par d'autres »⁴. Le mouvement s'appuie sur des principes de renforcement des acquis et d'autonomie en militant en faveur de la désobéissance civile et la construction de communautés alternatives. Le système économique semblait peu à peu retrouver sa vigueur lors du cycle de mobilisation de 2011 faisant en sorte que cette reprise des activités économiques a fortement diminué les possibilités de mobilisation à grande échelle. Le mouvement Occupy s'est quelque peu appuyé sur le travail de terrain instauré par

² A. OGIEN et S. LAUGIER. *Pourquoi désobéir en démocratie ?*, La Découverte, coll. « textes à l'appui », Paris, 2010, 211 p.

³ A. TAYLOR, K. GEISSEN et al. *Occupy ! : Scenes from Occupied America*, Verso, New York, 2011, 224 p.

⁴ C. AGUITON et N. HAERINGER. « S'occuper de la gauche ou l'ignorer ? », [...], p. 119.

l'altermondialisme afin de mobiliser en partie sa base militante pour l'intégrer à sa propre campagne puisque ces mouvements partagent des valeurs et des idéologies communes et similaires. Ainsi, le mouvement Occupy est-il une bulle ou un mouvement historique considérant que ce dernier ne rejette pas absolument le capitalisme comme mode de gouvernance tout en étant implicite sur ses préférences idéologiques entre aspiration anarchiste ou révolutionnaire?

Pour certains militants et militantes, l'expérience Occupy représente une certaine désillusion de refaire l'histoire à l'image de Mai 68, alors que pour d'autres cette mobilisation a littéralement changé leurs vies à jamais. Le mouvement Occupy représenterait un rendez-vous manqué pour certains en dépit de son amplitude incontestable sur le plan de la mobilisation dans la mesure où ce mouvement n'a pas été capable de reconfigurer ou d'instituer des changements sociaux concrets à l'instar d'autres mouvements ayant eu un plus grand impact ou des gains substantiels à leurs revendications. Ainsi, peut-être que le mouvement Occupy n'était dans les faits qu'une bulle d'espoir pour une société civile de plus en plus cynique vis-à-vis la sphère politique en ayant tout de même la réussite d'avoir contraint les élites politiques à un certain exercice de prise de conscience en vertu de la forte médiatisation du mouvement après plusieurs semaines d'occupation de l'espace public. Ces manifestations d'anthologie d'un ras de bol collectif a le mérite d'avoir modifié par sa résonnance l'ordre du jour un certain temps en introduisant un débat public quant aux pratiques démocratiques et à la régulation du capitalisme.

Le mouvement Occupy au Québec est particulier dans ce sens où les cellules dormantes du réseau (*abeyance structure*) ont participé à de nombreuses actions orientées contre la gouvernance du parti libéral en éducation notamment pendant la crise sociale de 2012 où l'indignation était d'ailleurs flottante en vertu de plusieurs scandales de corruption émanant du gouvernement. En d'autres termes, il y eut un important réinvestissement militant pendant la grève étudiante de 2012 de la part des occupants et occupantes du square Victoria afin de concrétiser les possibilités de changement social. De plus petits réseaux comme celui voulant occuper le cœur de l'Île se sont organisés en marge du « printemps québécois ». Cela tend à confirmer le renforcement des certains liens militants entre Occupy, les syndicats et les mouvements étudiants. L'impact du mouvement est relativement faible en raison de plusieurs facteurs structurels autant intérieurs qu'extérieurs au mouvement d'autant plus que le mouvement a été l'objet d'une forte répression.

Plus spécifiquement, l'impact du mouvement Occupy est la création de nouveaux espaces pluriels et de convergence en développant des alternatives démocratiques par l'élaboration de nouvelles structures politiques telles que les assemblées générales. Ces dernières conduisent les débats afin de résoudre des problèmes structurels très complexes et représentent des mécanismes de tolérance quant à une diversité militante allant au-delà des intérêts immédiats. Ainsi, les assemblées générales permettent un élargissement des principes démocratiques et constituent des laboratoires pour que ce mouvement puisse développer et mettre en œuvre de nouvelles pratiques décisionnelles et organisationnelles. Le discours de ce mouvement semble avoir un impact sur le rapport aux inégalités sociales en réintroduisant de manière efficace différents enjeux liés à l'appauvrissement d'une majorité de personnes et l'enrichissement d'une minorité à travers le monde. Bien que le mouvement Occupy axe son discours sur l'inclusion et la transversalité sociales (« nous sommes les 99% »), il semble néanmoins incapable d'intégrer en son sein une réelle diversité sociale, ethnique et culturelle pouvant véritablement introduire un nouveau rapport aux inégalités sociales. En effet, une analyse approfondie de la diversité des réseaux de la nébuleuse Occupy montre une absence ou une insuffisance de la représentation de certaines catégories sociales, culturelles et ethniques. Cette dernière est largement dominée par de jeunes hommes blancs issus pour la plupart de la classe moyenne. Par exemple, le réseau de Montréal intégrait très peu de membres de la communauté LGBTQA et immigrante allophone, mais il présentait du moins un ratio positif en terme de représentation homme-femme et de francophones-anglophones. Par ailleurs, le réseau prônait le bilinguisme et l'intégration des différences linguistiques : un fait exclusif en raison de ses prédispositions sociales, politiques et culturelles. Quant au réseau d'OWS, il présentait des déficiences majeures à l'égard de la représentation raciale dans le sens où seulement 1,6% des occupants et occupantes étaient d'origine afro-américaine, alors qu'ils représentent 12,6% de la population des États-Unis⁵.

Le mouvement représente un ballon d'oxygène en comparaison au ballon d'essai dans le système politique afin de s'instituer comme un contre-modèle et un contre-pouvoir. Sur le plan humain, l'impact de cette mobilisation sans précédent est l'intégration d'une nouvelle perspective située et réflexive pour les militants et militantes, qui se sentent transformés par cette expérience leur

⁵ C. SAUVIAT. « Occupy Wall Street. Un mouvement social inédit », [...], p. 8.

permettant d'acquérir de nouvelles trajectoires militantes et biographiques. La structure organisationnelle des réseaux de la mouvance Occupy permet également une meilleure pérennité de l'engagement social des militants en raison de la socialisation, du bris de l'atomisation sociale et d'une prise de conscience collective pour ériger le changement social tout d'abord en modifiant leur propre rapport aux inégalités sociales structurelles et systémiques. Il subsiste donc des changements majeurs à l'échelle individuelle ainsi que la création de nouvelles cellules dormantes pouvant être réactivées pour de prochaines mobilisations en ayant développé encore plus de savoir-faire et de savoir-être militant. Ce dernier élément fait en sorte qu'il existe également des instruments capables d'effectuer un certain transfert du répertoire d'actions à d'autres mouvements qu'ils soient syndicaux, étudiants ou communautaires. Néanmoins, ces derniers ne peuvent d'aucune manière être annexés à la lutte du mouvement Occupy puisque les prescriptions du mouvement écartent toute possibilité de partenariat avec d'autres acteurs sociaux et politiques afin que son discours ne soit point instrumentalisé par des revendications corporatistes. Il subsiste un élan de solidarité naturel entre Occupy et le 15-M en vertu d'une conjoncture économique et politique propice aux leviers de mobilisation centrés autour des enjeux émotionnels comme l'indignation. Ainsi, le caractère spontané du mouvement est l'une de ses assises les plus fondamentales, alors que l'internationalisation de la résistance est un élément central aux premières phases du mouvement des Indignés en Espagne et du mouvement Occupy.

Selon Nez, le mouvement espagnol se revendique lui-même « d'une filiation avec les révolutions du printemps arabe » en créant « dès le départ des mécanismes visant à promouvoir à l'étranger le modèle du campement permanent comme forme d'action collective »⁶. Cette externalisation et cette diffusion du répertoire d'actions sont également utilisées de la même manière par Occupy dans une dynamique de mimétisme des formes de contestation des Indignés d'où la confusion générale dans les médias entre ces deux mouvements sociaux, qui sont pourtant distincts l'un de l'autre. Il importe de préciser que chaque réseau de la mouvance Occupy est différent les uns des autres, alors qu'un ensemble d'actions collectives et de principes d'autorégulation sont semblables dans les différents réseaux pour créer un espace de convergence et un mouvement social ayant des caractéristiques transnationales. Cela s'explique par une appropriation des pratiques militantes par le biais des nouvelles technologies de communications et plus

⁶ R. SARRASIN. « La politique dans la rue en contexte d'austérité. Des Indignés à Ocopy », [...], pp. 3-4.

précisément par la création de plates-formes numériques de coordination comme InterOccupy et The Global Square ou par la participation de militants et militantes ayant été présents sur les lieux d'occupation des autres réseaux. Ces tendances expliquent notamment la filiation et la ressemblance du répertoire d'actions collectives entre les différentes structures de ce mouvement social. Ainsi, ce dernier montre une certaine homogénéité des pratiques, alors que sur le plan idéal il est très éclaté à l'image de la nébuleuse altermondialiste.

Limites de la recherche sur le terrain

La recherche telle que menée selon le devis expliqué au chapitre 1 montre trois limites et difficultés quant à la validité interne et externe. La première difficulté a été de trouver des participants à la recherche. Cela peut s'expliquer par un climat de méfiance en raison d'une crainte quant à une infiltration policière pour recenser les pratiques du mouvement et permettre ainsi une stratégie policière d'étouffement du mouvement surtout dans une conjoncture post 2012. La deuxième limite de cette recherche est le fait qu'elle repose sur une étude de cas simple, alors qu'il aurait été préférable de faire une étude de cas multiple ou comparée afin d'élargir le champ des réseaux étudiés entre la nébuleuse altermondialiste et le mouvement Occupy. Ce choix s'explique en raison du peu de ressources disponibles que ce soit en matière de temps, d'argent ou de connaissances scientifiques lors de l'étape l'observation documentaire. Le peu de littérature scientifique quant au mouvement Occupy et au mouvement du 15-M est la troisième limite recensée pour cette recherche. Cet état lacunaire de la littérature scientifique a rendu passablement difficile la réalisation de cette recherche surtout dans la perspective où le cadre opératoire doit nécessairement reposer sur des assises théoriques fiables et vérifiables. Les entrevues ont pallié cette limite en accroissant les connaissances sur l'objet de recherche.

Discussion

Les événements terroristes de 9/11 ont introduit une obsession sécuritaire qui renforce *a posteriori* la judiciarisation de la contestation ainsi que la militarisation des rapports de force entre les agents du maintien de l'ordre et des militants et militantes dans l'espace public. Cette surenchère sécuritaire pendant les sommets internationaux d'organisations comme le FMI ou l'OMC contribue à un certain évitement des institutions démocratiques, qui peut ensuite contribuer à renforcer le cynisme ou encore à favoriser les conditions nécessaires à une certaine radicalisation des formes de contestation des mouvements de la gauche globale. L'une des

principales conséquences de ces tendances à l'échelle internationale est la limitation des discussions publiques ainsi que l'opacité du processus décisionnel. Ainsi, les Parlements représentent de moins en moins un lieu de dialogue, ce que conteste et dénonce le mouvement Occupy. Le mouvement s'oppose également aux atteintes multiples à la dignité et aux libertés individuelles dans les démocraties libérales en marge du *Patriot Act* aux États-Unis ou de la loi 78 au Québec, qui consacre un processus de criminalisation de l'action collective par une forte répression policière et des arrestations de masse arbitraires, par exemple. Cela a pour conséquence l'augmentation de la méfiance envers les mécanismes de gouvernance, soit une réelle menace au système démocratique. La contestation du mouvement Occupy, celle des 99%, s'intègre à la critique de Larsch quant à l'emprise politico-économique du 1%:

Il fut un temps où ce qui était supposé menacer l'ordre social et les traditions civilisatrices de la culture occidentale, c'était la Révolte des masses. De nos jours, cependant, il semble bien que la principale menace provienne non des masses, mais de ceux qui sont au sommet de la hiérarchie⁷.

Ainsi, les mouvements sociaux sont nécessaires et vitaux pour tout système démocratique afin de réorienter les débats de société et redonner un second souffle aux principes de la démocratie en introduisant de nouvelles pratiques telles que les assemblées générales citoyennes et une organisation communautaire décentralisée des leviers de gouvernance. Or, il est à s'interroger sur les conséquences à long terme de ces pratiques dans la perspective où ces dernières pourraient avoir des conséquences perverses comme un retrait de plus en plus grand de l'État dans différents champs d'activité pouvant ainsi véritablement sonner le glas de l'État-providence. Il est également intéressant de s'interroger sur les défis et les suites de l'altermondialisme à l'échelle internationale et également au Québec d'autant plus que Montréal accueillera pour la première fois au Nord l'exercice démocratique du FSM en 2016. Nonobstant l'ampleur de la mobilisation, il demeure difficile de consacrer le changement social lorsqu'il subsiste d'importantes tensions internes entre les militants et militantes relativement à l'organisation structurelle et au degré d'horizontalité ou de verticalité ainsi qu'au rapport dominant quant à l'utilisation de la violence politique et de la diversité des tactiques militantes. En outre, il semble que la mobilisation de la nébuleuse altermondialiste a besoin de nouvelles orientations militantes pour lui permettre de

⁷ C. LASCH. *La révolte des élites : Et la trahison de la démocratie*, Paris, Éditions Flammarion, 2007, p. 37.

nouveau de contribuer au changement social et il apparaît que ce renouveau ne représente pas le mouvement Occupy comme l'auraient souhaité les plus optimistes lors du dernier cycle de mobilisation.

Le mouvement au Québec semble somme toute relativement disséminé depuis son éviction du domaine public en se voyant obligé de réorienter ses principes de mobilisation surtout dans l'espace virtuel, bien qu'une nouvelle phase du mouvement Occupy à Montréal semble se dessiner avec l'intégration d'un campement au cégep Saint-Laurent dans le sillage de la mobilisation étudiante contre l'austérité du gouvernement Couillard. Ainsi, est-ce que la structure des opportunités politiques sera encore favorable à l'émergence et au développement de mouvements sociaux de contestation au Québec ? Occupons Montréal invite, néanmoins, les militants à mettre en œuvre une occupation globale en marge du printemps 2015 en produisant un nouveau manifeste prônant « l'importance de la collectivité, la participation citoyenne, la vie en communauté et la solidarité » dans le but d'illustrer « la possibilité d'exister autrement » et d'inviter les militants à « garder le cap »⁸. Ainsi, est-ce que la mobilisation sociale contre les compressions budgétaires et les mesures d'austérité du gouvernement du Québec sera l'occasion d'une alliance entre un réseau du mouvement Occupy et le mouvement étudiant? Cette question pertinente demeure ouverte pour le moment, alors que les prochains mois montreront à quel point il est possible pour le mouvement Occupy de mobiliser à nouveau des ressources. Ensuite, il serait pertinent de mesurer si celles-ci seront aussi nombreuses que pendant le cycle de mobilisation de 2011 et d'évaluer l'impact de leurs prochaines actions collectives et directes.

⁸ 99% Média. *Manifeste pour une occupation globale*, 20 avril 2015, [En ligne], <http://www.99media.org/manifeste-pour-une-occupation-durable/> (page consultée le 10 mai 2015)

Bibliographie

- AGUITON, Christophe et Nicolas HAERINGER. « S'occuper de la gauche ou l'ignorer ? », *Mouvements*, vol. 1, no. 69, pp. 116-127.
- AMINZADE, R. R. et D. MCADAM. « Emotions and Contentious Politics » dans R. R. AMINZADE *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, pp. 14-50.
- ANCELOVICI, Marcos. « Esquisse d'une théorie de la contestation : Bourdieu et le modèle du processus politique », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, no. 2, 2009, pp. 39-61.
- BAEZA, Cecilia, Laurent BONNEFOY et Hélène THIOLLET, « L'invention de la contestation transnationale par les forums et les sommets : la naissance d'un espace public mondial? », *Raisons politiques*, no. 19, 2005, pp. 25-43.
- BADOUARD, Romain. « Les mobilisations de clavier. Le lien hypertexte comme ressources des actions collectives en ligne », *Réseaux*, vol. 5, no. 183, 2013, pp. 87-117.
- BANDY, Joe et Jackie SMITH, *Coalitions Across Borders. Transnational Protest and the Neoliberal Order*, Rowman & Littlefield Publishers, Oxford, 2005, 262 p.
- BENESSAIEH, Karim. « Les Indignés expulsés en douceur », *La Presse* (Montréal), 26 novembre 2011, p. A5.
- BENFORD, Robert D. et David. A. SNOW. « Processus de cadrage des mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, vol. 3, no. 99, 2012, pp. 217-255.
- CALLINICOS, Alex *et al.* « Que pensent les marxistes de l'altermondialisme? », *Actuel Marx*, no. 44, 2008, pp. 12-30.
- CANET, Raphaël. « Introduction. Du néolibéralisme à l'altermondialisme », dans BEAUDET, Pierre, Raphaël CANET et Marie-Josée MASSICOTTE. *L'altermondialisme : Forums sociaux, résistance et nouvelle culture politique*, Les Éditions Écosociété, Montréal, 2010, pp.8-18.
- CANET, Raphaël et Jules DUCHASTEL (dir.), *La régulation néolibérale : crise ou ajustement ?*, Éditions Athéna, Montréal, 2004, 391 p.
- CASTELLS, Manuel. *Networks of Outrage and Hope. Social Movements in the Internet Age*, Polity Press, Cambridge, 2012, 306 p.

- CASTELLS, Manuel, *Le pouvoir de l'identité*, Fayard, Paris, 1999, 492 p.
- CARAMEL, Laurence. « Les réseaux de l'antimondialisation », *Critique internationale*, no. 13, 2004, pp. 153-161.
- CELIKATES, R. « La déobéissance civile : entre non-violence et violence », *Rue Descartes*, no. 77, 2013, pp. 35-51.
- CHALOZIN-DOVRAT, L. et S. BULLE. « Prendre place au-delà de la répartition des places », *Multitudes*, vol. 3, no. 50, 2012, pp. 130-137.
- CHAN-TIBERGHIE, Jennifer. « La participation féministe au mouvement altermondialiste : une critique de l'Organisation mondiale du commerce », *Recherches féministes*, vol. 17, no. 2, 2004, pp. 195-225.
- HAZEL, François. « Mobilisation des ressources », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'Olivier FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, pp. 364-370.
- CHOMSKY, Noam. *Occupy : Occupied Media Pamphlet Series*, Zuccotti Park Press, New York, 2012, 127 p.
- G. COLEMAN. *Hacker, Hoaxer, Whistleblower, Spy, the Many Faces of Anonymous*, Hardcover, 2014, 464 p.
- CONTAMIN, Jean-Gabriel. « Analyse des cadres », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'Olivier FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, pp. 38-46.
- COUSSY, Jean. « États africains, programmes d'ajustement et consensus de Washington », *L'Économie politique*, vol. 4, no. 32, 2006, pp. 29-40.
- CROZIEZ, S., P. HUNTINGTON et J. WATANUKI. *The Crisis of Democracy*. Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission, New York, 1975, 220 p.
- DATCHARY, C. et J. PAGIS. « Jeunes altermondialistes en réseau », *Réseaux*, no. 133, 2005, p. 199-228.
- DELLA PORTA, Donatella et Sidney TARROW (dir.). *Transnational Protest and Global Activism*, Rowman & Littlefield Publishers, Lanham, 2005, 283 p.
- DELLA PORTA, Donatella. « L'altermondialisme et la recherche sur les mouvements sociaux. Quelques réflexions », *Culture et conflits*, vol. 2, no. 70, 2008, pp.13-31.
- DIANI, Mario et Doug MCADAM (dir.), *Social Movements and Networks*, Oxford University Press, New York, 2003, 386 p.
- DOMINGUEZ, R. « La désobéissance civile électronique », *Multitudes*, no. 41, 2010,

pp. 204-211.

DRAINVILLE, André. « La résistance à la mondialisation : vue de la périphérie de l'économie mondiale », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 2, no. 192, 2007, pp. 263-275.

DUFOUR, Pascale et Renaud GOYER. « Analyse de la transnationalisation de l'action collective : proposition pour une géographie des solidarités transnationales », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, no. 2, 2009, pp. 111-134.

DUFOUR, Pascale. *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2013, Montréal, 293 p.

DUPUIS-DÉRI, Francis. *L'altermondialisme*, Les Éditions du Boréal, Montréal, 2009, 128 p.

DUPUIS-DÉRI, Francis. « Black Blocs. Bas les masques », *Mouvement des idées et des luttes*, no. 25, 2003, pp. 74-80.

EMERAN, Christine, « Occupy, un mouvement social au XXI^e siècle », *Cités*, no. 54, 2013, pp. 101-112.

EXTERMANN, L. « La criminalisation de la contestation politique : un échec du libéralisme », *Déviance et société*, vol. 2, no. 2, 1978, pp. 199-213.

FARRO, Antimo L. *Les mouvements sociaux. Diversité, action collective et globalisation*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2000, 260 p.

FAVRE, Pierre. *La manifestation*, Presse de Sciences Po, 1990, Paris, 392 p.

FERRET, Jérôme. « Des devenirs minoritaires. Retour sur l'expérience politique des « indignés » espagnols », *Mouvements*, vol. 3, no. 75, pp. 86-95.

FÉRON, Élise. « Les altermondialistes dans le mouvement social européen : entre participation et retrait », *Critique internationale*, no. 27, 2005, pp. 163-175.

FILLIEULE, Olivier. « La police des foules », dans Xavier CRETTEZ et Laurent MUCCHIELLI, *Les violences politiques en Europe*, La Découverte « Recherches », 2010 pp. 213-228.

FILLIEULE, Olivier, *Sociologie de la protestation*, Édition L'Harmattan, Paris, 1993, 288 p.

FILLIEULE, Olivier. *Stratégies de la rue. La manifestation en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 1997, 435 p.

- FILLIEULE, Olivier. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? », *Politique et Sociétés*, vol. 28, no. 1, 2009, pp. 15-36.
- FILLIEULE, Olivier et Lilian MATHIEU. « Structures des opportunités politiques » dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'Olivier FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, pp. 530-540.
- FILLIEULE, Olivier et Danielle TARTAKOWSKY. *La manifestation*, Les Presses Sciences Po, Paris, 2012, 228 p.
- FIREMAN, Bruce et William. A. GAMSON. « Utilitarian Logic in the Resource Mobilization Perspective » dans *The Dynamics of Social Movements* de M. N. ZALD et J. MCCARTHY (dir.), Winthrop, Cambridge, 1979, pp. 8-44.
- FOUGIER, Eddy. « L'altermondialisme entre deux pièges », *L'Économie politique*, no. 25, 2005, pp. 59-66.
- FOUGIER, Eddy. *Dictionnaire analytique de l'altermondialisme*, Éditions Ellipses, Paris, 2006, 287 p.
- FOUGIER, Eddy. « De l'altermondialisme aux « Indignés » : un nouveau souffle pour la contestation du capitalisme ? », *Revue internationale et stratégique*, no. 86, 2012, pp. 26 à 36.
- FOUGIER, Eddy. « L'altermondialisme, vingt ans après : la grande désillusion », *Revue international et stratégique*, vol. 1, no. 93, 2014, pp. 63-71.
- FRIEDMAN, D. et D. MCADAM. « Collective Identity and Activism: Networks, Choices, and the Life of a Social Movement », dans A. D. MORRIS et C. MCCLURG MUELLER (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1992, pp. 156-173.
- GAGLIANO, Giuseppe. « Réseaux sociaux, altermondialistes et contre-sommet », *Sécurité globale*, vol. 4, no. 18, 2011, pp. 131-140.
- GAMBS, D. « Occupying Social Media », *Socialism and Democracy*, vol. 26, no. 2, 2012, pp. 55-60.
- GAMSON, William. A. *Talking Politics*, Cambridge University Press, New York, 1992, 272 p.
- GIUGNI, Marco, Doug MCADAM et Charles TILLY (dir.), *How Social Movements Matter*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1999, 324 p.
- GOODWIN, J et J. M. JASPER. Caught in a Winding, Snarling Vine: The Structural Bias of Political Process Theory, *Sociological Forum*, vol. 14, no. 1, 1999, pp. 27-54.

- GOFFMAN, Erwing. *Frame Analysis: An Essay on the Organization of the Experience*, Harper Colophon, New York, 1974, 586 p.
- GOLSORKHI, Damon et al. « Mouvements sociaux, organisations et stratégies », *Revue française de gestion*, no. 217, 2011, pp. 79-91.
- GUATTARI GROUP NY. « À PROPOS D'OCCUPY WALL STREET », *Chimères*, vol. 1, no. 79, 2013, pp. 173-176.
- GUAY, L., P. HAMEL et D. MASSON. *Mouvements sociaux et changements institutionnels : l'action collective à l'ère de la mondialisation*, Presses des Universités du Québec, 2005, 436 p.
- GHELLER, Frantz. « L'altermondialisme et la revalorisation de la politique extra-parlementaire », *Sociologie et sociétés*, vol. 44, no. 1, 2012, pp. 193-216.
- HABERMAS, J. *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, Paris, 1993, 324 p.
- HAERINGER, Nicolas. « Dix ans de Forum social mondial : quelques enseignements et quelques pistes pour repenser l'espace altermondialiste », *Mouvements*, vol. 3, no. 63, 2010, pp. 11-19.
- HAERINGER, Nicolas. « OWS : une question de savoir-faire », *Mouvements*, vol. 1, no. 69, pp. 159-164.
- HAERINGER, Nicolas. « Occupy Wall Street : fin ou début d'un mouvement ? », *La Revue des livres*, no. 10, 2013, 80 p.
- HAERINGER, N. et S. OUARDI. « La désobéissance civile, une légitime réponse », *Mouvements*, no. 65, 2011, pp. 120-129.
- HESSEL, Stéphane. *Indignez-vous*, Indigène, Paris, 2010, 14 p.
- HMED, C. « Espace géographique et mouvements sociaux », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'Olivier FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, pp. 220-227.
- JACOB, Jean. *L'antimondialisation : aspects méconnus d'une nébuleuse*, Berge international éditeurs, Paris, 2006, 223 p.
- JENKINS, J. Craig et Bert KLANDERMANS (dir.), *The Politics of Social Protest*, Minnesota University Press, Minneapolis, 1995, 381 p.
- JENKINS, Craig J. « Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements », *Annual Review of Sociology*, vol. 9, 1983, pp. 527-553.

- JOSPIN, Lionel. « CHAPITRE 1. Les premières leçons de la crise », dans Jean-François LISÉE et Éric MONTPETIT (dir.), *Imaginer l'après-crise*, Les Éditions du Boréal, Montréal, 2009, 276 p.
- KECK, Margaret E. et Kathryn SIKKINK, *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Cornell University Press, N. Y., 1998, 228 p.
- KERAGHEL, C. et J. SEN. « Explorations de l'espace ouvert », *Revue internationale des sciences sociales*, no. 182, 2004, pp. 543-553.
- KING, Mike. « D'une gestion policière réactive à la gestion des manifestants ? La police et les manifestations anti-mondialisation au Canada », *Culture et conflits*, no. 56, 2004, pp. 209-247.
- KINGDON, John W. *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Little Brown and Co., Boston, 1984, 273 p.
- KLANDERMANS, Bert. « The Formation and Mobilization of Consensus » dans *Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Cultures* de B. KLANDERMANS, R. KRIESI et S. TARROW (dir.), JAI Press, Greenwich 1988, pp. 173-196.
- KLANDERMANS, Bert et Suzanne STAGGENBORD (dir.), *Methods in Social Movements Research*, Minnesota University Press, Minneapolis, 2002, 382 p.
- KLEIN, Naomi et al. *#INDIGNÉS ! D'Athènes à Wall Street, échos d'une insurrection des consciences*, Éditions la Découverte, « Hors collection Zone », 2012, 200 p.
- KOLLER, Sylvie. « Espagne : les mains fragiles des indignés », *Études*, vol. 2, tome 416, 2012, pp. 163-173.
- KOTRONAKI, Loukia. « Les mobilisations des indignés : politique du conflit et politique conventionnelle aux années du mémorandum en Grèce », *Pôle Sud*, vol. 1, no. 38, 2013, pp. 53-70.
- KRIESI, Hanspeter. « Les mouvements sociaux et le système politique : quelques remarques sur les limites de l'approche du processus politique », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, no. 2, 2009, pp. 21-38.
- KRIESI Hanspeter, KOOPMANS Ruud, DUYVENDACK Jan Willem et Marco GIUGNI. « New Social Movements in Western Europe », *European Journal of Political Research*, no. 22, 1992, pp. 219-244.
- LADSOUS, Jacques. « De l'indignation à la marche », *Vie sociale et traitements*, no. 113, 2012, pp. 5-6.
- LALLEMENT, Michel. *L'âge du faire : travail, hacking, anarchie*, Seuil, Paris, 2015, 448 p.

- LAMOUREUX, Diane. *Irruptions citoyennes – Indigné(e)s, Occupy, printemps érable: les nouveaux contours de la mobilisation sociale*, 6 février 2014, Université Laval, Québec, 120 minutes.
- LAPEYRONNIE, Didier. « Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ? », *Revue française de sociologie*, vol. 29, 1988, pp. 593-619.
- LAROUCHE, V. « Tremblay a la cote auprès des indignés », *La Presse* (Montréal), 17 novembre 2011, p. A5.
- LAROUCHE, V. « La période de tolérance est terminée », *La Presse* (Montréal), 24 novembre 2011, p. A7.
- LASCH, Christopher. *La révolte des élites : Et la trahison de la démocratie*, Paris, Éditions Flammarion, Coll. Champs, 2007, 269 p.
- LEMIEUX, Vincent. *L'étude des politiques publiques. Les acteurs et leur pouvoir*, 2^e édition, Les Presses de l'Université Laval, 192 p.
- LINDGAARD, Jade et Nicolas HAERINGER. « L'idée d'avoir une revendication unique ne parle à personne », *Mouvements*, vol. 2, no. 70, 2012, pp. 139-148. à
- LOPEZ, Santiago junior et Gian Carlo PIZZI. *Indigné : la force de l'anonyme*, Édition L'Harmattan, 2012, 111 p.
- MAECKELBERGH, Marianne, *The will of the many : how the alterglobalisation movement is changing the face of democracy*, Pluto Press, London, 2009, 284 p.
- MAHEU, Louis. « Nouveaux mouvements sociaux, mouvement syndical et démocratie », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 4, no. 1, 1991, pp. 121-132.
- MARTIN, M et B. MILLER, « Space and Contentious Politics », *Mobilization*, vol. 8, no. 2, 2003, pp. 143-156.
- MASSIAH, Gustave. « La corruption au cœur du néolibéralisme », *Revue internationale et stratégique*, no. 85, 2012, pp. 99-107.
- MASSICOTTE, Marie-Josée. « Confronter la mondialisation néolibérale », dans BEAUDET, Pierre, Raphaël CANET et Marie-Josée MASSICOTTE. *L'altermondialisme : Forums sociaux, résistance et nouvelle culture politique*, Les Éditions Écosociété, Montréal, 2010, pp. 21-43.
- MATHIEU, Catherine et Henry STERDYNIK. « La globalisation financière en crise », *Revue de l'OFCE*, no. 110, 2009, pp. 13-73.

- MATHIEU, Lilian. « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, vol. 1, no. 77, 2007, pp. 131-151.
- MATHIEU, Lilian. « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, no. 1, 2002, pp. 75-100.
- MATHIEU, Lilian. « Heurs et malheurs de la lutte contre la double peine : éléments pour une analyse des interactions entre mouvements sociaux et champ politique », *Sociologie et sociétés*, vol. 41, no. 2, 2009, pp. 63-87.
- MCADAM, Doug. *Freedom Summer*, Oxford University Press, New York, 1988, 333 p.
- MCADAM, Doug. *Political Process and the Development of Black Insurgency :1930-1970*, University of Chicago Press, Chicago, 1982, 304 p.
- MCADAM, Doug, Sidney TARROW et Charles TILLY. *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press, 2001, 387 p.
- MCADAM, Doug, John MACCARTHY et Mayer ZALD (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996. 426 p.
- MCCARTHY, John D. et Mayer. N. ZALD. « Resource Mobilisation and Social Movements : A Partial Theory », *The American Journal of Sociology*, vol. 82, no. 6, 1977, pp. 1212-1241.
- MCNALLY, David. « Crise, austérité et résistance » dans *La crise et la gauche* de PANITCH, Leo, ALBO, Greg et Vivek CHIBBER (dir.), M éditeur, 2011, pp. 51-79.
- MELUCCI, A. « Qu'y a-t-il de nouveau dans les "nouveaux mouvements sociaux" », dans A. SALES et L. MAHEU (dir.), *La Recomposition du politique*, Paris, PUM/L'Harmattan, 1991, pp. 129-162.
- MORIN, V. *Code Morin, Procédures des assemblées délibérantes*, Éditions Beauchemin, Laval, 1994, 156 p.
- MOUCHARD, D. « Les mouvements sociaux, laboratoires de la démocratie », *La vie des idées.fr*, 7 septembre 2010, 12 p.
- NEVEU, Érik. *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, Coll. « Repères », 5^e édition, 2011, 127p.
- NEVEU, Érik. « Répertoires d'action des mobilisations », dans A. COHEN, B. LACROIX et P. RIUTORT (dir.), *Nouveau Manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, pp. 495-509
- NEZ, Héloïse « Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid », *Participations*, vol. 3, no. 4, 2012, pp. 79-102.

- NORMANDIN, P.-A. « 10 000 \$ par jour pour surveiller Occupons Montréal », *La Presse* (Montréal), 7 février 2012, p. A 10.
- OBERSCHALL, Anthony. *Social Conflict and Social Movements*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1973, 371 p.
- OLSON, Mancur. *The Logic of Collective action. Public Goods and the Theory of Groups*, Harvard University Press, Cambridge, 1966, 186 p.
- PAULE, Cécile. *La structuration sociopolitique de l'indignation. Le mouvement transnational des indignés*, Édition L'Harmattan, 2012, pp. 103-107.
- PÉCHU, Cécile. « Répertoire d'action », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'Olivier FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, pp. 454-462.
- PETRELLA, R. *Écueils de la mondialisation : Urgence d'un nouveau contrat social*, Éditions Fides, Les Grandes Conférences, 1997, 48 p.
- PINEAULT, E. et J. POSCA. « L'économie en quelques statistiques », *L'État d Québec 2012 : Le Québec en panne de leadership ?*, Institut du Nouveau Monde, Les Éditions du Boréal, Montréal, 2012, 511 p.
- PIVEN, Frances Fox et Richard CLOWARD. *Poor People's Movements*, Random House, New York, 1977, 383 p.
- PLEYERS, Geoffrey et Marlies GLASIUS. « La résonance des « mouvements des places » : connexions, émotions, valeurs », *Socio (Révolutions, contestations, indignations)*, no. 2, 2013, pp. 59-79.
- PLEYERS, Geoffrey. « Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien social et Politiques*, no. 51, 2004, pp. 123-134.
- POLLETTA, F. et J. M. JASPER. « Collective Identity and Social Movements », *Annual Review of Sociology*, no. 27, 2001, pp. 283-305.
- RAWLS, J. « Civil Disobedience and the Social Contract » dans J. ARTHUR (dir.), *Morality and Moral Controversies*, 4th ed. New Jersey, Prentice Hall, 672p.
- RICKETTS, Aidan. *The Activists' Handbook*, Zed Books, New York, 2012, 282 p.
- RISSE-KAPPEN, Thomas (dir.) *Bringing Transnational Relations Back in Non-state Actors, Domestic Structures, and International Institutions*, Cambridge University Press, 1995, Cambridge, pp. 3-36.
- ROUET, Gilles (dir.) *Usages politiques des nouveaux médias*, Édition L'Harmattan, 2012, Paris, 248 p.

- SALLEH, Ariel. « Rio + 20 et l'économie verte : les technocrates, les méta-industriels, le Forum social mondial et Occupy », *Mouvements*, no. 70, 2012, pp. 83-98.
- SARRASIN, Rachel. « La politique dans la rue en contexte d'austérité. Des Indignés à Occupy », Colloque du dialogue transnationale Canada-Europe, février 2013, Université de Montréal, 13 p.
- SAUVIAT, Catherine. « Occupy Wall Street. Un mouvement social inédit aux États-Unis », *Institut de recherche économiques et sociales*, no. 1, 2011, pp. 14-15. pp. 1-26.
- SAVARD, S. et J. BOIVIN (dir.), *De la représentation à la manifestation*, Éditions du Septentrion, Québec, 2014, 444 p.
- SHUKAN, T. « Les mouvements de jeunes contestataires en Russie : S'opposer dans la rue et par la rue », *Critique internationale*, no. 55, 2012, pp. 51-71.
- SIMEANT, Johanna. « La transnationalisation de l'action collective », dans *Penser les mouvements sociaux* d'Érick Agrikoliansky et al., La Découverte, Paris, 2010, pp. 121-144.
- SMITH, Jackie., CHATFIELD, Charles et Ron PAGNUCCO (dir.), *Transnational Social Movements and Global Politics. Solidarity Beyond the State*, Syracuse University Press, New York, 1997, pp.73-74.
- SMITH, Jackie. « Globalization and transnational social movement organizations » dans *Social Movements and Organization Theory* de DAVIS G. F., MCADAM, D., SCOTT, W. R. et ZALD, M. N. (dir.), Cambridge University Press, Cambridge, 2005, pp. 226-249.
- SNOW, David A. et Robert D. BENFORD. « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », *International Social Movement Research*, no. 1, 1988, 198 p.
- SOMMIER, Isabelle. « Émotions », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux* d'Olivier FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, pp. 197-205.
- SOMMIER, Isabelle. « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux », dans É. AGRIKOLIANSKY et al., *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, 2010, pp. 185-202.
- STIGLITZ, Joseph. *Le Triomphe de la cupidité*, LLL, 2010, 473 p.
- TARROW, Sidney. « Cycles of Collective Action: Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention », dans Mark TRAUGOTT (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Duke University Press, Durham (N. C.), 1995, pp. 89-115.
- TARROW, Sidney. « La contestation transnationale », *Culture & Conflits*, no. 38-39, 2000, pp. 187-223.

- TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005, 258 p.
- TARROW, Sidney. *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge University Press, Cambridge, 1994, 251 p.
- TILLY, Charles et Sidney TARROW. *Contentious politics*, Oxford University Press, 2006, 245 p.
- TILLY, Charles et Lesley J. WOOD. *Social Movements 1768-2012*, Paradigm Publishers, 3^e édition, Boulder (Colorado), 2013, 194 p.
- TILLY, Charles. « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, vol. 4, no.4, 1984, pp. 89-108.
- TOURAINE, Alain. « Au-delà d'une société du travail et des mouvements sociaux ? », *Sociologie et sociétés*, vol. 23, no. 2, 1991, p. 27-41.
- VAIREL, F. « Sit-in », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, O. FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, pp. 496-501.
- VAN DE VELDE, Cécile. « Indignés : les raisons de la colère », *Cités*, vol. 3, no. 47-48, 2011, pp. 283-287.
- VIVERET, Patrick et Gilbert WASSERMAN (dir.). *Où va le mouvement altermondialiste ? ... et autres questions pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*, La Découverte, Paris, 2003, 127 p.
- VOEGTLI, M. « Identité collective », dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, O. FILLIEULE et al., Presses de Science Po, Paris, 2009, pp. 292-299.
- ZIZEK, Slavoj. « De la démocratie à la violence divine » dans *Démocratie dans quel état ?* de G. AGAMBEN, A. BADIOU, D. BENSAÏD, W. BROWN, J.-L. NANCY, J. RANCIÈRE, K. ROSS et S. ZIZEK, pp. 85-102.
- 99%. *Occupying Wall Street : The Inside Story of an Action that Changed America*, OR Books, New York, 2011, 376 p.

Entrevue

- WALDISPUEHL, Elena. *Entrevue avec militant 1*, Domicile du participant, Montréal, 6 octobre 2014, Entrevue, (105 minutes).
- WALDISPUEHL, Elena. *Entrevue avec militant 2*, Domicile du participant, Montréal, 6 octobre 2014, Entrevue, (90 minutes).

WALDISPUEHL, Elena. *Entrevue avec militant 3*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 10 octobre 2014, Entrevue, (120 minutes).

WALDISPUEHL, Elena. *Entrevue avec militant 4*, Collège Dawson, Montréal, 22 octobre 2014, Entrevue, (160 minutes).

WALDISPUEHL, Elena. *Entrevue avec militant 5*, Université de Sherbrooke, Longueuil, 26 octobre 2014, Entrevue, (45 minutes).

Documents officiels

DUCHESNEAU, Jaques. *Rapport de l'Unité anticollusion au ministre des Transports du Québec*, septembre 2011.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Commission d'enquête sur le processus de nomination des juges de la cour du Québec, des cours municipales et des membres du Tribunal administratif du Québec*, 2011.

MÉNARD, Serge. *Rapport de la Commission spéciale d'examen des événements du printemps 2012*, 2014.

UNCTAD. *Trade and Development Report, 2012 : Policies for Inclusive and Balanced Growth*, United Nations, Genève, 2012.

ONU. *Objectifs du Millénaire pour le développement : rapport de 2013*, New York, 2013

Lois et règlements

P. L. 78. *Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent*, 1^{re} sess., 39^e lég., Québec, 2012.

R.R. *Règlement municipal sur l'occupation du domaine public*, administration de l'arrondissement de Ville-Marie, V.M.C. O-0.1.

Sites internet

BÉLAIR-CÉRINO, M. « La CLASSE condamne la violence à demi-mot », *Le Devoir*, 22 avril 2013, [En ligne] <http://www.ledevoir.com/societe/education/348247/la-classe-condamne-la-violence-a> (page consultée le 21 janvier 2014)

BLAIS, A. Rapport Ménard: «la crise aurait pu être évitée», *La Presse*, 14 mai 2014, [En ligne], <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201405/14/01-4766767-rapport-menard-la-crise-aurait-pu-etre-evitee.php> (page consultée le 21 janvier 2015)

BOURGAULT-CÔTÉ, G. «Le Sondage Léger Marketing-Le Devoir - Le rapport Duchesneau a fait chuter la popularité du PLQ », *Le Devoir*, 18 octobre 2011, [En ligne],

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/333863/sondage-leger-marketing-le-devoir-le-rapport-duchesneau-a-fait-chuter-la-popularite-du-plq> (page consultée le 23 janvier 2015)

CERVEZA-MARZAL, M. *Pourquoi il faut constitutionnaliser la désobéissance civile*, 22 décembre 2011, [En ligne], <http://rue89.nouvelobs.com/2011/12/22/pourquoi-il-faut-constitutionnaliser-la-desobeissance-civile-227534> (page consultée le 21 janvier 2015)

CONOVER, M. D., E. FERRARA, F. MENZCER et A. FLAMMINI. « The Digital Evolution of Occupy Wall Street », *Plos One*, 29 mai 2013, [En ligne], <http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0064679> (page consultée le 16 février 2015)

DAI, Meixing. « La grande crise systémique de 2008 : Causes, conséquences et mesures de politique », *Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe*, no. 19, 2008, [En ligne] <http://opee.u-strasbg.fr/spip.php?article34> (page consultée le 15 janvier 2014)

DESCOTEAUX, B. « Commission d'enquête sur la construction - Le recul », *Le Devoir*, 19 octobre 2011, [En ligne] <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/333886/commission-d-enquete-sur-la-construction-le-recul> (page consultée le 22 janvier 2015)

DUFOUR, P., C. A. ROTHMAYR et L. BHERER. *Luttes contre l'exploitation des gaz de schistes au Québec : quand un enjeu environnemental brasse les cartes du jeu politique*, Mouvements, 6 décembre 2011, [En ligne], <http://mouvements.info/luttes-contre-lexploitation-des-gaz-de-schistes-au-quebec-quand-un-enjeu-environnemental-brasse-les-cartes-du-jeu-politique/> (page consultée le 6 avril 2015)

G.L. « #Occupytheweb », *The Economist*, 11 octobre 2011, [En ligne] <http://www.economist.com/blogs/democracyinamerica/2011/10/social-media-and-wall-street-protests> (page consultée le 16 février 2015)

GLADWELL, M. « Small Change. Why the revolution will not be Tweeted », *The New Yorker*, 4 octobre 2010, [En ligne] <http://www.newyorker.com/magazine/2010/10/04/small-change-3> (page consultée le 16 février 2015)

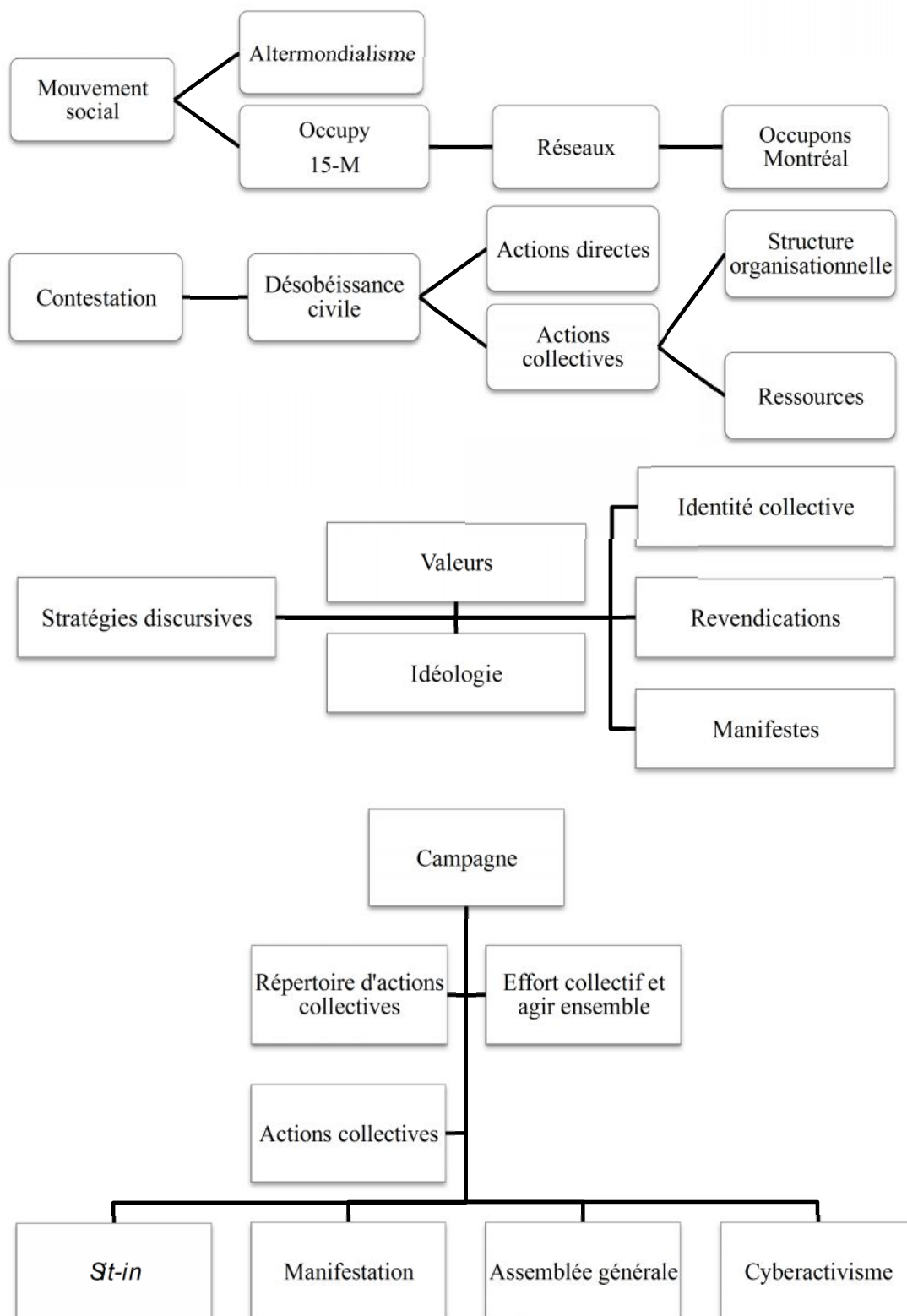
ICI RADIO-CANADA. Les manifestations tournent à l'émeute au centre-ville de Montréal, 21 AVRIL 2012, [En ligne] <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2012/04/20/001-conflit-etudiant-vendre-di.shtml> (page consultée le 22 janvier 2015)

KAZMI, A. « How Anonymous emerged to Occupy Wall Street », *The Guardian*, 27 septembre 2011, [En ligne], <http://www.theguardian.com/commentisfree/cifamerica/2011/sep/27/occupy-wall-street-anonymous> (page consultée le 17 février 2015)

KNAFO, S. « Occupy Wall Street And Anonymous: Turning A Fledgling Movement Into A Meme », *The Huffington Post*, 20 octobre 2011, [En ligne] http://www.huffingtonpost.com/2011/10/20/occupy-wall-street-anonymous-connection_n_1021665.html (page consultée le 16 février 2015).

- LAROUCHE, V. et D. LESSARD. « L'ex ministre Normandeau dans l'embarras », *La Presse*, 14 avril 2012, [En ligne] <http://www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/201204/14/01-4515346-lex-ministre-normandeau-dans-lembarras.php> (page consultée le 9 janvier 2015)
- MEVEL, J.-J. « Une taxe Tobin dans 11 pays européens », *Le Figaro*, 22 janvier 2013, <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/01/22/20002-20130122ARTFIG00537-une-taxe-tobin-dans-onze-pays-europeens.php>, consultée le [13 mai 2014]
- PC. Foule monstre à Montréal pour le Jour de la Terre, *Le Devoir*, 22 avril 2012, [En ligne], <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/348200/foule-monstre-a-montreal-pour-le-jour-de-la-terre> (page consultée le 22 janvier 2015)
- PERREAULT, M. « Les nombreux visages d'Anonymous », *La Presse*, 4 décembre 2015, [En ligne] <http://www.lapresse.ca/international/201412/03/01-4824880-les-nombreux-visages-danonymous.php> (page consultée le 17 février 2015)
- PLEYERS, Geoffrey. *L'altermondialisme : essoufflement ou reconfiguration ?*, La vie des idées, 21 mars 2008, [En ligne] <http://www.laviedesidees.fr/L-altermondialisme-essoufflement.html> (page consultée le 12 avril 2014)
- ROBITAILLE, A. « 250 000 signataires contre Jean Charest », *Le Devoir*, 15 février 2011, [En ligne] <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/316823/250-000-signataires-contre-jean-charest> (page consultée le 9 janvier 2015)
- SASSEN, S. «The Global Street Comes to Wall Street », *Social Science Research Council*, 22 novembre 2011, [En ligne], <http://www.possible-futures.org/2011/11/22/the-global-street-comes-to-wall-street/> (page consultée le 16 février 2015)
- SHAFI, P. N. *The Occupy Movement's Use of Social Media as an Organizing Method*, 1^{er} mars 2012, [En ligne], <http://participedia.net/en/methods/occupy-movements-use-social-media-organizing-method> (page consultée le 16 février 2015)

ANNEXE I : Arborescence des concepts et indicateurs de la recherche



ANNEXE II : Manifeste et charte des mouvements sociaux étudiés

1. Manifeste des occupants de la Puerta del Sol (18 mai 2011)

Qui sommes-nous ?

Nous sommes des gens qui sont venus librement, parce que nous le voulions. Après la manifestation, nous avons décidé de nous réunir pour réclamer la dignité, retrouver notre conscience politique et sociale.

Nous ne représentons aucun parti ni aucune association.

C'est l'aspiration au changement qui nous unit.

Nous sommes ici par dignité et par solidarité avec ceux qui ne peuvent pas y être.

Pourquoi sommes-nous ici ?

Nous sommes ici car nous voulons une société nouvelle qui fasse passer la vie avant les intérêts économiques et politiques.

Nous aspirons à un changement dans la société et dans la conscience sociale.

Nous voulons démontrer que la société n'est pas endormie. Nous continuerons à lutter, pour ce qui nous est dû, par des moyens pacifiques.

Nous soutenons nos camarades arrêtés après la manifestation et nous exigeons leur remise en liberté.

Nous voulons tout, tout de suite. Si tu es d'accord : rejoins-nous !

Mieux vaut perdre en essayant que perdre sans avoir rien essayé.

2. Manifeste des militants et militantes de Democracia real ya ! (mai 2011)

Nous sommes des gens comme les autres. Nous sommes comme toi : des gens qui se lèvent tous les matins pour aller étudier, travailler ou chercher un boulot, des gens qui ont une famille et des amis. Des gens qui travaillent dur tous les jours pour vivre et pour donner un meilleur avenir à celles et ceux qui les entourent.

Parmi nous, certains se considèrent comme plutôt progressistes, d'autres comme plutôt conservateurs. Certains sont croyants, d'autres pas du tout. Certains ont des idéologies très définies, d'autres se considèrent comme apolitiques. Mais nous sommes tous très préoccupés et indignés par la situation politique, économique et sociale qui nous entoure. Par la corruption des politiciens, des entrepreneurs, des banquiers... par la vulnérabilité des hommes et des femmes de la rue.

Cette situation nous fait mal, quotidiennement. Mais, tous ensemble, nous pouvons la faire changer. Le moment est venu de nous mettre au travail : il est temps de bâtir tous ensemble une société meilleure.

Dans ce but, nous réaffirmons avec force les points suivants :

– l'égalité, le progrès, la solidarité, le libre accès à la culture, le développement écologique durable, le bien-être et le bonheur des personnes doivent être les priorités de toute société avancée ;

– au sein de ces sociétés, les droits fondamentaux doivent être garantis : le droit au logement, au travail, à la culture, à la santé, à l'éducation, à la participation, au libre développement personnel, ainsi que le droit à la consommation des biens nécessaires à une vie saine et heureuse ;

– le fonctionnement actuel de notre système politique et gouvernemental ne répond pas à ces priorités et il devient un obstacle pour le progrès de l'humanité ;

– la démocratie part du peuple et, par conséquent, le gouvernement doit appartenir au peuple. Cependant, dans ce pays, la classe politique, dans sa majorité, ne daigne même pas nous écouter. Nos voix devraient pouvoir porter dans les institutions et la participation politique des citoyens devrait être encouragée par des procédés de démocratie directe. La politique devrait être orientée vers le bien de la majorité de la société, et pas détournée au profit d'une clique qui s'enrichit et qui prospère à nos dépens en se conformant aux diktats des pouvoirs économiques tout en s'accrochant au pouvoir grâce à une dictature partitocratique inamovible dont le sigle s'épelle « ppso » ;

– la soif de pouvoir, son accumulation entre les mains de quelques-uns créent des inégalités, des crispations et des injustices – ce qui mène à la violence, que nous refusons. Le modèle économique en vigueur, obsolète et antinaturel, enferme le système social dans une spirale qui se consume d'elle-même, enrichissant une minorité et rejetant le reste dans la pauvreté. Jusqu'à l'effondrement ;

– la seule volonté, le seul but qui motive ce système est l'accumulation d'argent. Cette fin, placée au-dessus du bon fonctionnement et du bien-être de la société, aboutit à gaspiller nos ressources, à détruire la planète et à engendrer du chômage et des consommateurs malheureux ;

– nous, citoyens, sommes pris dans l'engrenage d'une machine destinée à enrichir cette minorité au mépris de nos besoins élémentaires. Nous sommes anonymes, mais, sans nous, rien de cela n'existerait, car c'est nous qui animons ce monde ;

– si, en tant que société, nous apprenons à ne pas placer notre avenir entre les mains d'une rentabilité économique abstraite qui ne fonctionne jamais à notre profit, nous pourrions en finir avec les abus et les privations que nous ressentons tous. Nous avons besoin d'une révolution éthique. On a placé l'argent au-dessus de l'humain, alors qu'il faut le mettre à notre service. Nous sommes des personnes, pas des marchandises.

Pour toutes ces raisons, je suis indigné/e.

Je crois que je peux tout changer.

Je crois que je peux y contribuer.

Je sais que, tous ensemble, nous le pouvons.

Rejoins-nous. C'est ton droit.

3. Manifeste de l'occupation de Wall Street (29 septembre 2011)

Alors que nous nous rassemblons pour exprimer solidairement un sentiment d'injustice collective, nous ne devons pas perdre de vue ce qui nous a réunis. Nous écrivons pour que tous ceux qui se sentent trompés par les firmes du monde entier puissent savoir que nous sommes vos alliés.

Comme un seul peuple uni, nous reconnaissons les faits suivants : que l'avenir du genre humain nécessite la coopération de ses membres ; que notre système doit protéger nos droits et que, s'il y a corruption de ce système, il appartient aux individus de protéger leurs droits et ceux de leurs voisins ; qu'un gouvernement démocratique tient son pouvoir du peuple, mais que les firmes ne demandent le consentement de personne pour exploiter les gens comme la terre ; et que la démocratie véritable demeure introuvable lorsque le processus est déterminé par les pouvoirs économiques. Nous venons vers vous à un moment où les firmes, qui placent le profit avant les personnes, leur intérêt avant la justice et l'oppression avant l'égalité, dirigent nos gouvernements. Nous nous sommes rassemblés ici dans le calme, comme c'est notre droit, pour que ces faits soient rendus publics :

- ils ont pris nos maisons grâce à des saisies illégales, alors qu'ils n'étaient pas en possession de l'hypothèque originale ;
- ils se sont renfloués sur le dos des contribuables, tout en continuant à distribuer des bonus exorbitants aux cadres dirigeants ;
- ils ont perpétué dans le monde du travail des inégalités et des discriminations fondées sur l'âge, la couleur de peau, le sexe, le genre ou l'orientation sexuelle ;
- ils ont empoisonné les réserves de nourriture par négligence, et sapé l'agriculture par les phénomènes de monopolisation ;
- ils ont fait du profit grâce à la torture, à l'enfermement et aux mauvais traitements infligés à d'innombrables animaux, et ont activement dissimulé ces pratiques ;
- ils ont constamment tenté de dépouiller les employés du droit de négocier pour de meilleurs salaires et des conditions de travail plus sûres ;
- ils ont pris en otages des étudiants endettés à hauteur de dizaines de milliers de dollars pour leurs études, qui sont en elles-mêmes un droit humain ;
- ils ont invariablement externalisé le travail et utilisé cette externalisation comme effet de levier pour diminuer le salaire et la protection médicale des travailleurs ;
- ils ont influencé les tribunaux pour obtenir les mêmes droits que les individus, mais sans endosser aucun dommage ni aucune responsabilité ;
- ils ont dépensé des millions de dollars en cabinets d'avocats qui cherchaient des biais pour les soustraire à leurs obligations contractuelles en ce qui concerne l'assurance maladie ;
- ils ont vendu notre intimité comme une matière première ;
- ils ont utilisé les forces militaires et policières pour empêcher la liberté de la presse ;
- ils ont délibérément refusé de retirer de la vente, dans un esprit de profit, des produits défectueux dangereux pour la santé ;
- ils déterminent la politique économique, malgré les échecs catastrophiques que leurs politiques ont engendrés et continuent d'engendrer ;
- ils ont fait don de sommes d'argent importantes à des hommes politiques qui sont responsables de leur régulation ;
- ils continuent à faire blocage aux formes alternatives d'énergie pour que nous restions dépendants du pétrole ;

- ils continuent à faire blocage aux médicaments génériques qui pourraient alléger des souffrances, voire sauver des vies humaines, dans le seul but de protéger des investissements qui ont déjà engendré des profits considérables ;
- ils ont sciemment dissimulé des accidents pétroliers, des faux en écriture ou des ingrédients frelatés par pur appât du gain ;
- ils contrôlent les médias et peuvent ainsi pratiquer la désinformation et maintenir les gens dans la peur ;
- ils ont accepté des contrats privés pour assassiner des prisonniers qui furent exécutés en dépit de sérieux doutes sur leur culpabilité ;
- ils ont perpétué le colonialisme ici comme à l'étranger. Ils ont participé à la torture et au meurtre de civils innocents à l'étranger ;
- ils continuent à fabriquer des armes de destruction massive pour recevoir des contrats publics.

À tous les peuples du monde, nous, l'assemblée générale de la ville de New York, qui occupe Wall Street à Liberty Square, vous appelons à affirmer votre pouvoir. Exercez votre droit à vous rassembler pacifiquement, à occuper l'espace public, à prendre à bras-le-corps les problèmes auxquels nous sommes confrontés et à trouver des solutions accessibles à tous. À toutes les communautés désireuses d'agir, à tous les groupes inspirés par la démocratie directe, nous offrons soutien, documentation et toutes les ressources dont nous disposons.

Rejoignez-nous et faites entendre votre voix !

4. Manifeste de l'occupation de Montréal (25 février 2011)

Déclaration des engagements individuels et collectifs mis de l'avant par Occupons Montréal dans le but de favoriser la participation de personnes d'horizons différents à une mobilisation sociale et un mouvement concerté, Occupons Montréal (mouvement du 15 octobre) affirme que les engagements suivants constituent notre fondement au dialogue et à l'action.

Le contexte

Nous nous sommes d'abord mobilisés en manifestant notre indignation à travers le mouvement Occupy, localement 'Occupons Montréal', parce que : les mécanismes et les principes économiques actuels portent atteinte à la dignité des personnes et causent des injustices grandissantes; la recherche aveugle du profit dégrade l'environnement à une vitesse qui menace la vie; la liberté de pensée et la vie démocratique des '99%' du peuple sont menacées par l'emprise du '1%'.

L'objectif des engagements

Nous voulons maintenant aller plus loin en adoptant des engagements individuels ayant un impact collectif. En nous entendant sur ces valeurs, nous nous engageons à changer en même temps que nous changeons le monde, car l'un ne va pas sans l'autre.

« En vue de participer dès maintenant aux changements collectifs en cours, c'est personnellement et volontairement que je m'engage à faire de mon mieux pour :

Humanité : développer le lien qui m'unit aux autres et chercher la valeur dans les relations humaines plutôt que dans les marchandises;

Environnement : respecter les êtres vivants, leurs habitats et consommer de façon responsable ;

Connaissance : m'éduquer et encourager l'échange des connaissances;

Responsabilité : cultiver l'esprit de conciliation dans mes relations et communications avec les autres;

Justice : prendre la parole et agir pour dénoncer les injustices;

Inclusion : m'ouvrir à la diversité des êtres et respecter les différences;

Non-violence : défendre mes valeurs avec dignité sans tomber dans le piège de l'oppression ;

Transparence : être intègre et ne pas accepter les mensonges et la corruption;

Santé : prendre soin de moi ;

Empathie : reconnaître les sentiments des autres et en tenir compte;

Humilité : reconnaître que je peux être dans l'erreur. »

C'est l'implication des personnes qui fera la différence en adoptant ces comportements, nous souhaitons contribuer aux changements qui amèneront une société plus juste. Pour mettre un terme aux agissements d'une minorité de personnes qui se réservent le contrôle des principales ressources de notre planète, il est nécessaire d'avoir une participation massive de la population au sein d'une mobilisation démocratique. Car chaque geste compte!

Occupons Montréal vise, par ce texte, à susciter une prise de conscience qui bénéficiera à l'ensemble du monde et des générations à venir.

Allons de l'avant!

5. Charte de principes du Forum social mondial (8 juin 2002)

Le comité des instances brésiliennes qui a conçu et organisé le premier Forum social mondial, qui s'est tenu à Porto Alegre du 25 au 30 janvier 2001, après avoir évalué les résultats de ce forum et les attentes qu'il a suscitées, a jugé nécessaire et légitime d'instaurer une charte des principes visant à orienter la poursuite de cette initiative. Les principes contenus dans la charte, qui devra être respectée par tous ceux qui souhaitent participer à ce processus et organiser de nouvelles éditions du Forum social mondial, consolident les décisions qui ont présidé à la réalisation du

forum de Porto Alegre et fait son succès, et amplifient sa portée, en fixant les orientations qui découlent de la logique de ces décisions.

1. Le Forum social mondial est un espace de rencontre ouvert visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratique, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain.

2. Le Forum social mondial de Porto Alegre a été une manifestation située dans le temps et l'espace. Désormais, avec la certitude proclamée à Porto Alegre qu'un « autre monde est possible », il devient un processus permanent de recherche et d'élaboration d'alternatives, qui ne se réduit pas aux manifestations sur lesquelles il s'appuie.

3. Le Forum social mondial est un processus à caractère mondial. Toutes les rencontres qui feront partie de ce processus ont une dimension internationale.

4. Les alternatives proposées au forum social mondial s'opposent à un processus de mondialisation capitaliste commandé par les grands entreprises multinationales et les gouvernements et institutions internationales au service de leurs intérêts. Elles visent à faire prévaloir, comme nouvelle étape de l'histoire du monde, une mondialisation solidaire qui respecte les droits universels de l'Homme, ceux de tous les citoyens et citoyennes de toutes les nations, et l'environnement, étape soutenue par des systèmes et institutions internationaux démocratiques au service de la justice sociale, de légalité et de la souveraineté des peuples.

5. Le Forum social mondial ne réunit et n'articule que les instances et mouvements de la société civile de tous les pays du monde, mais il ne prétend pas être une instance représentative de la société civile mondiale.

6. Les rencontres du forum social mondial n'ont pas un caractère délibératif en tant que forum social mondial. Personne ne sera donc autorisé à exprimer au nom du forum, dans quelque édition que ce soit, des prises de position prétendant être celles de tous les participants. Les participants ne doivent pas être appelés à prendre des décisions, par vote ou acclamation, en tant que rassemblement de ceux qui participent au forum, sur des déclarations ou propositions d'action qui les engagent tous ou leur majorité et qui se voudraient être celles du forum en tant que forum. Il ne constitue donc pas d'instance de pouvoir que peuvent se disputer ceux qui participent à ces rencontres, ni ne prétend constituer l'unique alternative d'articulation et d'action des instances et mouvements qui en font partie.

7. Les instances – ou ensembles d'instances – qui prennent part aux rencontres du forum doivent donc être assurés de pouvoir délibérer en toute liberté durant celles-ci sur des déclarations et des actions qu'elles ont décidé de mener, seules ou en coordination avec d'autres participants. Le forum social mondial s'engage à diffuser largement ces décisions par les moyens étant à sa portée, sans imposer d'orientations, de hiérarchies, de censures et de restrictions, mais en tant que délibérations des instances – ou ensembles d'instances – qui les auront assumées.

8. Le Forum social mondial est un espace pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan, qui articule de façon décentralisée, en réseau, des instances et mouvements engagés dans des actions concrètes, au niveau local ou international, visant à bâtir un autre monde.

9. Le Forum social mondial sera toujours un espace ouvert au pluralisme et à la diversité des engagements et actions d'instances et de mouvements qui décident d'y prendre part, comme à la pluralité des sexes, ethnies, cultures, générations et capacités physiques, dans la mesure où ils respectent la charte des principes. Ne pourront participer au forum en tant que tels les représentations de partis, ni les organisations militaires. Pourront être invités à y participer, à titre personnel, les gouvernants et parlementaires qui assument les engagements de la présente charte.

10. Le Forum social mondial s'oppose à toute vision totalitaire et réductrice de l'économie, du développement et de l'histoire, et à l'usage de la violence comme moyen de contrôle social par l'État. Il y oppose le respect des droits de l'Homme, la véritable pratique démocratique, participative, par des relations égalitaires, solidaires et pacifiques entre les personnes, les races, les sexes et les peuples, condamnant toutes les formes de domination comme l'assujettissement d'un être humain par un autre.

11. Le Forum social mondial, en tant qu'espace de débats, est un mouvement d'idées qui stimule la réflexion, et la diffusion transparente des fruits de cette réflexion, sur les mécanismes et instruments de la domination du capital, sur les moyens et actions de résistance et la façon de dépasser cette domination, sur les alternatives proposées pour résoudre les problèmes d'exclusion et d'inégalité sociale que le processus de mondialisation capitaliste, avec ses composantes racistes, sexistes et destructrices de l'environnement est en train de créer, au niveau international et dans chacun des pays.

12. Le Forum social mondial, comme espace d'échange d'expériences, stimule la connaissance et la reconnaissance mutuelles des instances et mouvements qui y participent, en valorisant leurs échanges, en particulier ce que la société est en train de bâtir pour axer l'activité économique et l'action politique en vue d'une prise en compte des besoins de l'être humain et dans le respect de la nature, aujourd'hui et pour les futures générations.

13. Le Forum social mondial, en tant qu'espace d'articulation, cherche à fortifier et à créer de nouvelles articulations nationales et internationales entre les instances et mouvements de la société civile qui augmentent, tant dans la sphère de la vie publique que de la vie privée, la capacité de résistance sociale non violente au processus de déshumanisation que le monde est en train de vivre et à la violence utilisée par l'État, et renforcent les initiatives d'humanisation en cours, par l'action de ces mouvements et instances.

14. Le Forum social mondial est un processus qui stimule les instances et mouvements qui y participent à situer, à niveau local ou national, leurs actions, comme les questions de citoyenneté planétaire, en cherchant à prendre une part active dans les instances internationales, introduisant dans l'agenda mondial les pratiques transformatrices qu'ils expérimentent dans la construction d'un monde nouveau.

ANNEXE III : Certification d'éthique



Comité d'éthique de la recherche
Lettres et sciences humaines
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

CERTIFICAT D'ÉTHIQUE

Titre du projet : Contestation de la mondialisation financière et mouvements sociaux de la nébuleuse altermondialiste : analyse des stratégies militantes du mouvement Occupons Montréal

Projet subventionné ☐

Projet non subventionné ☒

Projet de maîtrise ou de doctorat ☒

Nom de l'étudiante ou de l'étudiant : Elena Waldispuehl

Nom de la directrice ou du directeur : Hugo Loiseau

Nom du ou de la responsable :

| | | | |
|-------------------|--|--|---|
| DÉCISION : | Favorable <input checked="" type="checkbox"/> | Unanime <input checked="" type="checkbox"/> | Majoritaire <input type="checkbox"/> |
| | Défavorable <input type="checkbox"/> | Unanime <input type="checkbox"/> | Majoritaire <input type="checkbox"/> |

DÉCISION DIFFÉRÉE : ☐

SUIVI ÉTHIQUE :

6 mois ☐ **1 an** ☒

ou

sous la responsabilité de la directrice ou du directeur du projet ☐

COMMENTAIRES :

Olivier Laverdière
Président du comité d'éthique de la recherche
Lettres et sciences humaines

Date : 16 septembre 2014

ANNEXE IV : Formulaire d'information et de consentement



FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

Vous êtes invité(e) à participer à un projet de recherche. Le présent document vous renseigne sur les modalités de ce projet de recherche. S'il y a des mots ou des paragraphes que vous ne comprenez pas, n'hésitez pas à poser des questions. Pour participer à ce projet de recherche, vous devrez signer le consentement à la fin de ce document et nous vous en remettrons une copie signée et datée.

Titre du projet

Contestation de la mondialisation financière et mouvements sociaux de la nébuleuse altermondialiste : analyse des stratégies militantes du mouvement Occupons Montréal

Personnes responsables du projet

La responsable de la recherche est la chercheuse, Elena Waldispuehl. La recherche est réalisée dans le cadre d'un mémoire de maîtrise en recherche appliquée au sein de l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke. Le mémoire est dirigé par le professeur Hugo Loiseau.

Elena Waldispuehl

-
- ☐

Hugo Loiseau ☐

-
-

Financement du projet de recherche

La chercheuse a reçu des fonds de l'organisme subventionnaire du Fonds de recherche société et culture du Québec (FRQSC) ainsi que du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) pour mener à bien ce projet de recherche. Les fonds reçus couvrent les frais liés à ce projet de recherche.

Objectifs du projet

L'objectif général de cette recherche est, d'une part, de définir le répertoire d'actions collectives du mouvement Occupy par l'intermédiaire du réseau de Montréal et, d'autre part, établir si ce mouvement peut être considéré comme altermondialiste de par ses actions et son idéologie. Les objectifs spécifiques sont : 1) expliquer les relations de pouvoir (négociations, revendications,

affrontements, etc.) entre les militants du mouvement social Occupons Montréal, les autorités décisionnelles de la ville de Montréal ainsi que les forces de l'ordre, et 2) comprendre de quelle manière le réinvestissement militant s'exécute afin d'expliquer l'importante mobilisation de la gauche au Québec pendant l'épisode 2011-2012 selon l'approche théorique du processus politique.

Raison et nature de la participation

En tant que militant du mouvement social Occupons Montréal vous êtes conviés à une entrevue afin de permettre à la chercheuse d'établir le répertoire d'actions collectives du mouvement dans la mesure où vos expériences de militantisme dans cette organisation représentent un savoir inédit et indispensable à la réalisation de cette recherche. Ainsi, votre participation à ce projet sera requise pour une entrevue d'environ deux heures. Essentiellement, cette entrevue aura lieu à l'endroit qui vous convient, selon vos disponibilités. Vous aurez à répondre à des questions sur les pratiques, le discours et les moyens de mobilisation du mouvement social Occupy et plus précisément de son réseau de Montréal. Cette entrevue sera enregistrée sur bande audio.

Avantages pouvant découler de la participation

Votre participation à ce projet de recherche vous apportera l'avantage d'avoir un impact direct à l'avancement des connaissances en permettant à la chercheuse de constituer le répertoire d'actions collectives d'un mouvement inédit et ayant eu une amplitude significative au Québec et à l'échelle internationale. De plus, cela peut vous permettre d'occasionner un approfondissement de votre réflexion personnelle quant à vos pratiques militantes, votre mobilisation pour le changement social ou encore quant aux principes de démocratie, de contestation politique, de gouvernance et de maintien de l'ordre. En outre, votre participation pourrait accroître votre connaissance de soi tout en vous permettant d'avoir une tribune pour exprimer votre point de vue.

Par votre participation à ce projet de recherche, et ce, pour l'ensemble des catégories de participants, vous contribuez à la vitalité de la démocratie du Québec en étant des acteurs politiques engagés. À cela s'ajoute le fait qu'elle contribuera à l'avancement des connaissances entourant le mouvement Occupy.

Inconvénients et risques pouvant découler de la participation

Votre participation à la recherche ne devrait pas comporter d'inconvénients significatifs, si ce n'est le fait de donner de votre temps. Vous pourrez demander de prendre une pause ou de poursuivre l'entrevue à un autre moment qui vous conviendra. Il se pourrait, lors de l'entrevue, que le fait de parler de votre expérience vous amène à vivre une situation difficile. De plus, sachez qu'en tout temps vous avez le droit de ne pas répondre à une ou plusieurs questions, vous pouvez également demander le retrait de certains propos ou encore de se retirer de l'étude à tout moment. Pour ce faire, vous avez le droit de demander un retrait de votre contribution ainsi que la suppression des pièces audio et informatiques qui l'accompagnent ainsi que de lire le verbatim de l'entrevue réalisée.

Droit de retrait sans préjudice de la participation

Il est entendu que votre participation à ce projet de recherche est tout à fait volontaire et que vous restez libre, à tout moment, de mettre fin à votre participation sans avoir à motiver votre décision ni à subir de préjudice de quelque nature que ce soit.

Advenant que vous vous retiriez de l'étude, demandez-vous que les documents audio ou écrits vous concernant soient détruits?

Oui ☐ Non ☐

Il vous sera toujours possible de revenir sur votre décision. Le cas échéant, la chercheuse vous demandera explicitement si vous désirez la modifier.

Compensations financières

Si vous acceptez de participer, nous vous rembourserons tous vos frais de déplacement éventuel à la présentation des reçus avant l'entrevue. Vous n'avez qu'à participer à une seule entrevue d'environ 2 heures.

Confidentialité, partage, surveillance et publications

Durant votre participation à ce projet de recherche, la chercheuse recueillera et consignera dans un dossier de recherche les renseignements vous concernant. Seuls les renseignements nécessaires à la bonne conduite du projet de recherche seront recueillis. Ils peuvent comprendre les informations suivantes : nom, sexe, date de naissance, enregistrements audio, etc.

Tous les renseignements recueillis au cours du projet de recherche demeureront strictement confidentiels dans les limites prévues par la loi. Afin de préserver votre identité et la confidentialité de ces renseignements, vous ne serez identifié(e) que par un nom fictif. La chercheuse principale de l'étude utilisera les données à des fins de recherche dans le but de répondre aux objectifs scientifiques du projet de recherche décrits dans ce formulaire d'information et de consentement.

Les données du projet de recherche pourront être publiées dans des revues scientifiques ou partagées avec d'autres personnes lors de discussions scientifiques. Aucune publication ou communication scientifique ne renfermera d'information permettant de vous identifier. Dans le cas contraire, votre permission vous sera demandée au préalable. À des fins de surveillance et de contrôle, votre dossier de recherche pourrait être consulté par une personne mandatée par le Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines, ou par des organismes gouvernementaux mandatés par la loi. Toutes ces personnes et ces organismes adhèrent à une politique de confidentialité.

Finalement, les données seront conservées pendant une échéance de 5 ans après la fin de la collecte des informations. Après ce délai, les données seront supprimées des fichiers où elles sont conservées ainsi que les enregistrements audio utilisés pour les verbatim. Néanmoins, ces données pourraient servir pendant ces 5 années à des recherches futures.

Résultats de la recherche et publication

Vous serez informé des résultats de la recherche et des publications qui en découleront, le cas échéant par courrier électronique. Nous préserverons l'anonymat des personnes ayant participé à l'étude.

Études ultérieures

Il se peut que les résultats obtenus à la suite de cette étude donnent lieu à une autre recherche. Dans cette éventualité, autorisez-vous les responsables de ce projet à vous

contacter à nouveau et à vous demander si vous souhaitez participer à cette nouvelle recherche?

Oui ☐ Non ☐

Surveillance des aspects éthiques et identification du président du Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines

Le Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines a approuvé ce projet de recherche et en assure le suivi. De plus, il approuvera au préalable toute révision et toute modification apportée au formulaire d'information et de consentement, ainsi qu'au protocole de recherche.

Vous pouvez parler de tout problème éthique concernant les conditions dans lesquelles se déroule votre participation à ce projet avec la responsable du projet ou expliquer vos préoccupations à **M. Olivier Laverdière**, président du Comité d'éthique de la recherche Lettres et sciences humaines, en communiquant par l'intermédiaire de son secrétariat au numéro suivant

Consentement libre et éclairé

Je, _____ (*nom en caractères d'imprimerie*), déclare avoir lu et/ou compris le présent formulaire et j'en ai reçu un exemplaire. Je comprends la nature et le motif de ma participation au projet. J'ai eu l'occasion de poser des questions auxquelles on a répondu, à ma satisfaction. Par la présente, j'accepte librement de participer au projet.

Signature de la participante ou du participant : _____

Fait à _____, le _____ 201__

Déclaration de responsabilité des chercheurs de l'étude

Je, _____ chercheuse principale de l'étude, déclare que moi-même et mon directeur de recherche, Hugo Loiseau, sommes responsables du déroulement du présent projet de recherche. Nous nous engageons à respecter les obligations énoncées dans ce document et également à vous informer de tout élément qui serait susceptible de modifier la nature de votre consentement.

Je, Elena Waldispuehl, certifie également avoir expliqué à la participante ou au participant intéressé(e) les termes du présent formulaire, avoir répondu aux questions qu'il ou qu'elle m'a posées à cet égard et lui avoir clairement indiqué qu'il ou qu'elle reste, à tout moment, libre de mettre un terme à sa participation au projet de recherche décrit ci-dessus. Je m'engage à garantir le respect des objectifs de l'étude et à respecter la confidentialité.

Signature de la chercheuse principale : _____

Fait à _____, le _____ 2014.

ANNEXE V : Questionnaire d'entrevue avec les militants et militantes

Lieu : _____
Date : ____/____/____
Nom ou pseudonyme : _____
Fonction : _____
Durée de l'entrevue : _____

A) INFORMATIONS PERSONNELLES

1. Quel est votre sexe ?
2. Quel est votre âge ?
3. Quel est votre niveau de scolarisation ?
 - 3.1 Si vous avez fait des études universitaires, dans quel domaine étaient-elles ?
4. Quelle est votre occupation professionnelle ?

B) LE PROCESSUS DE MOBILISATION ET DE POLITISATION

1. Selon vous, quel est votre degré de politisation sur une échelle de 1 à 10 où 1 équivaut à être très peu politisé ?
2. Quelles sont vos valeurs et vos principales idéologies ?
 - 2.1 Est-ce que vos parents, amis ou proches ont influencé ces valeurs et idéologies en étant par exemple militant pour une cause particulière ?
3. Où vous vous situez-vous sur le continuum des attitudes politique quant à la gauche et la droite sur une échelle de 1 à 10 où 1 veut dire qu'on est très à droite ?
4. Est-ce que vous êtes militant pour un parti politique provincial et/ou fédéral ?
 - 4.1 Si oui, lequel ?
5. Selon vous, est-ce que la démocratie représente un bon système de gouvernance tel que pratiqué aujourd'hui sur une échelle de 1 à 10 où 1 veut dire un très mauvais système ?
6. Est-ce que les conséquences de la crise économique de 2008 ont directement affecté votre vie par la perte d'un emploi ou l'expérience du chômage sur une longue période ?
7. Sur une échelle de 1 à 10 où 1 veut dire très peu intéressé, comment évalueriez-vous votre attention à l'actualité nationale et internationale ?
8. Combien de fois utilisez-vous Internet à des fins militantes pour afficher vos convictions politiques sur une échelle de 0 à 7 en terme de jour où 0 équivaut à jamais ?

C) EXPÉRIENCE MILITANTE AU SEIN DU RÉSEAU OCCUPONS MONTRÉAL

1. Avez-vous plusieurs autres expériences de mobilisation ou est-ce qu'il s'agit de votre première expérience de militantisme actif ?
2. De quelle manière avez-vous entendu parler pour la première fois d'Occupons Montréal ?
 - 2.1 Pourquoi vous êtes-vous mobilisé pour ce mouvement social ?
3. Combien de temps avez-vous participé activement au mouvement Occupons Montréal ?
4. Dans quelle phase du mouvement avez-vous été le plus actif : rencontre préparatoire, le campement ou encore la phase post-occupation ?
 - 4.1 Combien de temps avez-vous participé au *sit-in* du square Victoria ?

5. Selon vous, quelles sont les principales revendications du mouvement ?
6. Selon vous, quel est le discours du mouvement Occupy ?
 - 6.2 Que pensez-vous du manifeste des 99% du réseau de Montréal ?
7. Y avait-il une division du travail au sein du campement ?
 - 7.1 Si oui, comment était-elle organisée ?
8. Est-ce qu'il y avait des règles sur le site d'occupation quant au vivre ensemble?
 - 8.1 Si oui, lesquelles ?
9. Aviez-vous un rôle spécifique au sein du mouvement?
10. Avez-vous participé aux assemblées délibérantes du mouvement Occupons Montréal ?
 - 10.1 Si oui, comment se déroulait un tel événement ?
 - 10.2 Selon vous, quel était le but des assemblées délibérantes ?
11. Selon vous, quelles sont les principales pratiques du mouvement Occupy ?
12. Selon vous, est-ce qu'il y avait des divisions entre des militants et leur appartenance politique ou idéologique ?
 - 12.1 Si oui, ces divisions portaient sur quel aspect du réel ?
13. Selon vous, quel est l'impact du mouvement Occupy quant au changement social ?

D) ABEYANCE STRUCTURE ET VIOLENCE POLITIQUE

1. Êtes-vous un membre actif d'une autre organisation ? (Syndicat, ONG, OSBL, etc.)
 - 1.1 Si oui, laquelle ? Est-ce que cette dernière a des liens connexes avec le mouvement Occupy ?
2. Avez-vous participé d'une quelconque façon au mouvement étudiant au printemps 2012 ?
 - 2.1 Si oui, de quelle manière et pourquoi ?
3. Selon vous, que signifie la notion de violence politique ?
4. Selon vous, quelle place le mouvement Occupy doit-il accorder à la question de la violence ?
5. Avez-vous déjà posé des gestes à caractère violent pour faire valoir vos revendications politiques dans l'espace public ?
 - 5.1 Si oui, dans quelles situations et pourquoi ?
6. Avez-vous déjà été victime de répression policière ?
7. Selon vous, où vous vous situez-vous sur l'échelle du radicalisme politique entre 1 et 100 où 100 équivaut à être extrêmement radical ?
8. Que pensez-vous en général de la crise sociale et politique du printemps 2012 ?

D) TRANSNATIONALISATION DE L'ACTION ET ALTERMONDIALISME

1. Est-ce que vous avez des contacts avec d'autres militants de la nébuleuse du mouvement Occupy dans des villes américaines, canadiennes ou encore outre-mer ?
 - 1.1 Si oui, de quelle manière communiquez-vous avec ces personnes ?
2. Selon vous, quel est le rôle d'Internet et des nouvelles technologies de communications dans le processus de mobilisation du mouvement Occupy en 2011 ?
3. En général, que pensez-vous de l'altermondialisme comme force de résistance au néolibéralisme ?
4. Est-ce que vous vous considérez comme un militant altermondialiste ?
 - 4.1 Si oui, avez-vous déjà participé à un événement de contestation comme le Sommet des Amériques à Québec ou encore la réunion du G20 à Toronto ? Lesquels ?